

Journal  
belge  
mondial!

# Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE • POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE



**Au nom  
de la science ...  
quelle science ?**

Paul Lannoye • Pages 3 et 8

**Les jeunes : les  
« gueules cassées »  
de la crise sanitaire**

Inès Trépart • Pages 17-18

**« Nous sommes  
dirigés par des  
pervers »**

Entretien avec Dany-Robert Dufour  
Pages 19 à 21

DOSSIER

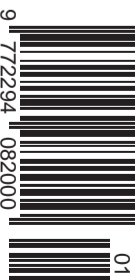
**Du cran vis-à-vis  
des écrans !  
dévitalisons  
nos vies**

Pages 8 à 16

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue Théophile Vander Elst, 89, 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles

Illustration: Maud Romera Tomad



01

# La maladie que le covid révèle

## SOMMAIRE

### La maladie que le covid révèle

Alexandre Penasse / Page 2

### Au nom de la science ... quelle science ?

Paul Lannoye / Pages 3 et 8

### La « Zad » de Notre-Dame-des-Landes

Marc Weinstein / Pages 4-5

### Fils de pub

Alain Adriaens / Page 5

### Que faire de la liberté individuelle ? Seconde partie : Sous le covidisme

Bernard Legros / Page 6

### Résilience et monde d'après

David Tong / Page 7

## DOSSIER

### Du cran vis-à-vis des écrans ! dévitalisons nos vies

Coordonné par Bernard Legros / Pages 8 à 16

#### Introduction

Bernard Legros / Page 8

#### De la télévision aux smartphones, 60 ans pour éteindre les dernières fibres de notre humanité

Hervé Krief / Page 9

#### « Chaque être est et devient ce qu'il contemple »

Entretien avec Sabine Duflo / Pages 10 et 18

#### Informatique, écoles et égalité des chances

Michèle Janss / Page 11

#### L'école des robots

Christophe Duffeler / Pages 12-13

#### De la démocratie en Numérique

Nicolas Alep / Page 14

#### L'addiction aux nouvelles technologies n'a rien de naturel

Bruno Poncelet / Page 15

#### Rendre le visible invisible

Michel Weber / Page 16

### Les jeunes : les « gueules cassées » de la crise sanitaire

Inès Trépart / Pages 17-18

### « Nous sommes dirigés par des pervers »

Entretien avec Dany-Robert Dufour / Pages 19-20-21

### Courrier des lecteurs

Page 22

### Vu, lu, entendu

Page 23

### Barnum

Jean-Pierre L. Collignon / Page 24

Le totalitarisme ne s'exprime complètement que lorsqu'il a déployé ses ressorts de façon totale, c'est-à-dire lorsque ses prémices se sont développées jusqu'au bout. Mais son aboutissement n'est jamais le résultat instantané d'un phénomène et dépend toujours d'un contexte. Ainsi, de un, on ne tombe pas du jour au lendemain dans le totalitarisme – ce qui le rend très pernicieux puisqu'on ne s'en rend souvent compte que lorsqu'il est trop tard – de deux, les mesures politiques actuelles et inédites prises par presque tous les gouvernements de la planète, auraient, dans un autre contexte, donné lieu à des réactions individuelles et sociales très différentes. C'est d'ailleurs par une interaction complexe entre les actions de ceux qui décident et les réactions – ou leur absence, ce qui est en fin de compte aussi une réaction – de ceux qui obéissent que se met en place un ordre politique. L'un ne va pas sans l'autre : si les décisions politiques prennent corps dans la réel, c'est parce qu'elles sont acceptées.

Depuis les débuts de la société de consommation, une étrange collusion s'est faite entre les desseins de l'oligarchie politique et les aspirations citoyennes. Nous avons ainsi accepté que nos vies soient soumises à un impératif opposé au bon sens et à la morale : celui de tout subordonner à l'argent, dans une société profondément inégalitaire où le sujet supporte le plus souvent sa position sociale par l'espoir toujours renouvelé d'obtenir plus. La société de masse a fait de nous des sujets con-sommants acceptant contre la jouissance de la possession que nos rues soient balafrees par des publicités, les radios et télé réduits à des appareils de propagande commerciale, les emplois le plus souvent dénués de tous sens, réduits alors à des pourvoyeurs de salaire qui nous permettront d'adhérer à la consommation de masse, apaisant ainsi les frustrations induites par ce vide. Nous aimons nous dire libres, mais « pour une large part, nous sommes gouvernés, nos esprits sont modelés, nos goûts sont formés, nos idées suggérées par des gens dont nous n'avons jamais entendu parler. Telle est la conséquence logique de la façon dont notre société démocratique est organisée ».<sup>1</sup>

Croissance, croissance, croissance. Est-ce donc notre destinée ? La Boétie, qui renversant l'habituelle litanie « nous ne pouvons rien faire, ils sont trop forts », rappela que « les tyrans ne sont debout que parce que nous sommes à genoux », donna toute sa puissance à la possibilité de changement du cours de l'histoire. Cette inversion causale – la raison de la tyrannie n'est plus la force des tyrans, mais la faiblesse de ceux qui les servent (nous) – est en effet profondément réaliste, et donc pleine d'espoir. La prise de conscience de nos capacités collectives à ne plus subir et agir sur le cours de nos vies, implique toutefois que la société dans laquelle nous sommes nés ne soit pas perçue par nous comme quelque chose de naturel qui ne peut être changé, une donnée intangible. Or, cette naturalisation du social (qui s'exprime dans le « on ne peut rien faire, c'est comme ça »), comme si ce social n'était pas le fruit de choix, de combats, de décisions, est profondément répandue.

Mais le contexte est là : ayant troqué notre liberté contre une sécurité illusoire offerte par l'État sous conditions que nous acceptions ses règles, dont celle en premier lieu de travailler et consommer toute sa vie, beaucoup d'entre nous n'ont plus eu l'esprit et la force pour refuser. Ils ont peur d'autre chose et préfère le pire qu'on leur sert que l'inconnu dont ils pourraient se faire les architectes ; ils préfèrent qu'on les guide plutôt que de se prendre en main. Ils ont accepté la malbouffe, les villes polluées, stress et dépression, pesticides, bull-shit job, misère côtoyant indécentes richesses, pourquoi n'accepteraient-ils pas de limiter désormais leur vie à un cœur qui bat ? Nous avons déjà tellement été privé de sens, appris à mourir de notre mode de vie, pourquoi dès lors ne pas accepter qu'une vie non vécue soit préférable à une vie entière, libre et épanouie mais où l'on risque de mourir du covid – probabilité très faible s'il en

est ? Paradoxe, « car si on retire à l'existence ses facultés proprement humaines ou ce qui fait de nous des hommes pour se reclure dans une définition archi-pauvre et sanitaire de la vie, réduite au simple fait physiologique de vivre, alors pourquoi s'escrimer à la "sauver" ou à la maintenir "quoi qu'il en coûte" ».<sup>2</sup>

Ce sens que l'on donne à nos vies, qui dépend de la lucidité du regard que nous portons sur la société, fait que les intentions derrière les critiques contre les mesures absurdes et iniques des gouvernements « contre » le covid-19, sont multiples. Il y a le restaurateur, le coiffeur, le barman qui veulent, tout à fait légitimement, retrouver leur job, « comme avant ». D'autres pourtant ne souhaitent ni la dystopie covidienne, ni le « monde d'avant », car ils pensent que la première n'est que la continuité de l'autre : dans les deux, l'information est privatisée, les grands groupes économiques, à l'instar des multinationales pharmaceutiques, fondent les choix politiques, les dominants sont corrompus. Nous savons que nous ne sommes plus en démocratie, qu'avoir accepté l'oxymore démocratie représentative lui ôtait déjà tout fondement.

L'espoir en situation de désespoir peut être grand. Le zèle des autorités à contraindre la population à des mesures injustifiées, leur refus de tout débat contradictoire, les violences policières pour museler la contestation, le mépris des politiques vis-à-vis des citoyens, les supposés « contre-pouvoirs »<sup>3</sup> qui ne sont que des tampons pour tempérer la contestation, le rôle des médias de masse comme outil de peur, de contrôle et de fabrication du consentement... Tout cela peut servir de levier pour un soulèvement intelligent, construit, qui permettra d'appréhender que covid-19 est une « crise » globale, dans son sens médical : « Moment d'une maladie caractérisé par un changement subi, et généralement décisif, en bien ou en mal ».<sup>4</sup>

Ce monde est malade, cette période est décisive, à nous de vouloir que le changement aille vers le bien.

Alexandre Penasse

<sup>1</sup> Edward Bernays, *Propaganda*, p. 9, cité dans « La société de l'indécence. Publicité et genèse de la société de consommation », Stuart Ewen, Editions Le retour aux sources, 2014, p.129.

<sup>2</sup> La déraison sanitaire ? Le covid-19 et le culte de la vie par-dessus tout, Alexandra Laignel-Lavastine, Le Bord de l'eau, 2020, p. 11-12.

<sup>3</sup> Telle l'Association des Journalistes professionnels (AJP), syndicat des journalistes en Belgique, qui depuis nos questions en conférence de presse et les censures du gouvernement, ne prend aucunement notre défense.

<sup>4</sup> Le Petit Robert.

ABONNEZ-VOUS  
À KAIROS\*

\* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24  
IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,  
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : [www.kairospresse.be/abonnement](http://www.kairospresse.be/abonnement)  
(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros,  
24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs  
de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!  
PARTAGER!

Kairos – Journal antiproductiviste  
pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de  
changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril,  
juin, septembre, novembre + un n° spécial à  
parution aléatoire / ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique  
Imprimeries Havaux s.a.,  
Rue de l'Artisanat, 1  
B - 1400 NIVELLES

Tirage : ce numéro a été  
tiré à 4.000 exemplaires

Routage : Cambier

Editeur responsable

ASBL Kairos / Alexandre Penasse  
Rue Théophile Vander Elst, 89,  
1170 Watermael-Boitsfort,  
Bruxelles - Belgique  
info@kairospresse.be  
www.kairospresse.be  
T. (00 32) 2/880 21 17  
M. (00 32) 485/057 744

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse  
(ap@kairospresse.be)

Graphisme : Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements : Sandy De Wilde

Rellecteurs

Janine, Nadia, Alain, Patrick

Gestion : Guillaume D.

Pour commander des numéros :  
commande@kairospresse.be



Notre publication bénéficie de l'aide à la  
presse périodique de la Communauté  
Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs / Rédacteurs

Alexandre Penasse (A.P.), Paul Lannoye,  
Bernard Legros (B.L.), Jean-Pierre Léon  
Collignon, Alain Adriaens (A.A.),  
David Tong (D.T.), Inès Trépart (I.T.)

Ont contribué à ce numéro

François Massoulié, Annie Thonon, Bruno  
Poncelet, Michèle Janss, Michel Weber,  
Christophe Duffeler, Nicolas Alep, Sabine  
Duflo, Hervé Krief, Marc Weinstein, Dany  
Robert Dufour

Stagiaire : Alice Magos

Les articles n'engagent que la responsabilité  
de leurs auteurs, mais on ne les laissera  
jamais tomber!

Illustrations

Maud Romera Tomad, Léa Viana Ferreira,  
Julie Dall'Arche, Pascale Vanhal,  
Roland de Wind, Marina Philippart,  
Antoine Demant, Manuel Gonzalez,  
Philippe Debongnie, Alice Magos, Christophe  
Nottet, Barbara Lemarchal, Hannah Lemahieu,  
Nadia Berz, Alice Magos

# Au nom de la science ... quelle science ?

**Depuis de longs mois, le coronavirus SARS-Cov19 s'est imposé dans notre vie. À ce jour, on peut dire que nous vivons un véritable bouleversement du vivre ensemble au nom d'un impératif sanitaire martelé sans répit par les responsables politiques et les experts médiatisés.**

Les gouvernements européens ont tous, à des degrés divers, adopté des mesures restrictives de nos libertés visant à juguler l'épidémie ou en tout cas à maîtriser son évolution. Ces mesures ont été dans notre pays parmi les plus contraignantes, avec un bilan global qu'il serait pourtant difficile de considérer comme probant. Ce n'est pas faute d'avoir écouté les experts. Toutes ont en effet été décidées non par le gouvernement mais par un Conseil national de sécurité où siègent des médecins experts, épidémiologistes, virologues et autres spécialistes des maladies infectieuses.

Comme le proclame avec assurance notre ministre de la Santé, les décisions reposent donc sur la science. Même si cette affirmation est un raccourci, il est clair que ce sont les avis émis par des scientifiques qui déterminent les mesures dites sanitaires qui s'imposent à nous au fil des mois. Mais de quels scientifiques s'agit-il ? De personnalités qui occupent des positions institutionnelles (Ministère de la Santé) ... ou bien placées au sommet dans la hiérarchie universitaire ou encore de spécialistes reconnus et à qui des tâches de gestion de la crise sanitaire ou de communication avec le grand public ont été attribuées ? Tous sont supposés partager le point de vue selon lequel les orientations prises depuis l'origine de la pandémie et les perspectives qui s'offrent à nous pour l'après-pandémie sont des acquis indiscutables. Il s'agit en l'occurrence de faire accepter par une population apeurée l'idée que les décisions prises pour maîtriser la situation sont les seules possibles et que de notre soumission inconditionnelle à ces décisions, même les plus incompréhensibles, dépend notre santé et surtout celle des plus vulnérables d'entre nous. Réduire drastiquement la circulation du virus est la seule voie possible.

Au bout du tunnel, le Graal : la disponibilité de vaccins qui terrasseront ce maudit virus. Faisons confiance à la technoscience et nous serons sauvés ! Les médecins, les scientifiques ou les personnes morales qui tentent d'exprimer un autre avis sont au mieux ignorés, au pire discrédités, voire menacés professionnellement. Dans notre pays, certaines personnalités ont contesté le confinement aveugle ou l'assignation à résidence face aux écrans imposée à la jeunesse étudiante ou encore le port obligatoire du masque en milieu ouvert.

Le professeur de l'UCL, Jean-Luc Gala, spécialiste des maladies infectieuses et chef de service à la clinique universitaire Saint-Luc, dont la compétence est reconnue internationalement, s'est vu condamner par son institution pour ses interventions médiatiques jugées contre-productives et « *contraires aux valeurs et au positionnement scientifique de l'institution* ». Jean-Luc Gala avait eu le tort de qualifier d'alarmistes les chiffres diffusés par les autorités belges et de déclarer que « *la fermeture de l'Horeca ne repose sur rien* ».

Chez nos voisins français, la situation n'est pas meilleure. L'autoritarisme d'État et l'académisme des élites bienpensantes y sont plus prégnants encore. Le cas du docteur Didier Raoult est emblématique du conflit qui oppose deux conceptions du rôle du médecin. Didier Raoult est un scientifique mondialement respecté pour ses travaux sur les maladies infectieuses. Mais il considère que le rôle du médecin est de soigner. Confronté à une situation d'urgence sanitaire, il a choisi de recourir à un protocole de soins qu'il juge efficace pour traiter ses patients atteints par le Covid-19 dès l'apparition des premiers symptômes cliniques. Les résultats obtenus l'ont conduit à se répandre en déclarations optimistes qui ont coalisé contre lui une meute de spécialistes et autres responsables de la santé. En cause, l'hydroxychloroquine, qu'il préconise en couple avec l'antibiotique azithromycine, jugée inefficace voire dangereuse. Une étude internationale frauduleuse et reconnue comme telle par la revue prestigieuse *The Lancet* qui l'avait publiée, a contribué à discréditer Didier Raoult et pire, à interdire le traitement qu'il préconise dans son pays et, par ricochet, dans certains pays voisins, comme la Belgique.

Mais Didier Raoult, entraîné devant l'Ordre des médecins de son pays, n'en démord pas ; il considère en effet qu'un médecin, en conformité avec le serment d'Hippocrate, doit soigner. L'hydroxychloroquine est un médicament utilisé depuis des décennies même s'il n'est pas officiellement autorisé contre un virus nouveau ; il ne présente pas de risque par rapport au traitement de la maladie en phase initiale, tel qu'actuellement recommandé. Celui-ci consiste en effet à ne rien faire sinon à recourir au paracétamol pour faire tomber la fièvre.

On est en complète absurdité. Soit on choisit l'absence de traitement en médecine ambulatoire et on attend des jours meilleurs avec le risque d'aggravation qui s'ensuit et l'hospitalisation soit on traite avec un médicament non officiellement approuvé qui présente le risque d'être efficace et même d'éviter l'hospitalisation et surtout le passage en soins intensifs ... alors que les hôpitaux sont submergés ou en voie de l'être.

On est en droit de s'interroger sur les vraies raisons de cette attitude. Elles sont plurielles.

- 1 Le professeur Raoult fait de l'ombre aux conformistes, pour lesquels le respect des règles, même lorsqu'elles sont stupides, passe avant tout. Didier Raoult affiche ouvertement son anticonformisme ; donc il déplaît et surtout suscite la jalousie.
- 2 Le traitement qu'il préconise est peu coûteux. S'il s'avère efficace, c'est un marché potentiel qui s'effondre pour les groupes pharmaceutiques à l'affût.
- 3 La mise sur le marché d'un médicament passe par des études en double aveugle qui, bien exécutées, permettent de conclure à l'efficacité statistique dudit médicament. Cette méthodologie est bien adaptée à la production industrielle. Mais elle exige de gros moyens financiers et beaucoup de temps. En outre, elle pose un problème éthique fondamental, en ce sens qu'elle compare deux groupes de patients, l'un des deux ne recevant qu'un placebo. Elle implique donc de choisir de laisser volontairement sans traitement des patients malades alors qu'il n'y a pas d'alternative.

Le professeur Luc Montagnier est lauréat du prix Nobel de médecine pour sa découverte du virus du sida. C'est une personnalité attachante, d'une grande ouverture d'esprit. Préoccupé par l'origine de la pandémie et du coronavirus impliqué, il a osé, sur base d'observations de laboratoire de génome du virus, émettre l'hypothèse d'une origine artificielle de celui-ci. C'en était trop pour affronter la meute des journalistes de révérence et des experts en cours.

Mettre en cause un laboratoire s'apparente à un sacrilège pour l'église technoscientifique qui dit ce qu'il faut penser et surtout ce qu'il est interdit de penser. De chercheur de génie, respecté et même vénéré, Luc Montagnier est devenu un personnage controversé et peu crédible. Son hypothèse n'est pas recevable... surtout qu'elle émane de quelqu'un qui perd la tête... Pensez-vous ! Il a été jusqu'à se prononcer publiquement contre l'extension de l'obligation vaccinale en France pour les jeunes enfants, sous prétexte que leur système immunitaire en formation risque d'être gravement perturbé. Par ailleurs, il se prononce régulièrement en faveur de traitements naturels des populations africaines menacées par le SIDA. Grâce notamment à la nutrition et, plus simplement, à un apport régulier en fruits et légumes frais, il est possible de réduire l'incidence du SIDA. Tout cela ne fait pas très sérieux aux yeux des gardiens du Temple de la médecine orthodoxe, soumis aux lobbies pharmaceutiques.

Luc Montagnier a le courage de tenir, avec l'autorité morale dont il bénéficie, des propos qui dérangent, menacent de gros intérêts financiers et bousculent les certitudes des technoscientifiques. Il ose maintenant mettre en doute la sécurité d'un laboratoire de recherche sur les virus. C'en est trop, surtout pour la hiérarchie française, sachant que le laboratoire P4 de Wuhan a pu s'équiper et démarrer grâce à la coopération française. Je n'ai pas la compétence pour juger de la pertinence de l'hypothèse de Luc Montagnier. J'entends des spécialistes rejeter cette hypothèse sur base d'arguments crédibles. Ce qui est sûr c'est qu'avant même toute analyse sérieuse une hypothèse est rejetée parce que politiquement incorrecte. Son auteur doit donc être discrédité et ses compétences scientifiques mises en cause !

Comme Luc Montagnier, Christian Perronne est un homme respecté comme médecin, scientifique rigoureux et aussi reconnu pour ses qualités humaines. Chef du service des maladies infectieuses de l'hôpital de Garches, il considère que la gestion de la pandémie a été et reste calamiteuse dans son pays. Il dénonce depuis des mois la politique de la peur qui hypnotise ses concitoyens. Il s'est à nouveau exprimé récemment en termes non équivoques sur les mesures sanitaires en vigueur en France. Il considère que « *les mesures sanitaires devraient être ciblées pour protéger les personnes à risque, les dépister et les traiter le plus tôt possible dès le début des symptômes par l'hydroxychloroquine et l'azithromycine dont l'efficacité et l'innocuité sont largement confirmées, si on donne le traitement précocement. Beaucoup de décès auraient pu être évités. Or, on a dissuadé les médecins généralistes et les gériatres de traiter. Dans ce contexte, continuer à persécuter nos enfants derrière des masques inutiles reste incompréhensible. Toutes ces mesures sont faites pour que les Français réclament un vaccin. Or quel est*



Illustration: Léa Viana Ferreira

# La « Zad » de Notre-Dame-des-Landes,

## UN RÉCIT EN ACTION

Voici la description provisoire d'un lieu social qui tente de sortir des impasses du capitalisme industriel et d'échapper à ses effondrements. Ce lieu est la « zad » située dans le bocage de Notre-Dame-des-Landes, à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Nantes. C'est dans ce bocage que, depuis une quarantaine d'années, les divers gouvernements français ont tenté d'imposer un aéroport plus grand que le premier (« Nantes-Atlantique »). Mais « échapper à l'effondrement » est un peu abstrait. C'est pourquoi un habitant du bocage précise qu'au-delà de cet aspect, il y a des désirs concrets et sensibles : « C'est aussi, dit-il, l'envie de sortir d'une vie trop étriquée pour être exaltante, de rompre avec un chemin de vie trop individuel et solitaire pour n'être pas pathologique, d'échapper au travail en entreprise dans les valeurs duquel et de laquelle on ne se reconnaît pas. C'est enfin l'envie que naisse quelque chose de nouveau, porté par une force populaire bien plus large et bien plus forte que nous ». Le bocage « nantais » ou « libertaire » (je le nommerai ainsi désormais) est-il une société autre ? Une société d'après ? Pour une caractérisation rapide, je dirai qu'on est dans un lieu en véritable transition : on vit autrement que dans nos villes et que dans nos campagnes. La différence y est très sensible, bien qu'on y observe d'inévitables « reliquats » de capitalisme industriel (le bocage libertaire n'est ni hors-sol ni hors-temps). Le présent récit est surtout une description ethnographique provisoire, à laquelle s'ajoutent ici et là des éléments minimaux d'analyse anthropologique.

### QUELQUES PRÉCAUTIONS PRÉALABLES

- À toutes fins utiles, je rappelle et j'insiste : il existe déjà un aéroport « historique » au sud de Nantes (« Nantes-Atlantique »), et pour les gouvernements successifs il s'agissait de construire, dans le bocage, un aéroport plus grand.
- En général les mots qu'on utilise aujourd'hui sont importants parce qu'ils essaient soit d'exprimer une vérité-réalité (et alors ils composent une langue), soit de la masquer (et alors ils composent une novlangue). La question se pose d'emblée pour la « zad ». À partir de maintenant, je ne dirai plus « zad » (« Zone d'Aménagement Différé », sigle-novlangue de la technocratie étatique et entrepreneuriale, sigle que les résistants ont inversé en « Zone À Défendre » au cours du combat contre l'aéroport). Je ne dirai plus « zad » car une partie des bocagers, je crois, souhaite abandonner le mot. Il faut dire que désormais la zone est non plus à défendre, mais à habiter. (Tout cela ne veut pas dire que les résistants nantais n'aient pas aimé le mot de « Zone À Défendre » et la chose qu'il désignait). À la place de « zad », je dirai « bocage » ou j'utiliserai de tout autre mot non technocratique. De même, je ne parlerai plus des « zadistes », mais des « résistants » ou des « habitants », des « libertaires », des « éco-libertaires », ou j'utiliserai toute autre appellation adéquate. Il importe ici de ne pas présupposer que les résistants forment un groupe homogène, uniformément écologiste. Que d'aucuns aient cette sensibilité au départ est certain. Mais beaucoup d'autres viennent d'horizons différents : lutte prolétarienne, combat pour les libertés et les services publics, solidarité avec les migrants, anti-autoritarisme et autogestion, mouvement squat, etc. Puis, à la faveur du combat contre l'aéroport, combat aux résonances évidemment écologistes, des influences réciproques se sont exercées, et des convergences ont eu lieu qui ont incité à la prise en compte de ces enjeux.
- Les gens du bocage sont souvent qualifiés d'anarchistes et parfois ils se disent tels (dans certaines de leurs toilettes sèches, on lit l'inscription humoristique : « l'anarchie dans la sciure »). Pour ma part, je ne reprendrai pas le mot d'anarchie car il a tant de significations et recouvre tant de tendances politiques différentes qu'il est difficile de s'y retrouver (quand le mot ne veut pas dire simplement : chaos, bazar, anomie...). Je dirai plutôt libertaire, car les gens du bocage pratiquent des valeurs de *liberté commune, active et concrète* : liberté d'agir en commun, solidarité, entraide et co-activité quotidiennes, non-centralité de la propriété et de l'argent, priorité de l'usage sur la propriété, autonomie active (indépendance à l'égard de l'État souverain



Illustration: Julie Dall'Arche

et de l'Entreprise), activité autonome réelle (et non pas cette passivité déguisée en activité qui caractérise le salariat et dans laquelle le salarié, soumis à un manager-président, étatique ou privé, est plus passif qu'actif car une bonne partie de son « activité » obéit aux objectifs de la technocratie managériale de l'État absolu et de l'Entreprise). À tout cela on ajoutera : absence de hiérarchie personnelle, donc égalité pratique et concrète, refus d'une autorité verticale instituée en système, acceptation, semble-t-il, d'une verticalité de « la signification imaginaire sociale » (Castoriadis), ce qui veut dire : chacun obéit à la Loi symbolique (ou « signification imaginaire ») que les membres de la communauté politique ont placée au-dessus de leur tête, signification imaginaire qui tient en quelques mots : « liberté active, fraternité pratique, autonomie concrète de la communauté et des individus ».

Faute de place, je n'insisterai pas longuement sur un aspect anthropologique important : la *sacralité politique*. Mais l'importance de ce point exige que, même dans l'espace étroit de cette description, on en dise quelques mots – à commencer par ceci : le sacré n'est pas le religieux ou le divin. Le bocage nantais est une région de sacralité politique, au sens où le sacré qui caractérise la plupart des sociétés humaines avant la révolution capitaliste-industrielle du XVIII<sup>e</sup> siècle est précisément détruit par ladite révolution industrielle. Raison pour laquelle Marx, dans *Le Manifeste*, parle justement de la bourgeoisie comme d'une force de désacralisation. Définition : le sacré (en grec : *hieros* =

sacré et fort, robuste, vigoureux) c'est la puissance commune qui monte d'en bas, du peuple, et qui place au-dessus des individus des significations imaginaires sociales, en l'occurrence des valeurs d'autonomie commune qui viennent de leurs interrelations (selon un processus qui n'est donc ni une intériorité individuelle plate, ni une extériorité tombant du ciel, mais une intériorité relationnelle qui monte en supériorité). Le sacré va de pair avec ce que, dans son petit livre sur *Le sacré et la personne*, Simone Weil appelle le « commun » ou l'« impersonnel ». Les valeurs concrètes de la communauté impersonnelle (liberté commune de débattre et décider, égalité, autonomie, entraide) sont sacrées au sens anthropologique du mot, c'est-à-dire *inconditionnelles*, supérieures aux individus qu'elles constituent pourtant de l'intérieur. C'est parce qu'il y a dans le bocage une hiérarchie impersonnelle (la Valeur impersonnelle « Égalité-Liberté active » domine la communauté des personnes) qu'il n'y a pas de hiérarchie des personnes (inégalité) et qu'il n'y a pas de contradiction fondamentale entre les valeurs communes et les individus qui les pratiquent.

En cela, le sacré s'oppose au divin (ou au religieux) qui naît avec les trois monothéismes, et surtout avec le christianisme pontifical au XI<sup>e</sup> siècle : le divin, y compris sous sa forme sécularisée qu'est le capitalisme, est une puissance qui descend d'en haut sur le peuple (puissance multiple : Dieu, l'État, le Capital, la Technoscience). Le PDG de la banque Goldman Sachs disait récemment à un journaliste : « Je suis un banquier qui fait le

travail de Dieu » (« *doing God's work* »). On comprend mieux ici en quoi c'est le Dieu capitaliste ou industriel qui désacralise les hommes et la société. À l'inverse, il semble que le mouvement initié par les bocagers tende à re-sacraliser la société et les hommes. Sacralité bien sûr non pas religieuse, mais politique, puisque les pratiques communes ne sont pas gravées dans le marbre une fois pour toutes, mais toujours offertes au débat et à la discussion. Durkheim écrit dans *Les Formes élémentaires de la vie religieuse* : « *Il y a, tout au moins, un principe que les peuples les plus épris de libre examen tendent à mettre au-dessus de la discussion et à regarder comme intangible, c'est-à-dire comme sacré : c'est le principe même du libre examen.* ».

• De façon générale, par la suite, j'utiliserai le mot État dans un sens apparenté au premier sens que lui donne le philosophe italien Gramsci. Ce premier sens (selon une vision gramscienne un peu réorientée ici) c'est l'État comme gouvernement, comme Souverain absolu, donc réellement ou potentiellement autoritaire ou totalitaire. (Il y a un second sens, c'est l'État comme instrument de coordination administrative et sociale, mais ce n'est pas de cet État-là dont il est question par la suite. Il sera seulement question du Souverain absolu, historiquement hérité de la réforme grégorienne de l'Église au XI<sup>e</sup> siècle, et de la monarchie absolue de l'âge classique. Quand l'État est souverain, c'est que le peuple ne l'est pas. C'est par exemple le Souverain absolu qui décrète l'état d'urgence, sanitaire, policier ou militaire.)

• Je ne peux pas relater ici l'ensemble de ce que j'ai observé au cours de mon séjour, car j'ai vu parfois des choses (pas graves à vrai dire, mais) qui sont aux confins de la *légalité injuste* de la société industrielle ; les raconter serait donc exposer les libertaires du bocage au risque de rétorsions judiciaires et/ou policières. Or l'ethnographie, même en cette version minimale pratiquée ici, n'est pas une activité de mouchardage. N'oublions pas qu'en société industrielle, le Droit est d'abord le bras armé de l'Économie (de l'Industrie, du Capital ou de l'Entreprise) au service de laquelle travaille l'État souverain. En l'occurrence l'État souverain avait prévu de confier la construction, l'exploitation et les bénéfices du nouvel aéroport à l'entreprise de BTP Vinci.

• Pour bien faire, et pour bien comprendre la période présente, il faudrait relater le passé récent du bocage, qui est une histoire de résistance à la volonté d'hégémonie de l'industrie bétonneuse sur les hommes et sur les terres paysannes. Il serait trop long de raconter ce passé. Mais il faut savoir que les occupants locaux ont vécu la guerre. Guerre menée par l'État souverain dans le but non pas certes de tuer, mais quand même d'évincer et de blesser les gens. Les photos de blindés lance-grenades dans le bocage sont impressionnantes. On se rappellera aussi que, pendant le combat contre l'aéroport, le collectif des résistants avait sa propre ambulance, car il n'était pas rare qu'en cas de blessure des manifestants, les « forces de l'ordre » retardent l'arrivée des secours afin de désespérer physiquement et moralement le mouvement de résistance.

## PRÉSENTATION MINIMALE DU BOCAGE

**Géographie physique** : le bocage libertaire est une toute petite région située à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Nantes. Cette région a la forme allongée d'une amande. L'amande bocagère fait environ 8 kilomètres de long (d'est en ouest) et environ 2 kilomètres dans sa plus grande largeur (du nord au sud). Au nord on trouve le bourg lui-même de Notre-Dame-des-Landes (là-bas on ne dit pas « village », mais « bourg »). Au sud se trouvent trois autres bourgs : Temple-de-Bretagne, Vigneux-de-Bretagne et La Paquelais. Le bocage est un bel ensemble de prés, de bois, de chemins et sentiers, de mares, de haies, de champs où l'on aperçoit beaucoup d'oiseaux divers, des chevreuils, des grenouilles, etc. Mais attention aux illusions : cette nature est loin d'être sauvage, elle est fortement anthropisée : elle est une culture. Ce qui ne l'empêche pas d'être belle. Au demeurant, les libertaires ne se bercent pas de l'illusion sauvage qui voudrait que la nature doive être un sanctuaire auquel on ne touche pas. Et surtout : ils s'opposent aux fantasmes de « solutions » écologiques qui ne remettraient pas en cause le capitalisme, l'industrialisation et le « développement » — lesdites « solutions » nourrissant l'idée que la sanctuarisation des 1.600 hectares du bocage permettrait

d'accepter qu'en dehors du bocage, les gens continuent à se rendre dépendants de la sphère marchande et industrielle. Les bocagers, eux, estiment se situer entre la sanctuarisation et l'industrialisation. Ils semblent par exemple se réclamer d'une sylviculture paysanne et non industrielle. L'avenir de la forêt locale dira peut-être si leur sentiment correspond à la réalité.

**Géographie politique** : Physiquement toute petite, cette région est symboliquement (politiquement) d'une importance immense. Sauf erreur de ma part, on peut estimer le nombre des habitants écolo-libertaires à 150-200 environ. Ce qui est peu. Mais rappelons qu'aux temps forts de la lutte contre l'aéroport de l'État-Vinci les manifestations nantaises et bretonnes ont pu regrouper 50.000 personnes ! Personnes venues parfois de toute la France et parfois de plusieurs pays étrangers. D'ailleurs, les libertaires bocagers sont en relation internationale suivie avec d'autres régions du monde : Italiens du Val de Susa, habitants du Chiapas mexicain, Rojava kurde... et aussi avec un collectif écologiste anglais qui combat la création d'une troisième piste d'aéroport à Londres, etc. Donc pas de repli localiste ou nationaliste chez les bocagers. D'une façon générale, on peut considérer que ces 150-200 écolo-libertaires sont les « enfants » des dizaines de milliers de personnes qui ont manifesté plus ou moins régulièrement pendant des années contre le projet d'aéroport. Autrement dit, les 150-200 condensent en eux-mêmes les forces sociales du peuple actif qui, en s'opposant au projet d'aéroport, a conduit en janvier 2018 à la défaite de l'État-Vinci et à la victoire des libertaires sur lui... Victoire qu'il faut ajouter à la celle du Larzac en 1981, à celle qui fut remportée, la même année, contre le projet de centrale nucléaire de Plogoff (Finistère), puis à celle qui signa, en 1997, l'abandon d'une autre usine nucléaire au Carnet (Loire-Atlantique). Dans le sillage de la victoire de Notre-Dame-des-Landes il y a aussi des victoires plus discrètes mais non moins significatives : celle des habitants de Roybon en Isère contre le projet de Center Parcs de l'Entreprise touristique-industrielle Pierre et Vacances, et encore la victoire du quartier maraîcher des Lentillères de Dijon, contre un projet immobilier d'éco-quartier élaboré par la mairie.

**Marc Weinstein**, à suivre sur notre site...

## FILS DE PUB

Alain Adriaens

# La pub *in-game*

Difficile de ne parler que français quand on entre dans le monde des jeux vidéo. On s'adaptera et on vous traduira.

Vous pensez peut-être que l'industrie de l'*entertainment* (divertissement) c'est le cinéma ou la musique. Grosse erreur : ces deux secteurs généraient en 2019 des chiffres d'affaires de seulement 40,5 et 20,2 milliards \$. Par contre, les jeux vidéo amenaient des recettes de 145 milliards \$. Et, en 2020, les *gamers* (joueurs) confinés ont fait bondir le chiffre de 14% à 165 milliards \$. Un tel marché ne pouvait que faire saliver les marques. Leur recours aux jeux vidéo est de plus en plus fréquent et se divise en deux pratiques : l'*advergame* qui est le fait de promouvoir la marque en créant un jeu dédié (Ikea, H&M) et l'*in-game* qui intègre la marque dans l'univers du jeu, l'équivalent du placement de produits dans les films ou séries télévisées.

Il serait erroné de croire que les jeux vidéo sont pratiqués seulement par des *nerds* (adolescents boutonneux passionnés d'informatique passant leurs journées derrière leurs écrans)<sup>1</sup>. 48% des joueurs sont des joueuses, l'âge moyen des joueurs réguliers est de 40 ans et la pratique se déroule largement sur *smartphones*. Apparus en 1972 sur des *arcades* (meubles munis d'un monnayeur placé dans un lieu public comme des centres commerciaux, des bars ou des établissements spécialisés), les jeux se sont progressivement déplacés vers des consoles, puis des PC et enfin des mobiles. Ces derniers occupent aujourd'hui donc près de 50% du marché (sans compter l'achat du mobile).

Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, les recettes ne proviennent donc pas de l'achat de machines ou même des pro-

grammes, mais bien de l'achat d'*items* en ligne. Expliquons. Les jeux les plus courus sont des *battles* (combats) : une centaine de *gamers* sont *droppés* (déposés) sur une *map* (carte d'un terrain, le plus souvent une île) et le but est d'éliminer les autres et de rester le dernier survivant. Mais pour être celui-là il faut vous procurer des armes, des *shields* (protections) et autres *skins* (changement d'apparence). Tout cela peut se commander en ligne (ou s'échanger avec d'autres joueurs, un marché qu'a étudié, début des années 2010, un économiste, un certain Yanis Varoufakis) et, selon certains, ces achats représentent 80% des recettes (dans le feu de l'action, pour ne pas mourir, on est prêt à des dépenses un peu folles...).

La publicité trouve là un terrain propice, avec un public au pouvoir d'achat solide, mais elle doit s'avancer avec habileté : la pub ne doit pas interrompre l'expérience, elle ne doit pas interférer avec le *gameplay*. Il faut que la marque s'intègre à l'univers du jeu et ne soit pas en décalage par rapport au profil des utilisateurs. La marque doit se mettre en scène et devenir contenu à part entière afin que la dimension publicitaire s'efface et que le message ne soit pas matraqué brutalement. La marque et ses produits doivent faire partie intégrante du jeu.

Un *head of digital* (chef du département numérique) d'une agence pub plaide : « *Un public captif, qui déserte les autres médias, un secteur peu préempté par les concurrents, avec des opportunités créatives illimitées. Hélas, le marché publicitaire et les annonceurs restent étonnamment sur leurs préjugés* ». On peut toutefois être certain que cela ne va pas durer : YouTube a cumulé 100 milliards d'heures de contenus jeux vidéo vision-

nés en 2020. Cela fait beaucoup d'occasions de placer des messages publicitaires et ce d'autant plus que les *gamers* ne sont pas encore saturés : une étude a estimé que 82% des joueurs réagissent positivement à la publicité au sein des jeux et, en 2018, une étude de l'*Ifop*<sup>2</sup> affirmait que les achats intégrés dans les jeux avaient convaincu 20% des Français...

Alors, des marques de luxe (Vuiton) proposent aux *gamers* de doter leurs avatars virtuels de leurs bijoux et autres accessoires (avant de les acheter), des marques de prêt-à-porter se précipitent : « *Les magasins physiques sont fermés ? Qu'à cela ne tienne, ouvrons un magasin dans ce jeu vidéo !* ». Certains jeux interrompent le jeu pour annoncer des défilés de mode, des événements sportifs ou le lancement de films aux thèmes proches du scénario du jeu...

Comme le disait McLuhan, « *le médium est le message* » et donc le fait d'utiliser un média apparemment encore nouveau et innovant est un message à part entière qui confère à la marque une dimension de modernité.

**Alain Adriaens**

1. On dénombre toutefois 0,5% à 4% des 2,5 milliards de joueurs qui souffrent de graves addictions aux jeux, avec de lourds symptômes.

2 [https://www.afjv.com/news/9310\\_les-francais-et-le-jeu-vidéo-en-2018-son-dage-ifop.htm](https://www.afjv.com/news/9310_les-francais-et-le-jeu-vidéo-en-2018-son-dage-ifop.htm)

# Que faire de la liberté individuelle ?

## SECONDE PARTIE : SOUS LE COVIDISME

« Entre la catastrophe et le totalitarisme planétaire destiné à l'éviter, quelle est encore la marge de notre liberté ? »<sup>1</sup>

Dans *Kairos* n° 41, j'abordais la question de la liberté individuelle dans un monde contraint par le dépassement des limites écologiques. L'événement politico-sanitaire m'amène à mettre à jour ma position, mais sans toucher à ceci : la limitation d'une partie de nos libertés individuelles<sup>2</sup> pour sauvegarder les bases biologiques de la vie reste plus que jamais d'actualité. Dans notre vieille Europe qui se croyait à l'abri des turbulences du monde, chacun peut empiriquement observer les conséquences des dérèglements climatiques. Le 18 novembre dernier, le thermomètre affichait 15°C dans la région liégeoise, soit environ 10°C au-dessus des normes saisonnières. Nous sommes tous sur le même bateau, comme je l'écrivais dans *Kairos* n° 46.

Alors que nous vivons dans la phase tardive du néolibéralisme, que devient la philosophie libérale elle-même ? Elle tourne mal, et nous aurions même des raisons de nous en inquiéter ! Rappelons que, dans son optique, les droits fondamentaux à assurer de front sont au nombre de trois : la vie, la liberté, la propriété. Or sous le covidisme « la vie » est en train d'écraser la liberté, le sort de la propriété restant en suspens... Est loin le temps où Jean-Jacques Rousseau pouvait déclarer que seule l'obéissance à la loi permet de conjointre l'autorité du souverain et la liberté des citoyens. En 2021, plus besoin d'obéir à la loi, seulement à des décrets aussi inopérants que liberticides au nom de la santé publique, qui assoient avant tout l'autorité de l'exécutif. Jacques Généreux fait ici un constat plus large : « *Au faite de leur domination historique, les démocraties libérales et les économies capitalistes sont le lieu d'une régression simultanée des libertés publiques, de la qualité de vie des individus, de l'égalité, de la cohésion sociale, de la civilité, de la sécurité des personnes et des possibilités d'épanouissement des générations futures* »<sup>3</sup>.

Revenons à la liberté individuelle, qui se décline en deux modalités : négative et positive. La première est désormais malmenée par les mesures politico-sanitaires : obligation du port du masque, traçage, confinement, couvre-feu et bientôt vaccination obligatoire (directement, légalement) ou « obligatoire » (indirectement, hypocritement). La crainte de la contagion ajoute une nouvelle facette au carambolage des sphères personnelles qui, cette fois, ne passe plus par les sens (bruits, odeurs, toucher) mais par un « ennemi invisible »<sup>4</sup> potentiellement présent chez chacun-e d'entre nous, nous obligeant à nous conformer à une série de règles. Avec le mètre cinquante de distanciation, une nouvelle régulation de l'espace est instaurée, sans doute pour longtemps, puisque nous nous attendons à d'autres pandémies bien plus dévastatrices ; elle impactera inévitablement la quantité et la qualité des relations humaines. Sera-t-il encore possible de tomber amoureux en croisant puis en abordant un-e inconnu-e dans la rue ? Les films de Woody Allen vont prendre une coloration nostalgique... Métaphysiquement, un destin commun (s')est imposé, même si l'issue particulière d'un individu à l'autre reste incertaine : sera-ce non-contamination, contamination suivie d'une guérison totale, contamination suivie d'une guérison avec séquelles ou contamination suivie d'un décès ? Étonnement, cette idée qui eût paru « fasciste » jusqu'il y a peu est

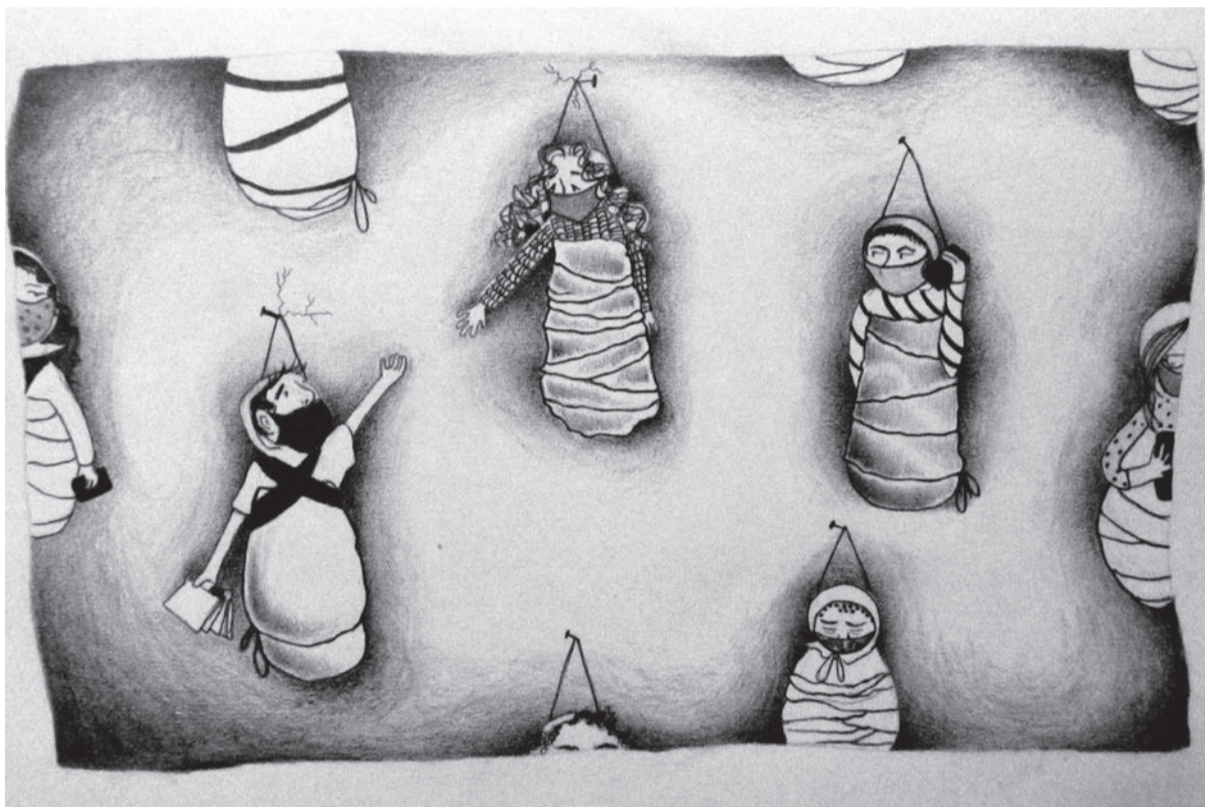


Illustration: Pascal Vanhal

la liberté d'expression. Certes, celle-ci se déchaîne sur les réseaux (a)sociaux pour le meilleur et pour le pire, mais le Pouvoir pense déjà à la parade : la lutte contre les *fake news* et le « complotisme » justifiera tous les retours en arrière.

Personnellement, il y a longtemps que j'ai en grande partie renoncé à ma liberté de consommer ; sur ce plan, la situation actuelle ne me fait pas souffrir. Par contre, je revendique le droit de rencontrer mes congénères – famille, amis, amours, collègues – où et quand bon me semble. Euthanasier la vie sociale, politique et en partie économique pour protéger la vie biologique<sup>10</sup>, voilà ce qui semble bien être l'intention inavouée, perverse et furieusement contradictoire des dirigeants, avec l'assentiment d'une bonne partie des électeurs-consommateurs prêts à renoncer à tout ce qui fait le sel et le sens de l'existence, juste pour rester vivant. Mais un cœur qui bat

aujourd'hui bien acceptée par des électeurs-consommateurs pourtant convaincus de leur singularité (« *moi j'aime la plage et vous, la montagne, et alors ?* »). À côté de la non-contrainte, un autre aspect de la liberté négative est la liberté de consommer. Non seulement l'épidémie ne l'a pas fondamentalement entravée, mais elle l'a dopée, puisque le confinement se supporte mieux, dit-on, quand la table est bien garnie, les verres, bien remplis et les écrans, bien occupés par des séries, films et jeux vidéo. Les multinationales de vente en ligne, Amazon et Alibaba, ont tiré les marrons du feu au détriment du commerce de proximité, honteusement sacrifié sur l'autel de la santé publique. Quant aux compagnies aériennes et aux stations de sports d'hiver – pour ne prendre que deux exemples emblématiques –, leur possibilité de faire du chiffre dans un tel contexte reste hypothétique, mais nous n'allons certainement pas les plaindre ! Toutefois, nos aspirations consuméristes étant maintenant davantage encadrées, le sentiment de liberté individuelle s'étiolle. J'ai la permission de boire de la bière seul chez moi, mais plus avec des amis au comptoir d'un bistrot. Or la liberté n'est pas onaniste, elle se partage.

Venons-en maintenant à la seconde catégorie. La liberté positive, c'est le droit et la possibilité de participer à la vie politique. Elle intéressait déjà moins les électeurs-consommateurs depuis de nombreuses années<sup>5</sup>, et cela ne risque pas de changer avec une consommation consolatoire<sup>6</sup> qui prend presque toute la place, ainsi qu'avec l'interdiction des rassemblements, privés et publics<sup>7</sup>. Aristote avait déjà remarqué que les êtres humains sont par nature des « animaux politiques » (*zoon politikon*) destinés à vivre côte à côte dans l'espace public. Condition *sine qua non* relevée bien plus tard par Hannah Arendt : « *L'action, en tant que distincte de la fabrication, n'est jamais possible dans l'isolement ; être isolé, c'est être privé de la faculté d'agir* »<sup>8</sup>. Or, la fabrication – qui concerne l'*animal laborans* producteur de commodités – se poursuit dans les unités de production robotisées et à travers la généralisation du télétravail. C'est donc bien l'action politique qui est rendue impossible par l'interdiction faite aux corps de se réunir. Autrement, comment lutter politiquement ? Chacun-e seul-e à son clavier à livrer ses analyses et opinions à tout vent, attribuant au performatif un pouvoir qu'il n'a pas ? Car, généralement, *dire n'est pas faire*<sup>9</sup>. La liberté positive, c'est également

suffit-il à motiver et remplir toute une vie ? Qui a envie de faire partie d'un bétail soulagé de ne pas avoir contracté la covid ? Pas moi, mais apparemment un grand nombre de mes contemporains ! André Comte-Sponville a raison de mettre en garde contre une idéologie panmédicaliste qui voudrait dominer à elle seule les champs sociaux et politiques. La santé n'est pas une valeur en soi, ajoute-t-il, mais un *bien* permettant de déployer les valeurs : courage, générosité, loyauté, fidélité, bonté, force, tempérance, amitié, amour, liberté, perfectionnement de soi, etc. Nous devrions donc apprendre à relativiser sa place dans nos existences. Pour que l'hypocondrie, d'un trait pathologique individuel, ne devienne pas un nouveau mal de civilisation, une nouvelle paranoïa propre à détruire le tissu social (et malheureusement, c'est mal parti...).

Bernard Legros

1 Bernard Charbonneau, *Le totalitarisme industriel*, L'Échappée, 2019, p. 69.  
 2 Pas que cela, bien sûr. Il s'agit avant tout de limiter certaines libertés économiques et entrepreneuriales.  
 3 Jacques Généreux, *Le socialisme néomodern ou l'avenir de la liberté*, Seuil, 2009, p. 209.  
 4 Remarquons que les gaz à effet de serre, les particules fines et l'électrosmog, également autant d'« ennemis invisibles », n'ont jamais suscité autant de passion hygiéniste que le coronavirus. Pourquoi ce deux poids, deux mesures ?  
 5 Cf. Raffaele Simone, *Si la démocratie fait faillite*, Gallimard, 2016.  
 6 Le côté consolatoire a pris le pas sur le côté ostentatoire, désormais de moindre intérêt dans une vie sociale anesthésiée.  
 7 Sauf sur les lieux de travail, dans les grandes surfaces et les transports en commun.  
 8 Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Pocket, 1961 & 1983, p. 246.  
 9 « *Plutôt que le devoir de la contribution politique, en théorie dévolu à chacun, exigeant de publiquement se prononcer et de s'employer à apporter sa propre pierre à la vie de la Cité, c'est dorénavant une bonne conscience généralisée qui prévaut. Bonne conscience signifiant l'expression de ses opinions qui se satisfait de la seule formulation sans se préoccuper de leur donner corps dans le réel* », in Éric Sadin, *L'ère de l'individu tyran. La fin d'un monde commun*, Grasset, 2020, p. 175.  
 10 Comme me l'a dit le dessinateur Georges Van Linthout dans un échange privé, « la situation actuelle, c'est crever pour ne pas mourir ».

# Résilience et monde d'après

LE MESSAGE D'ALEXANDER DECROO:  
SOYEZ RÉSILIENTS!



Ils nous le serinent à longueur d'interview, ils nous le ressassent à chaque article, ils nous le recasent, aussi promptement qu'un vieux briscard de la politique dans une intercommunale aux structures parallèlement floues, au détour de leurs phrases. Depuis le début de cette crise, un terme, additionné à celui, qui a fait long feu, de « monde d'après », a fait florès : résilience. Mais ce terme, dont le sens est noble et la portée, digne, n'est-il pas en train de devenir le parangon de la parole (néo)capitaliste ?

## QUAND LA RÉSILIENCE S'APPARENTE AU REBOND

À vos marques, prêts ? Partez ! Si le terme a été popularisé par le neuropsychiatre Boris Cyrulnik, mis à toutes les sauces (je me souviens par exemple d'un « École et résilience » paru chez Odile Jacob il y a bien dix ans), il est beaucoup plus ancien que cela et a une première acception dans les sciences exactes. Il s'agit de la capacité, pour un métal, de résister au choc. Nous ne sommes pas faits de métal (du moins, pas encore ; encore que, avec les implants de toutes sortes et autres plombs pour les dents cariées...), mais nous voilà assimilés par un tour de passe-passe à un matériau qu'on peut fondre, qu'on peut dissoudre, mais qui a une résistance au choc. Tels des roseaux, nous ployons mais nous ne rompons pas (du moins extérieurement).

Du latin « resiliere », « sauter en arrière, revenir en sautant » (ce qui a donné, notons-le, le verbe « résilier », et le substantif « résiliation », qui ont des sens bien clairs d'abandon ou d'arrêt), le mot a connu une passionnante histoire, passant chez nos amis (et ex-partenaires européens) anglais chez qui le terme « resiliency » est attesté dès 1824. Nous avons attendu 1906 et *La vie au grand air* (revue française de tous les sports) pour retrouver ce mot en français sous un sens anthropologique : malgré les crises, les problèmes et les difficultés, poing levé, nous revoilà et plus forts, s'il vous plaît. Mais le mot n'est pas fréquent encore. Il s'agit de prendre du recul, dans tous les sens du terme, pour revenir plus forts encore.

## REBOND, REMONTADA ET RÉSILIENCE

Alors, quand les mots ont des trajectoires en forme de slalom, on est ébloui de la capacité des idéologies de les reprendre. Ces panacées formidables dont le monde a besoin sont souvent récupérées. Ça ne manque évidemment pas pour le terme « résilience » qui s'inscrit dans la grande famille des mots qui impliquent qu'on avance, qu'on ne stagne pas et qu'on progresse. Vive les limites. Ainsi, à côté du mot auquel je m'intéresse aujourd'hui, j'aimerais évoquer les métaphores footballistiques : d'abord, la *remontada* d'une équipe (mais aussi d'une partie de la famille Lambert, pétrie de références ultra-religieuses, quand leur combat semblait gagner sur l'autre camp, celui de la cessation des soins pour le pauvre Vincent qui n'avait rien demandé) ; ensuite, le rebond, dont on oublie — parce qu'on l'associe plus qu'à son tour à une sérieuse reprise de vigueur d'un virus dont on parle un peu dans les médias — qu'il exprime aussi une reprise tout court, d'un comportement, d'une courbe, d'une statistique.

MAIS PAS TROP...



La résilience, dans cette famille, n'est pas liée à un sport, dans une idée d'avancer ou de progresser. Elle impliquerait plutôt, dans une certaine douceur, l'expression assez évidente mais pas très raffinée : « Reculer pour mieux sauter ».

## RECULER POUR MIEUX SAUTER DANS UN TROU QU'ON A SOI-MÊME PRÉPARÉ

Vue ainsi, elle pourrait provoquer une synonymie malencontreuse avec le terme « récession ». Sauf que la récession est avant tout économique, puis culturelle, sociale, etc. Ensuite, la récession n'indique pas du tout qu'une reprise est possible : dans ce mot-là, l'avenir est incertain. Or, si un mot convient à notre époque qui rétropédale à tour de bras, c'est bien le terme « récession ». Par quel miracle diable utilise-t-on le terme « résilience », alors ? Par optimisme ? Par déni de la réalité ? Par bêtise ? Ou par désir illimité de donner des perspectives ?

Il faut ici ajouter au dossier de la résilience que le terme a aussi un passé zoologique, dans le cas d'une espèce qui semble s'éteindre mais qui profite d'un moment où elle est en danger pour se refaire des forces et préparer l'avenir de l'espèce. Tout le contraire d'une course en avant, la résilience de l'espèce humaine aurait consisté en l'action de se mettre en retrait, à distance (critique), d'un ensemble de doctrines, d'actions, de consommations et d'exploitations à tout le moins inefficaces, au pire nocives, pour mieux se retrouver, se reconstituer et se renforcer. Partant de cette acception, attestée dès les années

1960 pour certaines espèces d'animaux africains, l'humain ne pouvait que s'en emparer. Le danger, pour l'être humain, c'est comme pour toutes les espèces d'animaux, sociaux ou non, civilisés ou pas : c'est, en son stade extrême, le danger léthal. Pour l'Homme, quel est-il ? La mort, causée par la maladie, l'accident, la tragédie, une catastrophe naturelle, à la base. Voilà pour les dangers matériels. Pour les dangers intellectuels... La liste est trop longue, puisqu'on nous bassine à longueur d'écrans et de réseaux sociaux des informations et des divertissements qui nous atrophiaient le cerveau et nous ratatinent la matière grise, nous empêchant définitivement d'employer nos neurones critiques et notre capacité à prendre de la distance et à réfléchir à notre condition d'être mortels et finis. Alors, les esprits malins ont utilisé un hyperonyme, celui de *traumatisme*. Un traumatisme, pour rappel, c'est un ensemble de manifestations générales ou locales qui exercent une action violente sur l'organisme (dans un sens physique) ou un violent choc émotionnel (un deuil, un attentat, un accident grave, un gros échec, une mise à la rue...). Autant dire que la société néolibérale, avec son armada de violences allant jusqu'à la violence structurelle et systémique ou violence d'État, n'est pas en reste. Mais tout va bien parce que la population française, ou belge, ou américaine, est *résiliente*. Nous tombons sept fois, nous nous relevons huit, quelle joie ! Mais avec quels moyens ?

L'illusion qu'offrent nos sociétés à la fois ultra-libérales et ultra-surveillées est de dire : c'est grâce au soutien des autres que vous

vous en sortez. C'est aussi de faire passer un confinement ou un couvre-feu pour un traumatisme. Ce n'est pas traumatisant *en soi* de rester chez soi. Découvrir qu'on a quatre murs, des portes, des fenêtres et des gens autour de nous, ce n'est pas un traumatisme, cela devrait être *a priori* une chance. Par contre, cette société qui se dit résiliente parle assez peu des laissés-pour-compte, des exclus, des migrants, des vieux isolés, des jeunes qui ont besoin de bouger et de vivre, des pauvres qui vivent à 6 dans un 60 m<sup>2</sup>, des SDF qui n'ont qu'à s'occuper de régler leurs traumatismes eux-mêmes avec leurs moyens maigres, voire inexistantes. C'est traumatisant d'obliger des secteurs entiers à fermer, c'est traumatisant de balancer de l'argent à des professionnels qui veulent juste vivre de leur passion, c'est traumatisant de laisser sans occupation des pans entiers de la société, que d'aucuns disent « non essentiels ». Or, la société ne leur offre pas de moyens d'être résilients ou d'avoir les moyens pour tenter de le devenir.

La société de (sur)consommation poursuit son objectif de progrès et de course vers un infini forcément meilleur, en oubliant la dimension mortelle et fragile de l'être humain à qui on devrait plutôt apprendre quelles sont ses limites, comment les respecter et à faire appel à une prise de distance salutaire et à une prise de conscience salvatrice qui feraient avancer tout le monde : l'être humain qu'on oblige à vivre et à se démerder tout seul sans outils, ni réflexion, ni valeurs, ni positivation de l'événement.

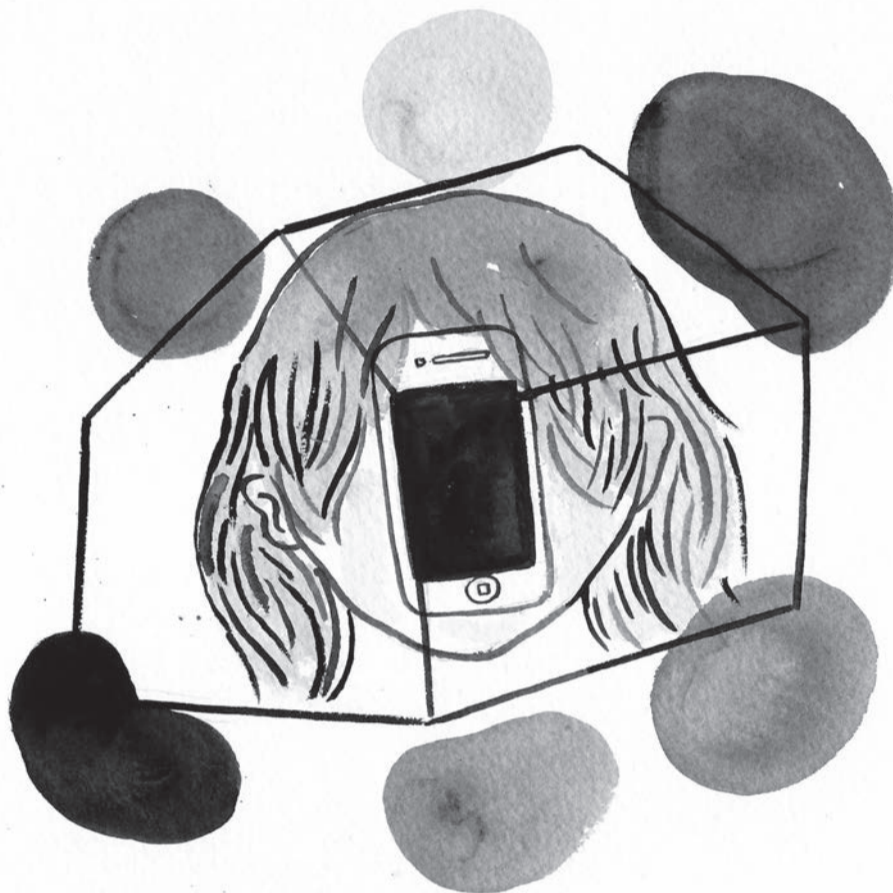
C'est alors un être humain qui devient peu à peu un robot, programmé pour avancer, jusqu'au trou où il finira par tomber.

David Tong

# « Le nihilisme numérique est arrivé, divertissons-nous sans remords...<sup>1</sup> »

Jusqu'au début de l'annus horribilis 2020, les opposants à l'emprise technologique, à l'aliénation numérique, à la folie robotique et au cynisme silicolonialiste<sup>2</sup> se prenaient à espérer. Précédemment, l'activité éditoriale avait frappé fort avec la parution d'une flopée d'essais et d'études : *Intelligence artificielle, la nouvelle barbarie*, de Marie David et Cédric Sauviat (Le Rocher) ; *La société d'exposition. Désir et désobéissance à l'ère numérique*, de Bernard E. Harcourt, *Le désastre de l'école numérique. Plaidoyer pour une école sans écrans*, de Karin Mauvilly et Philippe Bihouix et *La fabrique du crétin digital. Les dangers des écrans pour nos enfants*, de Michel Desmurget (Seuil) ; *Enfants difficiles, la faute aux écrans ? Les bienfaits du sevrage électronique*, de Victoria Dunckley (Écosociété) ; *Il ne décroche pas des écrans ! La méthode des 4 pas pour protéger le cerveau des enfants*, de Sabine Duflo (Poche Marabout) ; *Internet ou le retour à la bougie*, de Hervé Krief (Quartz, réédité chez Eco-société) ; *Contre l'alternumerisme*, de Julie Laina et Nicolas Alep (La lenteur) ; *À la trace. Enquête sur les nouveaux territoires de la surveillance*, d'Olivier Tesquet (Premier Parallèle) ; *Les ravages des écrans. Les pathologies à l'ère numérique*, de Manfred Spitzer et l'ouvrage collectif *Critiques de l'école numérique*, sous la direction de Cédric Biagini, Christophe Cailleaux et François Jarrige (L'Échappée). La présentation publique de ce dernier livre paru à l'automne 2019 fut empêchée par le premier confinement. La parole des *refuzniks* tombait dans le vide. À la place, l'idée d'un monde désormais « sans contact » fit rapidement son chemin dans les têtes, sous la pression du conformisme hygiéniste.

Déjà techno-conditionnés depuis des lustres, les confinés n'eurent aucune peine à tuer le temps avec leurs écrans, occupés alternativement par les tâches professionnelles et par le divertissement (jeux vidéo, youtube, films, séries). Pire, les promoteurs de l'école numérique, qui avançaient leurs pions depuis 2011 sans vraiment rencontrer d'objections, se sentaient subitement pousser des ailes. En mars, la ministre de l'Enseignement Caroline Désir autorisait les établissements scolaires à organiser le travail à domicile. Lui emboitant le pas, les directions d'établissements, les inspecteurs, les syndicats, des entreprises, des associations, des chercheurs académiques, ainsi qu'une partie des parents et des enseignants eux-mêmes se mirent sur pied de guerre pour « rattraper le retard de nos écoles en matière de numérique », « faire rentrer l'école dans la maison », « poursuivre la scolarité via des plateformes d'e-learning », « réduire la fracture numérique » entre élèves et entre enseignants, « réinventer sa manière d'enseigner » grâce à cette « aubaine », assurer les cours en « distanciel », les médias relayant complaisamment cette novlangue technocratique. Les avis des acteurs de l'École étaient partagés tout en allant *grosso modo* dans le même sens : l'informatique ne peut certes pas remplacer le professeur, mais



elle présente beaucoup d'avantages pédagogiques, sociaux et relationnels dont on aurait tort de se priver. Ainsi, 72% des 1.000 professeurs de la Fédération Wallonie-Bruxelles, sondés au printemps par l'UMons, estimaient qu'ils continueraient d'appliquer les nouveaux moyens d'enseigner testés durant le confinement, quoi qu'il arrive (auraient-ils changé d'avis quelques mois plus tard ?). Des formations furent proposées dès l'été. Avec le deuxième confinement en vue apparut l'idée d'« hybridation » – un mélange de cours en classe et d'enseignement « à distance » –, avec la création d'une plateforme dédiée, HAPPI (Hybridation des APPrentissages Interactifs)<sup>3</sup>. Ces décisions furent prises rapidement, en violation du principe de précaution<sup>4</sup>. Bref, « le numérique à l'école a gagné dix ans avec la crise du covid<sup>5</sup> », exulte Fabrice Pochez, responsable du numérique au Conseil de l'enseignement des communes et des provinces (CECP). Le virus a changé définitivement l'École, et tant mieux !

Tant mieux ? Vive les écrans, partout ? Des expert-e-s citoyen-ne-s du plat pays et d'outre-Quiévrain se sont penché-e-s sur la question. L'essayiste **Hervé Krief** (p.9) ouvre le bal en rappelant qu'Internet n'est que la prolongation d'un phénomène d'addiction-fascination né avec la télévision, premier écran personnel ayant commencé à vider les êtres humains de leurs capacités de discernement, de leur vitalité, de leurs liens

sociaux. Est-ce irréversible ? Dans son entretien, la psychologue clinicienne **Sabine Duflo** (p.10 et 18) soutient la thèse de l'origine environnementale – technologique, dans notre cas – des pathologies infantiles comme l'autisme virtuel, l'hyperactivité et les troubles de l'attention qui donnent tant de fil à retordre aux parents et aux enseignants. Venons-en justement à l'École. Enseignant, **Christophe Duffeler** (p.12-13) questionne depuis longtemps la conversion de l'École au numérique. Il croise ici son expérience personnelle avec une critique générale de la Technique partant de Georges Bernanos. La Belgique contre les robots ? Même si l'on est favorable au numérique éducatif, constatons qu'il entraîne d'inacceptables inégalités entre les élèves, nous explique **Michèle Janss** (p.11), enseignante et militante à l'Appel pour une École démocratique (APED). Pour **Nicolas Alep** (p.14), informaticien « en rupture de ban », l'alternumerisme n'est pas la solution, les assauts de l'économie digitale étant trop nombreux que pour pouvoir y faire face individuellement. Dès lors, il convient de réinjecter plus de démocratie dans une société qui déciderait d'entamer une décroissance numérique. Les jeunes générations seraient-elles naturellement et spontanément adaptées au monde numérique ? L'anthropologue et chercheur au CEPAG **Bruno Poncelet** (p.15) torpille cette idée reçue, indiquant que la cause de l'addiction est sociale et l'éventuelle voie de sortie, politique, avec un renforcement de la démocratie. En point final, **Michel Weber** (p.16) revient sur la signification philosophique des écrans en retournant dans

l'histoire. Ultimement, c'est la psychose qui menace de frapper leurs utilisateurs, avertit-il.

Un peu de cran vis-à-vis des écrans serait le bienvenu. Puisse ce dossier y inciter.

Dossier coordonné par Bernard Legros

1 Miguel Benasayag, *Cerveau augmenté, homme diminué*, La Découverte, 2016, p. 125.

2 Cf. Éric Sadin, *La silicolonisation du monde. L'irrésistible ascension du libéralisme numérique*, L'Échappée, 2016.

3 Accorderions-nous le bénéfice du doute au fait que la sémantique perçue dans la consonance anglophone soit un hasard de communication ? Sinon, c'est proprement orwellien.

4 Lequel est pris à la carte par les gouvernants sous le nouveau régime covidiste : d'une part, ils l'absolument quand il s'agit d'éviter les décès dus au virus ; cela donne les mesures politico-sanitaires liberticides en cascades, pour espérer atteindre un illusoire « risque zéro ». D'autre part, ils le bafouent quand ils conditionnent toute la population à l'acceptation d'un nouveau type de vaccin (« à ARN messenger ») préparé à la va-vite, en moins d'un an. Et tout cela « en même temps », ajouterait un certain monarque républicain-jupitérien.

5 « L'enseignement à distance s'organise dans les écoles », in *Le Soir*, 25 août 2020.

→ suite page 3

**L'intérêt d'un vaccin généralisé pour une maladie dont la mortalité est proche de 0.05% ? Aucun. Cette vaccination de masse est inutile. De plus, les risques de la vaccination peuvent être plus importants que les bénéfices ».**

Que conclure ? Certainement pas qu'il faut contester *a priori* toute décision basée sur les connaissances scientifiques. Mais il est essentiel de s'entendre sur le concept de connaissance scientifique. Non seulement la connaissance, dans une discipline donnée, évolue au fil du temps mais, en outre, elle est toujours dépendante de l'esprit du temps et de présupposés ou postulats qui n'ont rien de scientifique. En clair, la connaissance scientifique n'est pas neutre. Elle peut être au service de l'intérêt général mais elle peut être aussi un instrument de pouvoir,

capable de faire taire toute velléité de contestation et surtout de soumettre les citoyens. Dans le cas présent, le terme « science », utilisé par le Ministre de la santé doit être plus correctement remplacé par « technoscience ». Il s'agit d'une science au service de la technique et, plus précisément, du développement technologique industrialiste.

On est vraiment dans l'idéologie. Les scientifiques crédibles sont ceux qui adhèrent, même sans en être conscients, à cette vision du monde. Toute solution ne peut venir que de produits industriels à consommer, ce qui est bien le cas des vaccins. La prévention, la prise de compléments alimentaires ou le recours à des médicaments hors brevet sont des voies à ignorer voire à moquer.

Enfin, il est fondamental de rappeler que la médecine n'est pas une science. C'est un ensemble de pratiques, certes basées sur les connaissances scientifiques, visant à soigner. La médecine implique donc la prévention, le soin, l'attention et le traitement après consentement éclairé du patient. Le consentement éclairé ne peut être le résultat d'une propagande unilatérale, masquant les effets indésirables et les inconnues.

**Paul Lannoye**, membre du bureau du Grappe, docteur en sciences physiques

# De la télévision aux smartphones 60 ans pour éteindre les dernières fibres de notre humanité

Selon Hannah Arendt, l'impérialisme européen, ce que l'on nomme aujourd'hui le colonialisme, est la conséquence de la volonté d'expansion économique de la bourgeoisie occidentale. La croissance de leurs profits avait alors besoin de nouveaux territoires et d'une « ressource humaine » alors plus accessible et plus facile à dompter. Nous étions en 1880, et les richesses ainsi que la force de travail non européennes allaient permettre la mise en place de la consommation de masse, puis du confort moderne. Pur produit du système technicien industriel, la télévision, comme l'automobile avant elle, fut d'abord destinée à l'usage unique de la bourgeoisie, tel un signe ostentatoire de richesse. Mais les possibilités d'aliénation offerte par la société marchande commen-

çaient à poindre dans les esprits des grands industriels. C'est ainsi qu'après avoir été commercialisé en France au début des années mil neuf cent cinquante, le téléviseur, premier écran personnel, se répandit dans tous les foyers au cours de la décennie suivante.

Comme la tour Eiffel, consacrée à l'exposition universelle de 1889 à Paris, la télévision fut présentée comme une prouesse technique extraordinaire, fruit de la recherche scientifique occidentale. Mais si les gouvernements mirent en avant le génie créatif humain, jamais ils n'évoquèrent les sommes colossales qui furent nécessaires à la conception, et plus encore, au déploiement de cette nouvelle invention, dont ils percurent rapidement tous les bénéfices qu'ils pouvaient en tirer en termes de propagande, de contrôle social et de lobotomie<sup>1</sup>. C'est exactement la même rengaine avec le smartphone et la vie connectée à l'Internet. Des sommes extravagantes ont été dépensées et vont continuer à l'être pour atteindre la « plénitude » d'une vie sans contact rivée à un petit écran et entièrement sous contrôle. Le *petit écran* fut précisément, en référence au grand écran qu'était le cinéma, le nom en son temps de la télévision. Elle devient obsolète désormais, mais elle fut un élément essentiel dans la destruction concomitante du lien social, du discernement et de la vitalité humaine. Le smartphone, soixante années après l'avènement du téléviseur, vient parachever la mise en place d'une société de l'absence et du vide.

Comme pour la télévision, le couple fascination-addiction est merveilleusement mis en scène par les industriels et les États, qui jouent une partition bien rodée. L'addiction des enfants aux écrans n'est que la conséquence de celle des adultes, et celle-ci est arrivée à un point nommé pour combler le vide abyssal de nos existences. Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, le confort moderne, imposé notamment par la publicité et la pression des États, a grandement participé à vider les humains d'eux-mêmes. Cette grande dépossession s'est imposée lentement, subrepticement, en supprimant, au fil du temps, tous les éléments de notre condition humaine et de notre autonomie : le goût de l'effort, le travail manuel, le lien avec la terre, l'imprévu, la fraternité, la poésie, l'artisanat, l'expérience ressentie, la création, l'imagination, la pensée autonome, la mémoire, l'ennui, la vie sociale, etc.

Une bonne illustration de cette addiction-fascination de notre temps est l'aberration qui peut surgir dans les propos des professionnels de santé qui en parlent. S'ils dénoncent, à juste titre, les effets délétères très graves qu'ils constatent chez leurs jeunes patients, ils peuvent, avec une certaine assurance, poursuivre leur propos ainsi : « Il est indéniable que les objets numériques nous rendent de grands services. S'il nous semble aujourd'hui impossible de nous passer de moteur de recherche ou de GPS [...] Depuis 2013, le téléchargement par la 4G a amélioré la qualité et l'offre de contenus disponibles sur smartphones, rendant ainsi le monde accessible du bout du doigt<sup>2</sup> ». Ici nous mesurons l'étendue du désastre. Leur addiction-fascination leur a fait perdre le sens du discernement et atteste qu'ils vivent complètement hors sol. En effet, écrire qu'un écran « vous rend le monde accessible » est extrêmement révélateur de cette perte irrémédiable de toute sensibilité humaine et de la réalité de l'ancrage de notre vie dans un espace et un temps donné.

La démesure industrielle et technologique de la machine connectée, nécessitant la dévastation de la planète et le sacrifice d'une majorité d'humains, est bien cachée et s'efface, de toute façon, devant l'obligation désormais faite de se plier au nouvel ordre numérique. L'expansion illimitée étant toujours le seul horizon de notre monde capitaliste, comme au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, la colonisation a besoin de nouveaux « territoires » à explorer. Puisque la planète n'est pas extensible, ce sont nos corps et nos vies sociale, professionnelle et intime qui sont devenus le nouvel eldorado des multinationales. La violence physique, psychique et financière avec laquelle l'État impose l'état d'urgence sanitaire, qui est aussi l'état d'urgence de la numérisation de nos vies, témoigne du peu de considération apportée en réalité à l'ensemble des populations, à l'inverse des discours que tiennent les dirigeants. Au regard de la soumission volontaire et heureuse<sup>3</sup> qui a atteint l'immense majorité d'entre nous, cela semble démesuré. Mais qu'à cela ne tienne, il est toujours bon d'imposer la terreur afin de régner par la peur et de décourager ainsi les éventuelles velléités de contestation.

Le système technicien, décrit par Jacques Ellul dès 1954<sup>4</sup>, est arrivé à maturité. Ce sont les inventions commercialisées par les industriels qui préfigurent les orientations politiques. Ainsi, en Corée du Sud, le président a déclaré faire de « la société sans contact l'objectif de son plan de relance de 76 trillions de wons [Ndlr : 56 milliards €] avec force drones, véhicules autonomes, robots serveurs dans les restaurants et les hôtels, etc.<sup>5</sup> ». Or la grande réussite du capitalisme mondialisé, en plus de l'expropriation des humains d'eux-mêmes évoquée précédemment, est d'avoir inculqué le culte de la personnalité à ses sujets. De nous faire croire que le choix du personnel politique, lors des mascarades électorales, avait une influence déterminante sur le cours des choses. Alors nous pestons contre Trump, Macron, Castex ou avant eux Bush, Sarkozy, Hollande... mais ce ne sont pas eux qui décident. Ils ne font qu'accompagner fidèlement la croissance économique basée sur le système technicien industriel. Ainsi ce que met en place la Corée du Sud est exactement ce qui nous arrive et ce qui est déjà bien entamé en Chine, aux États-Unis ou en Israël. Le camouflage démocratique, avec sa cour des comptes, son conseil constitutionnel et ses multiples commissions d'éthique, part en éclat et laisse apparaître sous le vernis un totalitarisme en version numérique qui n'a pas besoin d'une armée qui défile à travers le pays pour s'imposer. Mais il utilise encore certaines méthodes du passé.

« La bureaucratie totalitaire, forte de sa compréhension du pouvoir absolu, a fait intrusion chez l'individu privé et dans sa vie intérieure avec une égale brutalité. Cette efficacité radicale a eu pour résultat de tuer la spontanéité intime du peuple soumis à son joug et de tuer en même temps les activités sociales et politiques de ce peuple...<sup>6</sup> ».

**Hervé Krief**, jour 303 de l'an 01 du confinement (14 janvier 2021)

1 Je fais référence à l'ouvrage de Michel Desmurget *TV lobotomie* (Max Milo, 2011). Si le constat me semble excellent, les références omniprésentes à la science et aux études d'experts apportent la preuve que l'auteur est bien un de ces scientifiques du désastre qu'il décrit.

2 Carole Vanhoutte, orthophoniste, « Le conditionnement numérique des jeunes enfants », in Cédric Biagini, Christophe Cailleaux et François Jarrige (dir.), *Critiques de l'école numérique*, l'Échappée, 2019.

3 *Internet ou le retour à la bougie*, Écosociété, 2020.

4 Cf. un des trois livres de Jacques Ellul sur la technique : *La technique ou l'enjeu du siècle* (1954), *Le système technicien* (1977), *Le bluff technologique* (1988).

5 Cf. *L'écologiste*, n° 57, décembre 2020.

6 Cf. Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme*, Gallimard, 1958/2002.



# « Chaque être est et devient ce qu'il contemple »

Plotin

## ENTRETIEN AVEC SABINE DUFLO

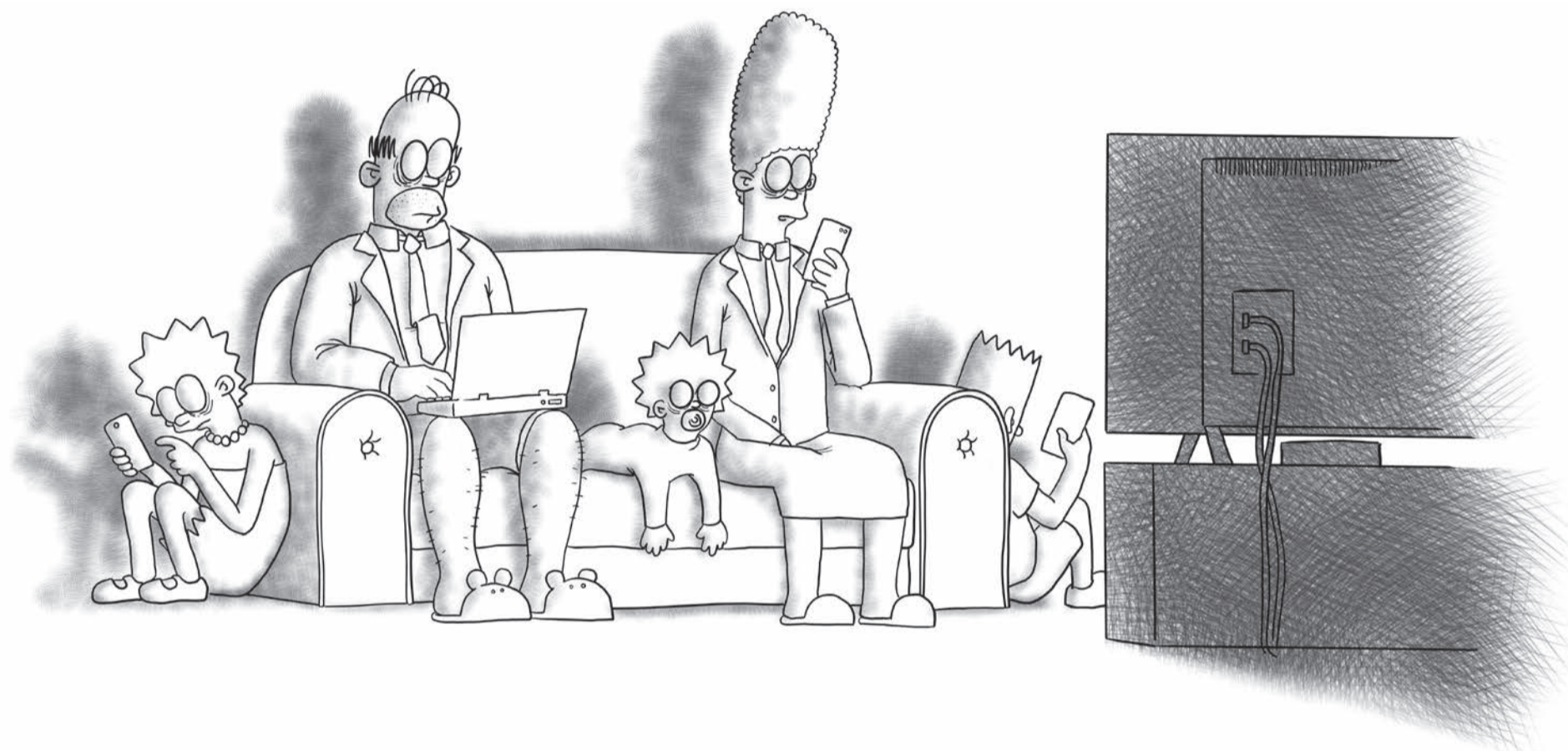


Illustration: Manuel Gonzalez

**Vous êtes psychologue clinicienne, non une théoricienne, et c'est à partir de vos observations que vous en arrivez à affirmer la nocivité de tous les types d'écrans sur le développement mental, cognitif, émotionnel et physique des jeunes. Quels sont les principaux symptômes rencontrés ? Et quel(s) est/sont le(s) diagnostic(s) ?**

Tout d'abord, la distinction entre clinicien et théoricien est à mon sens source de malentendus. Le clinicien désigne le médecin étudiant les maladies par l'examen direct des patients. Par extension, le psychologue clinicien est celui qui étudie les maladies mentales par l'écoute du patient et prétend le soigner par là même. Notre objet d'étude, à nous psychologues cliniciens, c'est l'homme en général, c'est-à-dire en un sens nous-mêmes. Je ne crois donc pas aux approches purement théoriques des problèmes psychologiques. Le diagnostic, en psychiatrie, découle toujours de l'observation directe d'un ensemble de symptômes présents chez le patient. Aujourd'hui, j'observe chez une majorité de jeunes des symptômes particuliers (manque d'attention, difficulté de mémorisation et donc difficulté dans les apprentissages, troubles de la communication, manque de sommeil, etc.) qui sont souvent liés à une exposition prolongée devant les écrans jointe, ou non, à des contenus inadaptés. Ces symptômes sont semblables à ceux qu'on observe dans les diagnostics les plus courants : autisme, TDAH, états limites, etc.

**Les écrans captent excessivement l'attention des enfants et les empêchent d'apprendre la concentration. Par quels mécanismes ? Avec quelles conséquences ?**

Tout ce qui brille, bouge, produit du son capte naturellement notre attention. C'est un comportement réflexe. Au restaurant, il suffit de placer un TV derrière la tête de mon invité-e pour que je la regarde bien plus fréquemment que mon convive. L'objectif d'un programme TV jeunesse ou d'une plateforme internet n'est pas d'éduquer l'enfant, mais de le capter plus longtemps que la plateforme concurrente. Pour cela, les productions audiovisuelles ont recours à des mécanismes formels de captation de l'attention très efficaces : séquençage des plans très rapide, zoom, effets stroboscopiques, couleurs contrastées, sons

pulsés, le tout joint à des contenus émotionnellement chargés (bagarres, violence, hypersexualisation). L'enfant mis devant ce genre de programme est littéralement scotché à l'écran et rendu du même coup incapable de comprendre l'histoire ou porter un regard critique sur ce qu'il voit. Or, comprendre ou porter un jugement fait appel à un autre type d'attention qu'on nomme attention volontaire ou concentration, qui nécessite de faire abstraction des stimuli extérieurs pour se concentrer sur un stimulus plus neutre : un enchaînement de lettres pour la lecture, de notes pour le déchiffrement musical, de chiffres et d'équations pour un problème de mathématique, etc. Contrairement à l'attention réflexe, ce processus n'est pas inné, il est acquis. Plus notre attention réflexe est stimulée, moins nous sommes capables d'attention volontaire. Et les conséquences sont importantes : sans attention, pas de mémorisation possible, et sans mémorisation, pas d'apprentissage possible.

**À l'inverse de beaucoup d'autres praticiens acquis au tout génétique, vous mettez en avant les causes environnementales pour expliquer ces pathologies...**

En réalité, il n'y a plus beaucoup de généticiens pour affirmer que nos comportements sont le pur résultat d'un codage génétique sans influence de l'environnement. Mais en France, nous avons tendance à croire que les avancées en santé mentale viendront de découvertes de nouveaux traitements, c'est-à-dire de nouvelles molécules chimiques. Depuis 30 ans est dit qu'on va trouver « le » gène de la schizophrénie, et par voie de conséquence « le » traitement capable d'en guérir. Idem pour la dépression ou l'anorexie mentale. Rien n'a jamais été trouvé et rien ne sera trouvé. Les traitements médicamenteux, au mieux, soulagent un peu le patient des symptômes trop envahissants, au pire – et le pire, c'est le plus souvent – le réduisent à l'état de courge. Les traitements en psychiatrie adulte assomment le sujet, coupent court à toute manifestation trop gênante de ses symptômes, mais produisent à la longue des effets secondaires graves et non réversibles. Et surtout, ils ne modifient en rien les raisons de sa souffrance, ce pour quoi il perçoit le monde de façon distordue. Si on prend le temps d'écouter un enfant, un ado ou un adulte présentant un trouble de santé mentale et de rencontrer

sa famille, on trouve toujours un passé traumatique par rapport auquel le sujet s'est construit de façon à souffrir le moins possible, quitte à présenter des comportements inadaptés du point de vue social.

**Pourquoi la notion d'« autisme virtuel », davantage que tout autre, semble-t-il, suscite-t-elle autant de rejet et de colère chez certains parents ?**

Pour deux raisons. Tout d'abord ces termes sont une traduction maladroite issue d'un article du psychologue roumain Marius Zemfir, le premier à avoir fait l'hypothèse d'un lien entre les symptômes de type autistique et le développement du petit enfant dans un environnement principalement digital. Le titre de son article « The consumption of virtual environment than 4 hours / day in the children between 0-3 years old, can cause a syndrom similar with the autism spectrum disorder » résume bien l'hypothèse de son auteur. La traduction exacte serait donc « syndrome mimant l'autisme en raison d'un environnement numérique »... mais ça fait un peu long. Certains parents d'enfants autistes, échauffés par des médias plus en quête de conflictualité plus que de vérité ont compris « autisme virtuel » dans le sens de « faux autisme ». Or les troubles dont souffre leur enfant sont bien réels et douloureux pour l'entourage, d'où leur colère justifiée. D'autres parents se sont sentis tenus responsables de la maladie de leur enfant par ce terme. Or le texte de Zemfir et les articles qui ont suivi, parus dans des revues référencées, affirment tous la même chose : c'est l'environnement digital qui est en cause, et par voie de conséquence le manque de stimulation humaine qui peut entraîner des symptômes d'allure autistique. Nous sommes dans une société où l'injonction du numérique est partout présente. On promet aux parents des enfants plus intelligents, plus compétents dès lors qu'ils ont recours à cet objet, et le plus tôt possible. Beaucoup se sont laissés piéger. Cependant chacun comprendra qu'un enfant entre 0 et 3 ans mis devant un écran plus de la moitié de son temps risque fort de ne pouvoir développer les compétences qui découlent des échanges sociaux : la communication verbale et non verbale, le langage, l'intérêt pour le monde environnant. Or, l'autisme désigne un syndrome dans lequel ces trois composantes sont impliquées :

# Informatique, écoles et égalité des chances

La crise sanitaire qui nous occupe a favorisé l'enseignement à distance. Le numérique y a pris une place importante. L'informatique fait dorénavant partie du quotidien des écoles. Apporte-t-elle une certaine émancipation ? Rien n'est moins sûr.

## LES ÉCOLES

Loin d'être toutes équipées de la même manière, les écoles sont aussi mises en concurrence et inégales par rapport à l'informatique. Un peu plus d'un an avant la crise du Covid, mes autorités académiques sont venues me dire, dans une opération de communication plutôt rare, que la fracture numérique n'existait plus, que tout le monde était à présent connecté. J'ai failli en tomber de ma chaise ! Il y avait dans mon établissement des élèves qui ne possédaient que leur smartphone pour travailler<sup>1</sup> et des collègues qui se débrouillaient encore fort maladroitement. On me demandait de faire payer les impressions papier. Seules quelques classes étaient équipées d'ordinateurs, pas toujours mises à disposition des élèves et la salle des professeurs ne comportait que deux postes de travail... Le confinement de mars 2020 a dévoilé la réalité de la situation !

## LES ÉLÈVES, LES COURS, LES COMPÉTENCES

Au moment de l'explosion internet, une idée folle a germé dans le monde de l'enseignement : puisque tous les savoirs se trouvent maintenant à portée de clic, va-t-on encore les enseigner à l'école ? N'est-il pas plus pertinent de développer les compétences des élèves et de leur apprendre à apprendre par eux-mêmes ? Si cette idée peut sembler séduisante, elle comporte néanmoins une face cachée. En effet, cette approche par compétences était essentiellement soumise aux attentes du monde du travail, il s'agissait avant tout de former les élèves à un marché de plus en plus flexible et instable. De plus, les enseignants se raréfiaient dans certaines matières, et les remplacer par de simples *coaches* qui accompagneraient des « méthodes numériques » pourrait séduire... Or, le rôle des enseignants ne se limite pas à déverser des savoirs dans les têtes de leurs élèves. Ce qui passionne les élèves est variable et ne correspond pas spécialement aux savoirs nécessaires pour comprendre le monde et y porter un regard critique. Enfin, une grande partie des savoirs appris à l'école n'est pas immédiatement utile, le rôle de l'enseignement étant surtout de structurer les savoirs et de veiller à leur acquisition. Les profs passent une grande partie de leurs cours à motiver les enfants et les jeunes, à éveiller leur intérêt pour des matières qui peuvent leur sembler rébarbatives<sup>2</sup>.

Enfin, l'expertise nécessaire pour trouver un travail ou devenir un citoyen critique ne repose pas sur des savoirs superficiels qu'on pourrait trouver en ligne, mais nécessite de disposer en mémoire d'une grande quantité de savoirs organisés et de faire des liens entre ces connaissances. Croire qu'il suffirait d'apprendre à apprendre est une illusion. Le numérique est, en réalité, à la fois un outil pour l'apprentissage et une nouvelle matière à apprendre. Mais il semble que la promotion de l'usage du numérique, à l'école comme ailleurs, serve avant tout les intérêts de l'industrie du matériel informatique, des logiciels et des services en ligne. Le numérique est un outil parmi d'autres et doit le rester. Il serait préjudiciable d'oublier la craie et le stylo.

## PANDÉMIE ET NUMÉRIQUE À TOUT PRIX !

L'actualité récente et la crise sanitaire ont montré à quel point l'enseignant dans sa classe et le travail collectif étaient indispensables pour un enseignement de qualité. La nécessité de garder le contact avec les élèves durant les derniers épisodes

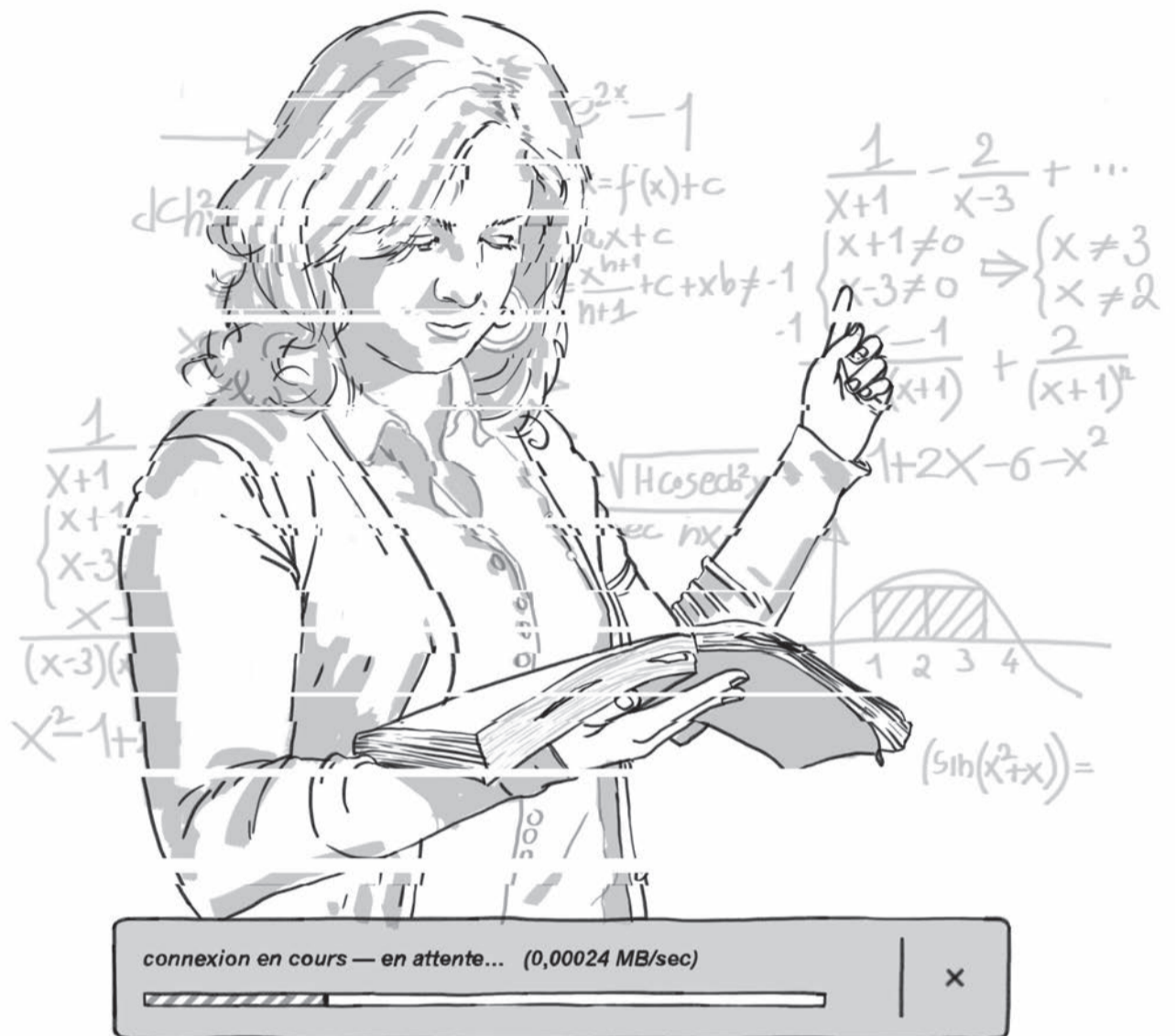


Illustration: Philippe Debongnie

de « classe à distance » révèle aussi un autre visage de l'usage de l'informatique : le contrôle des enseignants. Dans certaines écoles, on a vu la direction comptabiliser le nombre d'heures passées sur la plateforme, le nombre de vidéo-conférences données, le nombre de mails échangés avec les élèves... Une pression supplémentaire qui exclut l'usage de dossiers papier ou de manuels afin de poursuivre les apprentissages. Ainsi, un enseignant qui aurait choisi de donner des lectures, des photocopies à étudier afin d'en faire une synthèse qu'on aurait pu ensuite corriger et commenter se voyait contraint d'utiliser le numérique à tout prix.

Lors de la mise en place de cet enseignement hybride (et déjà avant), les réactions du monde politique, des différents pouvoirs organisateurs et directions vont dans le sens de l'équipement numérique de tous les élèves. Il s'agit à présent de fournir un ordinateur en prêt à tous les élèves, moyennant un étalement des frais pour les parents. Il est prévu une aide pour les familles défavorisées. En passant par une petite dose d'humiliation pour les jeunes qui se voient aidés « charitablement ». En attendant, pour faciliter l'enseignement à distance, les écoles devaient s'équiper d'ordinateurs à prêter aux élèves<sup>3</sup>. Mais le chaos règne : en effet, dans les écoles à indice socio-économique faible<sup>4</sup>, le nombre d'ordinateurs est insuffisant et la « publicité » reste confidentielle. Certains parents, ignorant leur droit à un prêt de matériel, se sont engagés dans un crédit. La gratuité scolaire (déjà très relative) est gravement compromise par le tout-numérique. Si, officiellement, les frais demandés par les écoles sont limités, le recours au numérique, l'incitation à rendre des dossiers imprimés, à rechercher sur internet à la maison induisent des dépenses difficilement supportables pour certaines familles. Équiper tout le monde ne résoudra pas les inégalités. Le problème de la compréhension du numérique se pose : que faire si mon ordinateur se plante ? Comment télécharger et installer un programme ? Comment utiliser le matériel ? Peut-on laisser sans explication, du jour au lendemain, un jeune de 15 ans seul devant un écran qui expose aussi pornographie et violence ? Vouloir équiper chaque enfant est une solution peu écologique, ultra commer-

ciale et qui participe d'un individualisme accentué. L'école ayant aussi pour objectif de « faire société », cela implique de choisir des solutions davantage collectives et durables.

## UNE SOLUTION

À la veille du confinement, mon établissement déclarait dans son plan de pilotage avoir des salles informatiques à disposition des élèves. Ce n'était pas tout à fait vrai. Lorsqu'il n'y avait pas de professeurs qui y travaillaient, ces salles étaient fermées à clé. Impossible d'y accéder en dehors des horaires de cours. Comment apprendre dans de telles conditions ? On souhaiterait pourtant rendre les écoles et universités ouvertes à l'ensemble de la société, rendant le savoir et la recherche davantage communs. Au lieu d'équiper tous les élèves, ne faudrait-il pas équiper davantage les écoles et les ouvrir après les cours, le samedi ? Créer de nouvelles « études » encadrées ? On pourrait ainsi proposer une solution plus collective : une sorte de « bibliothèque » accessible à tous, aux autres oubliés du numérique (personnes âgées du quartier, parents, familles précaires...), des écoles qui deviendraient des lieux où tout citoyen peut trouver de l'aide, des écoles conviviales pour tous.

Michèle Janss

1. Depuis l'arrivée des smartphones sur le marché, les plus précaires de mes élèves n'ont plus d'ordinateur. Mon établissement est une école technique et professionnelle du croissant pauvre de Bruxelles.  
2. Benoit Galand, « Le numérique va-t-il révolutionner l'éducation ? », in *Cahier du Girsef*, n°120, mars 2020. Consultable en suivant le lien suivant : <https://bit.ly/39wDre4>  
3. La mesure vise à permettre aux écoles d'acquérir un stock d'ordinateurs correspondant à au moins 5% de leur population scolaire.  
4. Rappelons que nous avons, en Belgique, un des enseignements les plus inégalitaires d'Europe. Pour comprendre : <https://www.skolo.org/2017/06/22/reseaux-inscriptions-filières-financement-mecanismes-de-linegalite-scolaire>

# L'école des robots

« La Technique prétendra tôt ou tard former des collaborateurs acquis corps et âme à son Principe, c'est-à-dire qui accepteront sans discussion inutile sa conception de l'ordre, de la vie, ses Raisons de vivre. Dans un monde tout entier voué à l'Efficiency, au Rendement, n'importe-t-il pas que chaque citoyen, dès sa naissance, soit consacré aux mêmes dieux ? »

« Être informé de tout et condamné ainsi à ne rien comprendre, tel est le sort des imbéciles. »

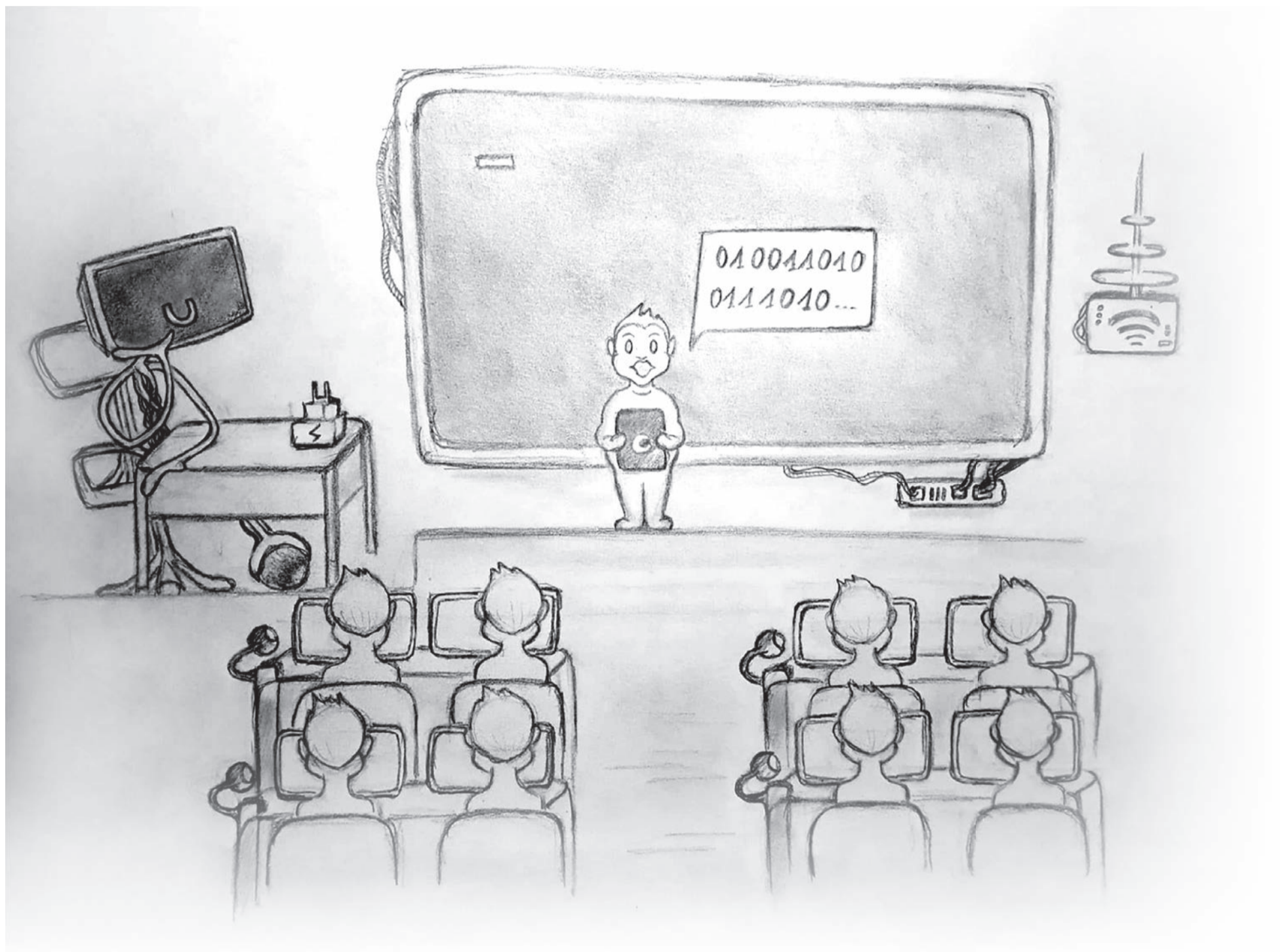


Illustration: Alice Magos

La « Civilisation des machines » prophétisée par Georges Bernanos en 1945 dans *La France contre les robots* ressemble fort à l'état du monde sous Covid-19. L'homme privé d'humanité et d'extériorité sous l'effet du confinement se rue sur les machines « à bourrer les crânes, à liquéfier les cerveaux » et confie la totalité de sa vie (professionnelle, sociale, familiale, commerciale, affective, culturelle...) à la Technique. Avec d'autant moins de restrictions que l'anxiété génère un désir de régression et de servitude et que par nécessité les autorités ont consacré le numérique œuvre de salubrité publique, et même intégré la filature téléphonique pour raisons sanitaires dans le dispositif officiel de lutte contre la pandémie. Qu'importe que les applications anti-Covid se soient avérées, en définitive, inutiles, elles auront permis de mettre en scène la Technique dans la posture du Sauveur. Pour la gigantesque entreprise de captation

du « temps de cerveau disponible » que constitue l'industrie du numérique, les GAFAM, cette année de connexions compulsives et lucratives entrait dans l'histoire comme l'année de toutes les conquêtes et de tous les profits.

Parmi celles-ci, le monde de l'enseignement.

Il y a d'abord eu l'Université convertie entièrement au distanciel, illustration symbolique de la prise en otage de la Science par la Technique. Mais l'école qui intègre difficilement les codes du numérique s'est vue, elle, accusée d'avoir engendré du décrochage pendant la période de fermeture scolaire. Et sommée de se convertir aux nouvelles technologies pour fonctionner dorénavant en mode hybride. On proclame alors la mort de l'enseignement d'hier et l'avènement heureux de la techno-pé-

dagogie<sup>1</sup>. Sous l'impulsion du « complexe numérique-éducatif<sup>2</sup> », l'implémentation peut dès lors s'accélérer. En Fédération Wallonie-Bruxelles, l'ASBL Educit a précisément un programme en trois points : équiper tous les élèves d'un Chromebook, former les enseignants, instaurer une plateforme commune. Tout débat sur le projet est récusé, puisque les théoriciens du numérique partagent « le catéchisme propre à la Silicon Valley [qui] tient en trois propositions : la technologie est intrinsèquement bonne car elle permet à la liberté de se déployer ; elle peut être pervertie par des groupes malveillants ; et, en ce cas, les solutions sont forcément technologiques et ne sauraient être politiques. » Dogmatisme que Bernanos résumait en ces termes : « La Technique ne peut être discutée, les solutions qu'elle impose étant par définition les plus pratiques. »

Pourtant, le réel semble échapper aux théoriciens. Dans le supérieur et l'universitaire où on a imposé à marche forcée la pratique des cours à distance aux étudiants et aux professeurs, le « décrochage massif est réel »<sup>3</sup>. Il est estimé à 60 % selon la Fédération des étudiants francophones (FEF). Celui-ci amplifie encore l'élitisme des études supérieures. Par ailleurs, les évaluations à distance ont été estimées à ce point fiables que les universités ont dû finalement recourir au présentiel pour la session de janvier 2021 alors que les cours avaient été majoritairement donnés à distance. Enfin, il ne semble pas que le numérique ait fait évoluer la pédagogie pratiquée, bien au contraire.

Dans le secondaire, on observe également que le décrochage relève d'autres causes que du mode d'enseignement et précisément qu'avant d'être une solution, le numérique est le problème auquel l'école se heurte. D'abord sur le plan sanitaire. Il faut rappeler que selon les études, 5 à 14 % des adolescents seraient en situation de cyberdépendance, selon les critères établis par l'OMS. À côté de ces cas d'addiction pathologique, il y a le temps moyen de pratique des écrans estimé à 8 ou 9 heures<sup>4</sup> par jour chez les adolescents et une addiction qui se décline en tolérance, compulsion ou servitude. « Selon la fondation Kaiser Family, les jeunes Américains consacrent 5 heures et demie par jour aux technologies du divertissement, jeux vidéo, vidéos en ligne et réseaux sociaux et un total de huit heures quotidiennes à l'ensemble des écrans connectés<sup>5</sup> ». Les effets se font ressentir sur le plan physique et mental, parce que le temps consacré aux écrans réduit le temps et la qualité du sommeil, ainsi que l'activité physique. Or « lorsque le sommeil est chroniquement altéré, l'ensemble de notre fonctionnement cognitif, émotionnel et sanitaire est malmené<sup>6</sup> ». Ainsi on observe que le niveau d'activité physique et la condition physique des enfants et adolescents belges – comparaison possible puisque les tests sont les mêmes depuis 50 ans ! – est à ce point en baisse<sup>7</sup> « qu'un enfant de 2017 court 800 mètres une minute plus lentement qu'il y a 50 ans<sup>8</sup> ».

Sur le plan psychique, en France, le Collectif surexposition écrans (CoSE) constitué de professionnels de l'enfance et de l'adolescence soutenu par le Président de la Société française de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, Daniel Marcelli, s'est constitué pour alerter les médias et les parents, notamment sur les retards autistiques générés par la surexposition aux écrans en bas âge. Chez les adolescents, parmi les signes de leur influence, le journaliste François Saltiel a retenu cet indicateur impressionnant « selon une étude commandée par l'IMCAS, qui regroupe des professionnels de la santé, les 18-34 ans ont plus souvent recours à la chirurgie esthétique que les 50-60 ans et c'est une première en France » qu'il associe directement à l'usage des réseaux sociaux et en particulier Instagram, « la pire plateforme de médias sociaux en ce qui concerne son impact sur la santé mentale des jeunes de 14 à 24 ans<sup>9</sup> ». Dès lors, surgit une question à laquelle se gardent de répondre les théoriciens de l'école numérique : jusqu'à combien d'heures d'exposition aux écrans est-on prêt à accepter l'usage pédagogique du numérique ?

Ensuite, sur le plan éducatif et pédagogique. À la question du temps, certains pédagogues répondront que l'apprentissage pédagogique du numérique formera des adolescents responsables capables d'en faire un usage intelligent et créatif et pas seulement récréatif. Le conte est séduisant, mais l'idée d'un transfert vers le numérique pédagogique est démenti par les faits<sup>10</sup>. Comment imaginer que l'utilisation d'une plateforme pour le cours de mathématique ou la consultation d'une capsule vidéo puisse détourner d'Instagram ou de GTA ? Le multitasking sévissant, on observe qu'à moins d'une surveillance très stricte, les deux sites, récréatifs et pédagogiques, sont fréquentés simultanément. Sinon à l'école, (à condition que le paramétrage des sites inaccessibles résiste aux élèves) du moins à la maison. Or « tout dérivatif numérique (SMS, réseaux sociaux, courriels, etc.) se traduit par une baisse significative du niveau de compréhension et de mémorisation des éléments présentés<sup>11</sup> ». D'où les études relatives à l'apport des TICE aux performances scolaires révélant le caractère illusoire des espoirs placés en celles-ci. Rappelons à ce propos les conclusions de l'enquête Pisa de 2015 : « Les pays qui ont consenti d'importants investissements dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le domaine de l'éducation n'ont enregistré aucune amélioration notable des résultats de leurs élèves en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences ».

Conséquence immédiate, en effet, de l'usage d'un ordinateur portable en classe et à la maison : imposer aux parents de mettre à disposition de leur enfant, en permanence, une connexion Internet et leur interdire toute restriction d'accès à celle-ci. Comment dès lors, pour des parents conscients des excès de consommation numérique de leurs enfants, intervenir pour fixer des normes ? Et prévenir les risques d'exposition à la face sombre du net ? Celle de « l'Apocalypse cognitive » selon les

mots du sociologue Gérald Bronner. Faut-il par exemple rappeler que « les vidéos les plus regardées dans tous les pays, et de loin, ce sont les vidéos pornographiques » ? Qu'« en 2016, 49% des Allemands de 6 à 13 ans disaient avoir été exposés de manière accidentelle à du contenu pornographique » et que « les effets secondaires de cette "porno-pandémie" sont désastreux chez l'enfant et le jeune adolescent<sup>12</sup> ».

Par ailleurs, pédagogiquement, si le support numérique peut apparaître plus moderne, il convient parfaitement aux pratiques pédagogiques les moins interactives et les plus orientées vers le formatage. La profusion de capsules vidéos pédagogiques scolaires et stéréotypées sur Youtube en offre l'illustration. Et la possibilité d'externaliser l'école en confiant la formation de l'élève à des supports médiatiques ou à des applications risque finalement de dévaluer le temps scolaire pour en faire un lieu d'animations ludiques. Si la vraie classe est ailleurs, dans le virtuel, pourquoi user mes guêtres et perdre mon temps dans un espace surveillé ? Mais il risque également d'accentuer le caractère socialement inégalitaire de notre enseignement. Non pas en raison d'une fracture numérique par manque de matériel comme on l'a complaisamment répété, mais d'une inégale capacité à la tempérance pour résister aux distractions numériques. Des études sociologiques l'attestent : « Les milieux les plus modestes sont aussi ceux qui s'abîment le plus dans les écrans et dont les enfants ont le plus de mal à différer les plaisirs immédiats<sup>13</sup> ». La fracture numérique n'est donc pas là où on a voulu la voir, dans l'accès aux technologies, mais dans la capacité à leur échapper.

De surcroît, concevoir la classe comme une « communauté d'apprenants » où chacun construit son « parcours d'apprentissage » à l'aide des plateformes sous l'œil avisé d'un professeur coach relève d'une vision individualiste qui évacue la dimension affective et collective de l'enseignement. Le rapport à la matière peut-il se désincarner ? La relation pédagogique peut-elle s'épanouir dans un apprentissage médiatisé par la technique ? L'apprentissage ne réclame-t-il pas l'empathie ? La coprésence et le partage d'un temps commun organisé autour d'une expérience similaire avec toutes les incertitudes d'un présent partagé ne forment-ils pas des conditions essentielles d'un cours ?

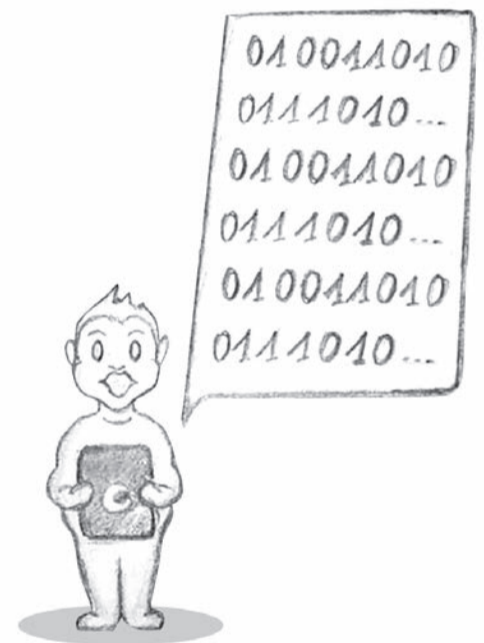
Enfin, on ne voit pas comment pourrait être préservée la liberté pédagogique d'enseigner et de faire apprendre au moyen du livre et de l'écrit à partir du moment où l'outil numérique prend sa place en présentiel. Comment imaginer qu'un système qui impose la dématérialisation puisse accepter de cohabiter avec l'objet livre et sa culture ? Dès lors, l'écriture et la prise de notes manuscrites, la lecture sur papier, le maniement d'ouvrages de référence (atlas, dictionnaires, manuels...) se voient rapidement voués à l'obsolescence. Et avec eux, de précieuses compétences.

Car la Technique nous transforme et nous utilise pour son propre avènement. Qu'importe que l'élève numérique formé par la techno-pédagogie perde des aptitudes pourvu qu'il devienne un utilisateur du progrès technique ! Quel qu'en soit le coût culturel et intellectuel, son adaptation à « l'usage des outils numériques » est primordiale pour en assurer la diffusion et l'extension prochaine selon le processus « d'auto-développement du progrès technique » décrit par le philosophe Michel Henry dans *La Barbarie*. Les travaux récents de Maryanne Wolf sur la lecture sont à ce propos éclairants. Chercheuse en neurosciences et directrice du Center for Reading and Language de l'Université Tufts, elle a publié récemment un ouvrage consacré à l'évolution de la lecture sur supports numériques<sup>14</sup>. Or, elle observe que le support induit un mode de lecture différent et, au-delà, un mode d'être à soi et aux autres différent. « Nous sommes ce que nous lisons, comment nous lisons et ce sur quoi nous lisons ». « Survoler pour s'informer est notre nouvelle habitude de lecture. Ce qui manque, ce sont les processus de lecture profonde qui, jusqu'à la dernière décennie, étaient intégrés au circuit neuronal fondamental du lecteur expert. Ces processus de lecture profonde plus sophistiqués et chronophages exigent des années pour se développer chez un enfant et des millisecondes pour se déployer chez un lecteur expert. Ils incluent notre aptitude à connecter ce que nous savons déjà – nos connaissances de base – à de nouvelles informations et à tirer des inférences, à faire des analogies, à examiner la valeur de la vérité – l'analyse critique – et, c'est important, à suspendre nos pensées et nos sentiments pour adopter les perspectives d'autrui – la base de l'empathie<sup>15</sup> ». Or « les supports numériques avantagent les processus rapides, les activités multiples, et sont adaptés pour survoler de grands volumes d'informations. En effet, les chercheurs qui s'intéressent aux mouvements des yeux notent que beaucoup d'entre nous balayaient les informations sur une page en faisant un F ou un Z, afin de saisir les grandes lignes, mais en manquant potentiellement des détails importants comme la progression d'une intrigue ou la beauté d'un style. [...] La pandémie aggravera non seulement la régression des niveaux de lecture de nos enfants, mais l'usage

excessif des outils numériques pourrait aussi empirer le déclin de la lecture profonde chez nous tous. » Cependant, il est vraisemblable que la numérisation de l'enseignement s'étende bientôt à l'enseignement primaire voire à la maternelle. Le recours aux tablettes commence à s'y répandre déjà.

Enfin, sur le plan écologique, le modèle proposé par l'école numérique contrevient totalement aux aspirations manifestées par le mouvement « Youth for Climate », dont les manifestations ont marqué l'année scolaire d'avant Covid. La pérennisation d'un mode de fonctionnement pédagogique dommageable pour la planète au-delà de la pandémie contredirait les efforts de conscientisation aux enjeux climatiques entrepris par les jeunes et soutenus par la FW-B. Or, si le volume des émissions de gaz à effet de serre a diminué depuis le début de l'épidémie, c'est en raison d'un ralentissement économique forcé et provisoire. Il est plus que probable qu'une fois la vaccination assurée, un surcroît de consommation se manifeste et se traduise par un pic de pollution. Quelle part aura le numérique dans celui-ci, sachant qu'« à l'échelle mondiale, la pollution liée à nos usages du numérique équivalait à quelque 1 400 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an en 2019, soit près de 4% des émissions globales, selon le dernier rapport du collectif d'experts GreenIT.fr<sup>16</sup> » et « qu'à cette cadence, les experts estimaient que la pollution numérique pourrait peser 15 % des émissions de gaz à effet de serre en 2030<sup>17</sup> » ?

Christophe Duffeler



1. Soraya Ghali, *Ces leçons pour l'école*, Le Vif, 27/08/2020.
2. Raffaele Simone, *Est-ce l'avenir de l'enseignement ?*, in *Le débat*, 2014/3.
3. « Le risque d'un décrochage massif est réel », tribune d'un collectif d'universitaires, étudiants et professeurs parue dans *Le Monde*, 30/12/2020.
4. Alain Malchair, *Le bon usage des écrans*, CHU de Liège, 2018.
5. Bruno Patino, *La Civilisation du poisson rouge*, Grasset, 2019.
6. Michel Desmurget, *La fabrique du crétin digital*, Seuil, 2019.
7. *Baromètre de la condition physique*, Thierry Marique (UCL) & Christian Heyters (ULB).
8. Jean-François Lauwens, « À bout de souffle », in *Le Vif*, 06/10/2017.
9. Étude britannique de la Royal Society of Public Health de 2017, citée par François Saltiel dans *La société du sans contact*, Flammarion, 2020.
10. « Un nombre sans cesse croissant d'études [l'auteur en mentionne 15] montre ainsi que l'introduction du numérique dans les classes est avant tout une source de distraction pour les élèves et, par la suite, un facteur significatif des difficultés scolaires. » in Michel Desmurget, op. cit.
11. Ibid.
12. Sabine Dufflo, *Porno-pandémie : à quand un vrai geste-barrière ?*, CoSE, 15/11/2020.
13. Gérald Bronner, *La Grande table des idées*, France Culture, 11/01/2021.
14. Maryanne Wolf, *Reader Come Home. The Reading Brain in a Digital World*, Harper, 2018.
15. Extrait de l'interview de Maryanne Wolf paru dans *L'enseignement à distance créée de la résistance*, de Cédric Enjalbert, in *Philosophie magazine*, n° 42 septembre 2020.
16. Christophe Leroy, *Les clés pour réduire la pollution numérique*, in *Le Vif*, 19/11/2020.
17. Ibid.

# De la démocratie en Numérique

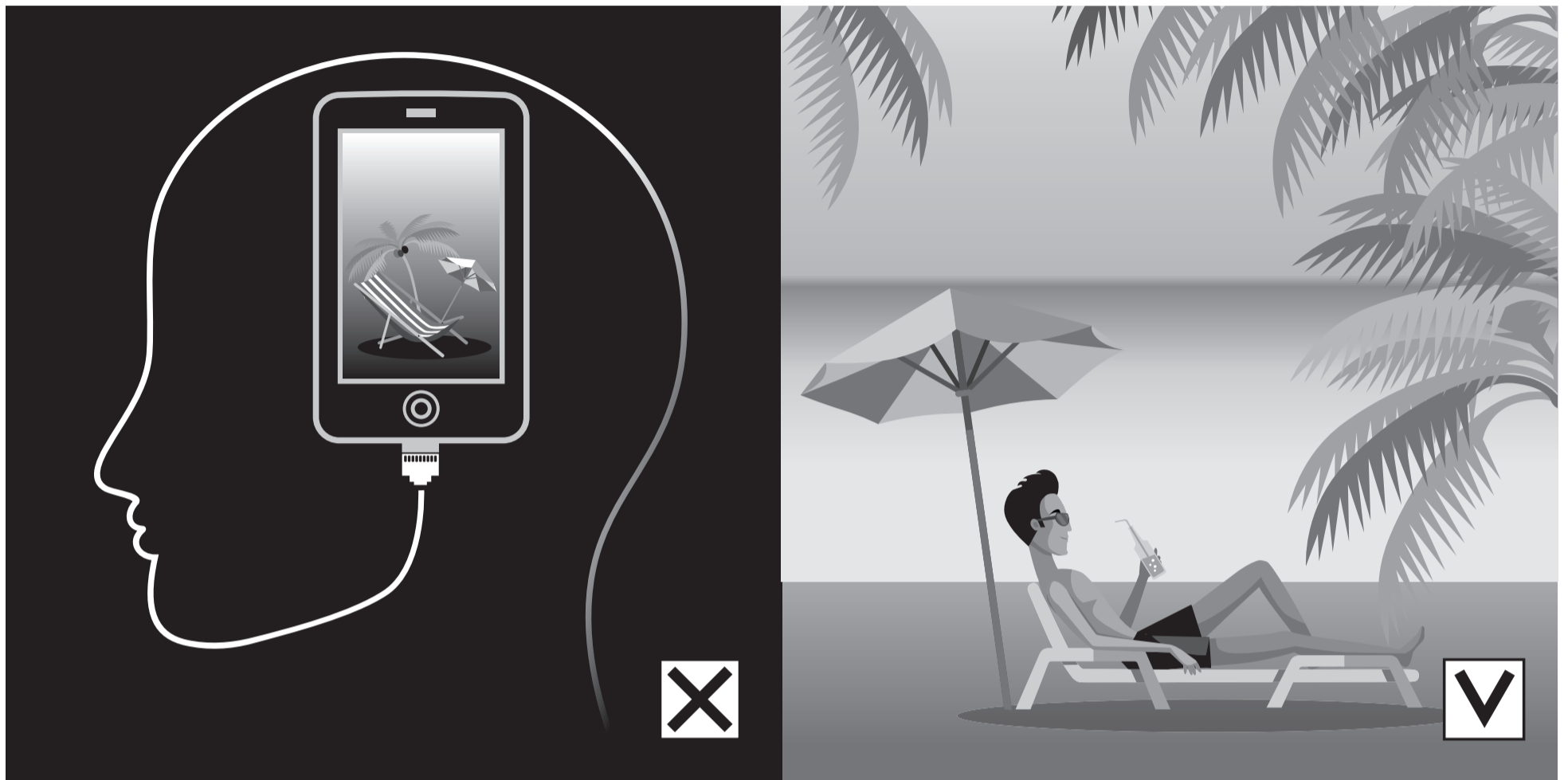


Illustration: Christophe Nottet

Ces dernières années, la critique du numérique a émergé comme grand sujet de préoccupation populaire. La domination planétaire des GAFAM, les délires transhumanistes toujours plus inquiétants, l'apparition de figures aussi clivantes qu'un Elon Musk et le sentiment largement partagé des ravages de l'addiction aux écrans, participent de cette prise de conscience. Mais face à ce constat accablant, les réponses sont souvent désordonnées, sectorielles, partielles. Les enseignants luttent contre l'école numérique, les paysans contre l'agriculture connectée, les employés du secteur logistique contre les systèmes à commande vocale et les alternuméristes contre l'hégémonie des géants de la *Silicon Valley*.

Pourtant, au même titre que la temporalité de la « fabrique des lois » ne permet même pas une régulation par le Droit des pires dérives du numérique, l'indignation a aussi un temps de retard sur l'ampleur du sinistre. Qu'il s'agisse de temps d'écran choisi (usages de loisirs) ou de temps d'écran contraint (au travail ou dans les relations avec les administrations), l'ampleur des dégâts est toujours sous-estimée. Les usages nouveaux apparaissent à un rythme démentiel, et bien qu'étant en quelque sorte « spécialisé » sur ce sujet et côtoyant quotidiennement de jeunes étudiants rivalisant en intensité d'aliénation, je me sens souvent largué. C'est tout simplement ingérable, les assauts du numérique sont trop nombreux et tous azimuts, ses promoteurs infiniment plus riches et plus puissants que nous. Il devient donc absolument nécessaire, vital, de s'en préserver, de protéger aussi les plus jeunes. Mais le déferlement est tel, que nos luttes en sont réduites à n'être que défensives, et que nous les perdons toutes.

Face à ça, la tentation est grande d'adopter la tactique du petit colibri. Se déconnecter soi-même, composer individuellement avec la technologie. Décider d'en adopter certaines, d'en refuser d'autres, puis faire la leçon autour de soi, *je me passe de téléphone portable, c'est donc que tout un chacun peut faire de même...* Ça a longtemps été mon cas, jusqu'à devoir chercher du travail. Refuser le GPS me place régulièrement dans la situation ridicule de demander mon chemin à un passant, qui immédiatement consulte son *smartphone* pour m'indiquer la direction. Refuser les messageries du type *Whatsapp* creuse le fossé avec nombre de mes amis. Chaque refus individuel nous place toujours un peu plus en marge de la société et la question devient rapidement « Quel degré de marginalité suis-je prêt à assumer ? » Or, je veux vivre dans la société, et suis donc condamné à adopter les technologies avec 10 ans de retard, mais à finir par les adopter quand même, une fois consacré leur statut de *monopole radical*.

L'autre option serait de militer pour des alternatives libres. Remplacer *Windows* par *Linux*, *Whatsapp* par *Signal*, *Twitter* par *Mastodon*, utiliser un *smartphone* équitable avec une coque en bambou issue d'une forêt durablement gérée... Mais fondamentalement, cela changerait-il quelque chose ? Remplacer *Google Maps* ou *Waze* comme service de GPS, par une alternative libre, basée sur les cartes collaboratives *OpenStreetMap*, cela limiterait-il l'aliénation de mon sens de l'orientation à la machine ? Cela m'émanciperait-il du réseau de satellites et de l'industrie spatiale, indispensables pour me localiser ? Utiliser un logiciel libre comme *Moodle* pour les cours en ligne, encore mieux fichu que ses concurrents payants, développer moi-même les modules manquants et les proposer à « la communauté », cela ne reviendrait-il pas à encourager le déploiement du « distanciel » ? Et cela changerait-il quoi que ce soit pour mes élèves décrocheurs, dépressifs, usés et désocialisés par le chacun chez soi ? Non, l'alternative à *Zoom* n'est pas son clone sous licence libre, c'est une salle de classe ! L'alternative aux soirées *Youtube*, ce n'est pas les soirées *Peertube*, mais les soirées chez les potes !

Alors on conteste plus globalement. Chacun dans son secteur, on s'oppose, on freine, on sabote. À l'école, on tente de contrer les tentatives d'imposition des tablettes, des tableaux numériques, des cours sur ordinateur. On y fait face à un pouvoir dogmatique, persuadé du bien fondé d'outils répondant à des besoins qui ne s'étaient jamais exprimés. C'est grotesque, chaque grand plan d'informatisation de l'école se solde par un échec retentissant, et seul l'acharnement obsessionnel de ses promoteurs entretient le mythe que le prochain plan sera le bon. Mais ensuite que se passe-t-il au lycée, dans l'enseignement professionnel ou à l'université ? Quand les enseignants préparent à l'exercice d'un métier qui lui, aura obligatoirement une composante numérique ? Quand il s'agit de former des citoyens aptes au minimum d'interactions avec des administrations dont les guichets sont déjà dématérialisés ? L'enseignant pourrait-il, en conscience, condamner ses étudiants au chômage, à la marginalité ? L'école pourrait-elle rester une citadelle inexpugnable, protégée du numérique, au milieu d'un océan d'ordinateurs, de *smartphones* et de tablettes ?

Évidemment, mon propos n'est absolument pas d'appeler à l'arrêt des luttes contre l'imposition des technologies numériques à l'école, dans les loisirs, dans l'agriculture ou ailleurs. Bien au contraire ! Ces combats sectoriels, bien qu'insuffisants, sont absolument indispensables.

Alors, la convergence des luttes ? Une grande manifestation regroupant tous les opposants à la numérisation de leur secteur ?

Ou alors, s'attaquer aux réseaux qui permettent techniquement à tous ces gadgets de fonctionner ?

Plutôt changer de perspective, cesser de se représenter l'évolution technologique comme une succession de ruptures, la replacer dans sa continuité, depuis la mécanisation, l'automatisation. Exposer ses grandes tendances : le remplacement de la main-d'œuvre humaine, la compression des coûts, les logiques de contrôle, la normalisation, la quantification, la calculabilité... Identifier les verrous qui empêchent de s'en passer : la compétition économique généralisée qui condamne toute tentative de faire autrement, soit à l'échec, soit à la « réserve d'indiens ». Et dans le meilleur des cas, la contraindre à grenouiller dans son marché de niche pour consomm'acteurs éco-responsables : d'éducation, d'alimentation ou de loisirs.

Replacer l'évolution technologique dans sa continuité, c'est voir que la numérisation du monde est à l'œuvre depuis plus de 50 ans. C'est tirer le constat que les dégâts sont déjà énormes, que si le temps passé devant les écrans a clairement augmenté, la situation avant l'arrivée d'internet était déjà désastreuse. Il faut nous rendre à l'évidence, le numérique est tellement enraciné, tellement omniprésent dans nos sociétés, que nous ne pouvons plus faire sans, dans le cadre actuel, avec ses « règles du jeu » et à moyens humains et financiers constants.

Pour inverser le déferlement des écrans, il nous faut oser penser une société en décroissance numérique. Il ne s'agit même pas d'imaginer la vie avant la révolution industrielle ou au temps des chasseurs-cueilleurs, mais déjà se demander « comment faisons-nous il y a 10 ans ? » et « comment en sommes-nous arrivés là ? ». Sortir avant tout des faux problèmes qui imposent l'ordinateur comme unique solution et laissent comme parodie de choix, d'être aliéné à un logiciel libre ou propriétaire, oser regarder l'organisation de la société, en amont des écrans. Comprendre que les bases de données ne sont que l'aboutissement de processus bureaucratiques où la masse d'informations est telle que seule une machine peut la digérer.

Ne pas se fier aux experts, aussi bien intentionnés, libres, éthiques et ouverts qu'ils soient. Remettre de l'humain, de la nuance, du sensible, partout où règnent les algorithmes. Réfléchir, discuter, débattre, délibérer. Inventer de nouvelles formes d'organisation où la machine n'aura pas sa place. Affronter la technocratie avec la seule arme qui fonctionne : plus de démocratie.

Nicolas Alep

# L'addiction aux nouvelles technologies n'a rien de naturel

Il est des raisonnements tout faits qui circulent comme un flot d'évidences dans nos sociétés. Qu'ils soient vrais ou faux importe peu à la plupart des gens, l'important étant de se joindre au murmure de fond (d'écran) idéologique sans avoir à s'interroger sur son sens véritable. Depuis plus d'un siècle, il en est ainsi de la confusion fréquente entre progrès technique et progrès humain<sup>1</sup>, l'un devant nécessairement entraîner l'autre dans un ballet que beaucoup s'imaginent spontané, naturel et heureux - tel un couple enlacé dansant le tango des lendemains qui chantent.

Dans cette fable contemporaine, les jeunes sont souvent pris en exemple pour leur ouverture d'esprit à l'égard des nouvelles technologies, notamment pour leur engouement vis-à-vis du monde digital et ses plus beaux atours numériques : tablettes et smartphones, objets connectés et intelligence artificielle, robots et réseaux sociaux... Incarnation vivante de l'avenir, les jeunes seraient *naturellement* portés vers les nouvelles technologies, qu'ils apprécieraient et maîtriseraient beaucoup plus facilement que les adultes.

## DES JEUNES ÉNAMOURÉS DE NOUVELLES TECHNOLOGIES ?

Mais ce point de vue est erroné : les jeunes n'ont pas une connaissance innée des nouvelles technologies. Souvent, leurs compétences en la matière sont étroitement liées aux applications et logiciels qu'affectionne leur tranche d'âge, mais deviennent faméliques ou nulles dès qu'on les sort des ornières confortables de leurs habitudes. Ainsi, plus d'un parent — prenant son adolescent pour un génie des outils digitaux — a eu la surprise d'un jour monter subitement en grade lorsque son jeune prodige est venu réclamer son aide pour... envoyer un mail ou utiliser un traitement de texte ! Preuve par l'absurde que les jeunes ne sont pas prédisposés au progrès technique : comme tout le monde, ils apprennent à *faire avec* au contact d'autrui, et leur seul avantage sur les adultes est d'avoir des comportements plus souples et malléables - car non encore forgés par des décennies d'habitudes.

Par ailleurs, leur attachement supposé aux outils high-tech est surtout motivé par l'envie d'avoir des contacts sociaux. D'une certaine manière, leur virtuosité à faire usage des réseaux sociaux est comparable à l'apprentissage du langage chez les oiseaux chanteurs (étourneaux, merles, mésanges, pinsons, rouges-gorges...) : c'est en imitant des congénères plus expérimentés que les jeunes apprennent à composer des chants mélodieux et communiquent les uns avec les autres ; privé de tuteur, aucun oiseau n'est capable de chanter correctement ! Qui plus est, les imitations mutuelles de chants sont souvent le signe d'un grand attachement affectif. Ainsi, la capacité des perroquets à imiter parfaitement les voix (pas seulement humaines) tient à leur manière de consolider des liens durables : en s'imitant mutuellement, la femelle et le mâle marquent leur envie conjointe de former un couple monogame pour la vie. De même, chez les singes siamangs d'Indonésie, le mâle et la femelle entonnent des chants en duo tous les matins - duos d'autant plus harmonieux que les partenaires tiennent l'un à l'autre depuis longtemps.

## DU BESOIN DE VRAIES RELATIONS SOCIALES

Il y a quelque chose de semblable dans « l'amour » des jeunes (et des adultes) pour les nouvelles technologies. Ce qui les intéresse n'est pas tant de faire joujou avec des nouveautés techniques, mais bien de s'insérer socialement par imitation et adoption des comportements en vogue autour d'eux. Évidemment, si certains outils permettent de communiquer intensément — c'est-à-dire tous les jours, à n'importe quelle heure, qu'on soit à l'école ou chez ses parents —, ils deviendront vite prisés des tribus adolescentes. Un âge où l'on a besoin de s'affirmer, si possible

en intégrant une bande d'amis à laquelle on puisse totalement s'identifier. Et si des réseaux sociaux permettent aux jeunes de relever des défis sur TikTok, d'afficher leurs opinions sur Twitter ou de suivre les influenceuses en vogue sur les réseaux sociaux, il est évident qu'être connecté devient un enjeu vital non parce qu'on aime ça en soi, mais bien pour être comme les autres. Pour ne pas se sentir mis de côté.

Prenons à témoin une chanteuse à qui les réseaux sociaux ont plutôt réussi : Angèle. Dans sa chanson *La Thune*, les réseaux sociaux ne sont pas un lieu de libre-expression désintéressée. Ils sont le miroir dans lequel chacun cherche à exister aux yeux des autres, raison pour laquelle « *tout le monde il veut seulement la fame, et seulement ça, ça les fait bouger, bouger leur cul le temps d'un verre, photos sur Insta c'est obligé, sinon au fond à quoi ça sert, si c'est même pas pour leur montrer ?* » Par ailleurs, le temps passé en ligne est loin d'être une source d'épanouissement pour tous, et même les chanteuses à la mode disent parfois : « *À quoi bon ? T'es tellement seule derrière ton écran. Tu penses à ce que vont penser les gens. Mais tu les laisses tous indifférents.* » Dans ce miroir aux illusions, le rituel de la connexion tient autant de l'envie personnelle que de l'obligation sociale (comment ne pas être là où tout le monde est présent ?), même si au fond personne n'est dupe du simulacre de relation sociale qu'offre le monde digital.

En témoigne le long « hiver social » dans lequel nous a plongés le coronavirus (ce petit être invisible qui remet l'humain à sa place de maillon, modeste et fragile, au sein des écosystèmes<sup>2</sup>). Si les pratiques de confinement nous affectent tous, la génération des 15-25 ans est particulièrement touchée car c'est l'âge où la sociabilité repose beaucoup sur de nouvelles rencontres. Or, s'il est une chose qui crève les yeux, c'est l'insatisfaction totale des jeunes à confiner tous leurs échanges quotidiens dans les pixels numérisés de tuyauteries digitales. Il y manque trop de choses : le geste, le regard, le toucher, l'interaction véritable que constitue la présence physique d'autrui pour ressentir ses émotions aux vibrations de sa voix, au mouvement de ses yeux, à ses rires ou aux postures de son corps. Espèce empathique, nous avons besoin de ces ingrédients générés par des rencontres réelles, non distancielles, pour alimenter la richesse de nos relations sociales. Face à cette réalité ancestrale, le monde digital n'est qu'un succédané insatisfaisant par lui-même.

## QUI MAÎTRISE VRAIMENT LES OUTILS DIGITAUX ?

Toutefois, cet ersatz de relation humaine n'est pas sans conséquences sur le monde qui nous entoure. À l'heure du réchauffement climatique, la profusion de réseaux digitaux et d'objets connectés aggrave furieusement les désastres environnementaux — comme en témoignent le livre *La face cachée du numérique* (de Fabrice Flipo, Marion Michot et Michelle Dobré) — l'émission « Cash Investigation » consacrée aux *Secrets insolvables de nos téléphones portables*, ou encore les recherches de Babette Porcelijn sur *Notre empreinte cachée (tout ce qu'il faut savoir pour vivre d'un pas léger sur la Terre)*. Mais la pollution numérique est aussi mentale : des arnaques-on-line au *revenge porn*, on ne compte plus les activités toxiques sur Internet. D'une brutalité extrême, le cyber-harcèlement peut déstabiliser jusqu'aux plus expérimentés utilisateurs, et anéantir des victimes moins solides qui — éprouvées par l'enfer du harcèlement en ligne — ne trouvent qu'une manière de se déconnecter : le suicide<sup>3</sup>.

Endiguer de tels drames ne se fait guère en un tour de main. Prenons le harcèlement scolaire : il faut du temps pour prendre conscience du problème. Il en faut également pour imaginer des solutions adaptées - que ce soit au niveau familial, scolaire, institutionnel ou politique. Tant d'acteurs sont impliqués : élèves (bourreaux comme victimes), parents, corps enseignant, directions scolaires, ministère de l'éducation, associations d'aide à la jeunesse, institutions judiciaires, partis politiques... Si l'on veut juguler le problème de façon efficace, du temps est nécessaire.

## BEAUCOUP DE TEMPS...

Mais le temps manque cruellement. Car sitôt un seuil franchi dans la numérisation du monde, l'étape suivante s'impose en force avec l'introduction de la 5G aujourd'hui, et l'avènement d'un état électronique voulu par l'actuel gouvernement belge. Il est vrai que ce dernier s'inscrit dans le sillage de la stratégie digitale européenne, laquelle est elle-même amarrée aux demandes politiques d'influents lobbies d'affaires - comme Digital Europe (porte-voix de l'industrie numérique auprès de l'Union européenne) ou GS1 (gestionnaire mondial du code-barres, et artisan discret de *l'Internet des objets*). Par leur biais, les empires marchands numériques exigent non seulement de consacrer l'argent public de nos impôts à la construction d'une immense toile d'araignée numérique (infrastructures digitales, 5G, attribution de fréquences radios...), mais aussi d'y emprisonner — de gré ou de force — nos corps biologiques et les moindres instants de notre vie<sup>4</sup>. Amours, amitiés, hobbies, boulot, déplacements, coordonnées privées, affinités sexuelles, produits consommés, livres lus, repas avalés, sites Internet consultés, données de santé ou d'ADN, convictions politiques et religieuses : chez nous, *en nous*, tout les intéresse ! Car plus nombreuses et précises seront les données captées dans leurs silos électroniques, plus gros seront leurs profits...

Autant dire qu'ils se proposent de transformer l'entièreté de la planète en salle d'interrogatoire high-tech, dans laquelle nous devons livrer (consciemment ou non) toujours plus de données personnelles. En d'autres temps, en d'autres lieux, on aurait nommé ça le délire inquisiteur d'une quelconque dictature. Dans le cas présent, le bruit de fond idéologique préfère encenser la « liberté d'entreprendre », — souvent en omettant de préciser le soutien actif des gouvernements. Mais pour quels lendemains ?

Peut-être ceux que Jonathan Cray redoute dans son livre *Le capitalisme numérique à l'assaut du sommeil* ?

En tout cas, ce n'est pas pour nos libertés individuelles : car pourquoi mettre la charrue du « progrès technique » en mode TGV, alors que notre faculté d'adaptation est liée au rythme plus lent, mais courageux, des débats démocratiques ?

Bruno Poncelet



Illustration: Christophe Nottet

<sup>1</sup> À l'heure où nous vivons, celle d'un holocauste planétaire exterminant massivement une multitude d'espèces, ajoutons qu'une confusion règne également entre ce que nous nommons le progrès humain (qui ne sert bien souvent qu'une minorité de privilégiés solvables) et l'intérêt général d'écosystèmes en bonne santé.

<sup>2</sup> À titre personnel, je déplore que *Kairos* n'ait pas davantage creusé cette réflexion au cours des mois écoulés. Car si toute politique étatique peut être soumise à la critique — *a fortiori* quand elle contraint autant nos libertés personnelles —, je trouve que le sens de la nuance s'est estompé pour mener une charge à sens unique contre le confinement et la quasi-totalité des mesures de précaution sanitaire, évinçant ainsi du débat ce que le coronavirus raconte de nos rapports aux autres vivants — qu'ils soient humains à la santé fragile ou non-humains.

<sup>3</sup> Dans le documentaire « *Cyber-harcèlement, l'enfer du clic* » produit en 2020 par RTS-Temps Présent, les reporters Nicolas Pallay et Quentin Bohlen font témoigner diverses personnes (bloggeur, femme politique, journaliste sportif, youtubeuse influente, etc.), toutes victimes d'attaques virulentes massives en ligne.

<sup>4</sup> Nulle théorie du complot ici. Plutôt de nombreuses accointances entre les demandes politiques des empires marchands numériques (consultables sur les sites de Digital Europe et GS1) et l'index DESI de la Commission européenne. De même, la numérisation de nos corps biologiques (nommée *Internet of bodies*) n'est pas une légende urbaine, mais l'un des sujets abordés au cours du Forum économique Mondial de juillet 2020. Cfr. mon analyse « *L'état électronique : comment ? Pourquoi ?* », disponible sur le site du [www.cepag.be](http://www.cepag.be) (rubrique publications, 30 octobre 2020).

# Rendre le visible invisible

« Le poème est le voile qui rend visible le feu, qui le rend visible par cela même qu'il le voile et le dissimule. Il montre donc, il éclaire, mais en dissimulant et parce qu'il retient dans l'obscurité ce qui peut seulement s'éclairer de par l'obscur et en le gardant obscur jusque dans la clarté que l'obscurité fait première. Le poème s'efface devant le sacré qu'il nomme<sup>1</sup>. »

Toute addiction est, par définition, problématique : il s'agit d'une consommation dont on ne peut se passer malgré les nuisances qu'elle entraîne. Certaines assuétudes sont bien sûr plus onéreuses, nébuleuses, insidieuses et perniciosieuses que d'autres. Les écrans dont il est question ici sont multifonctions ; chronophages, ils sont aussi ubiquistes (présents partout), contribuant à estomper la différence entre les mondes public et privé. Ils possèderaient toutefois les vertus de leurs vices, c'est-à-dire d'être des outils d'émancipation, de communication et de culture. L'écran serait le poème moderne. Invoquer le sens commun permet pourtant certains courts-circuits interprétationnels tendant à prouver le contraire.

Remarquons, pour commencer, que le premier sens d'écran est celui de protection et d'obstacle (XIV<sup>e</sup> siècle). Il s'agit d'une sorte de meuble dont on se sert pour se garantir de l'action directe du feu (Littré 1882, cf. Le Robert, 1979). L'écran empêche ainsi, à la fois, de se blesser et de voir. Ce n'est qu'au XIX<sup>e</sup> siècle qu'il vient à nommer une surface de projection (1864), jusqu'à devenir, cent ans plus tard, le « petit écran ». L'écran (dé)voile alors ce qu'il veut bien montrer et ne blesse que le spectateur non averti des dangers qu'il représente. Cette ambiguïté constitutive – voiler et dévoiler – se décline en trois temps : atomisme, conformisme et autisme.

L'écran est tout d'abord atomisateur de la société, c'est-à-dire qu'il est producteur de dissociété<sup>2</sup>. C'est un outil d'isolement (on dit maintenant de confinement) qui empêche la communication en personne, voire la dissuade. En envahissant, de manière qui plus est totalement indiscriminée, les sphères privée et publique, il sape les conditions de possibilité de l'individuation, c'est-à-dire

du devenir-soi. La progression destinale demande bien sûr intimité et autonomie, mais aussi intersubjectivité et contact. Elle exige des relations humaines concrètes, les seules qui garantissent l'accès à la métacommunication (Bateson, 1951) et à tout ce qu'elle a d'incarné et de kinésique (Birdwhistell, 1952)<sup>3</sup>.

Bien sûr, l'écran, comme naguère le télégraphe, peut prétendre créer du lien et permettre la communication, mais le prix à payer est très élevé. L'écran est, en effet, un outil d'uniformisation qui permet de réduire le niveau de conscience des spectateurs comme on réduit une sauce, par évaporation du sens. Il est le plus sûr allié du conformisme, dont les nuisances ne sont que trop évidentes depuis que les rescapés des camps de concentration ont publié leurs témoignages et que la psychologie expérimentale en a précisé les variables comportementales. Le but des camps de concentration nazis était aussi politique qu'économique : créer une masse populaire pour assurer l'alimentation des industries en rouages parfaits, c'est-à-dire en esclaves mécanisés. L'individu doit être détruit et la solidarité abolie. Du reste, en torturant certains on terrorise toute la population et on s'assure que la proie se sente coupable et endosse le récit – nazi pour la circonstance – de son aliénation<sup>4</sup>.

Quelques psychologues ont aidé à comprendre la mécanique du conformisme ; les pionniers sont Arthur Jenness (1932), Muzafer Sherif (1935), Solomon Asch (1951), Stanley Milgram (1963) et Philip Zimbardo (1971)<sup>5</sup>. En bref, leurs conclusions (agrégées) sont les suivantes : si, par définition, le conformiste cède à la pression de ses pairs, cette dernière n'est pas nécessairement explicite et elle est souvent inconsciemment acceptée. Pourquoi ? L'acceptation fait suite, ou bien à une influence nor-

mative, ou bien à une lacune informationnelle. Dans le premier cas, le sujet cherche à renforcer le sentiment d'appartenance au groupe ; dans le second, il s'en remet à l'intelligence collective afin de pallier un manque de connaissance personnelle. Trois cas de figure se dessinent donc : l'acceptation (le sujet endosse pragmatiquement l'opinion du groupe, sans pour autant modifier son jugement personnel), l'internalisation (le sujet est persuadé que le groupe a raison), l'identification (l'adhésion totale, sans aucune arrière-pensée). C'est cette dernière possibilité qui est la plus efficace, nous allons le voir.

Enfin, l'écran suscite une forme d'idiotie, si pas de conscience autistique. Lorsque le sujet est à la fois atomisé et conformisé, il acquiert une conscience qui a pu être appelée schizoïde ou autistique : « La conscience spectaculaire, prisonnière d'un univers aplati, borné par l'écran du spectacle, derrière lequel sa propre vie a été déportée, ne connaît plus que les interlocuteurs fictifs qui l'entretiennent unilatéralement de leur marchandise et de la politique de leur marchandise. Le spectacle, dans toute son étendue, est son "signe du miroir". Ici se met en scène la fausse sortie d'un autisme généralisé<sup>6</sup>. » La conscience de l'individu solidaire est remplacée par l'inconscience du clone atomisé.

En conclusion, il faut revenir sur les techniques d'atomisation et d'uniformisation à la lumière du récit de George Orwell. L'utilisation du mensonge, l'infantilisation, la culpabilisation et la peur sont finalement d'une efficacité très relative. Terroriser par un récit anxiogène et des mesures coercitives arbitraires permet par contre de prendre possession des corps et des esprits. Cet effort pour rendre l'autre fou (Searles, 1959)<sup>7</sup> a été décrit par Orwell à l'aide de la « double pensée » : il s'agit de prendre consciemment et inconsciemment ce que l'on sait être faux pour vrai – à moins que les circonstances n'exigent que l'on se rende compte que ce faux vrai est un vrai faux. Lorsque la manipulation est évidente, la proie est obligée de faire le travail d'aliénation elle-même et de se réfugier d'elle-même dans les rets de la folie. Cliniquement, on demande aux acteurs d'être d'efficaces psychotiques.

Michel Weber

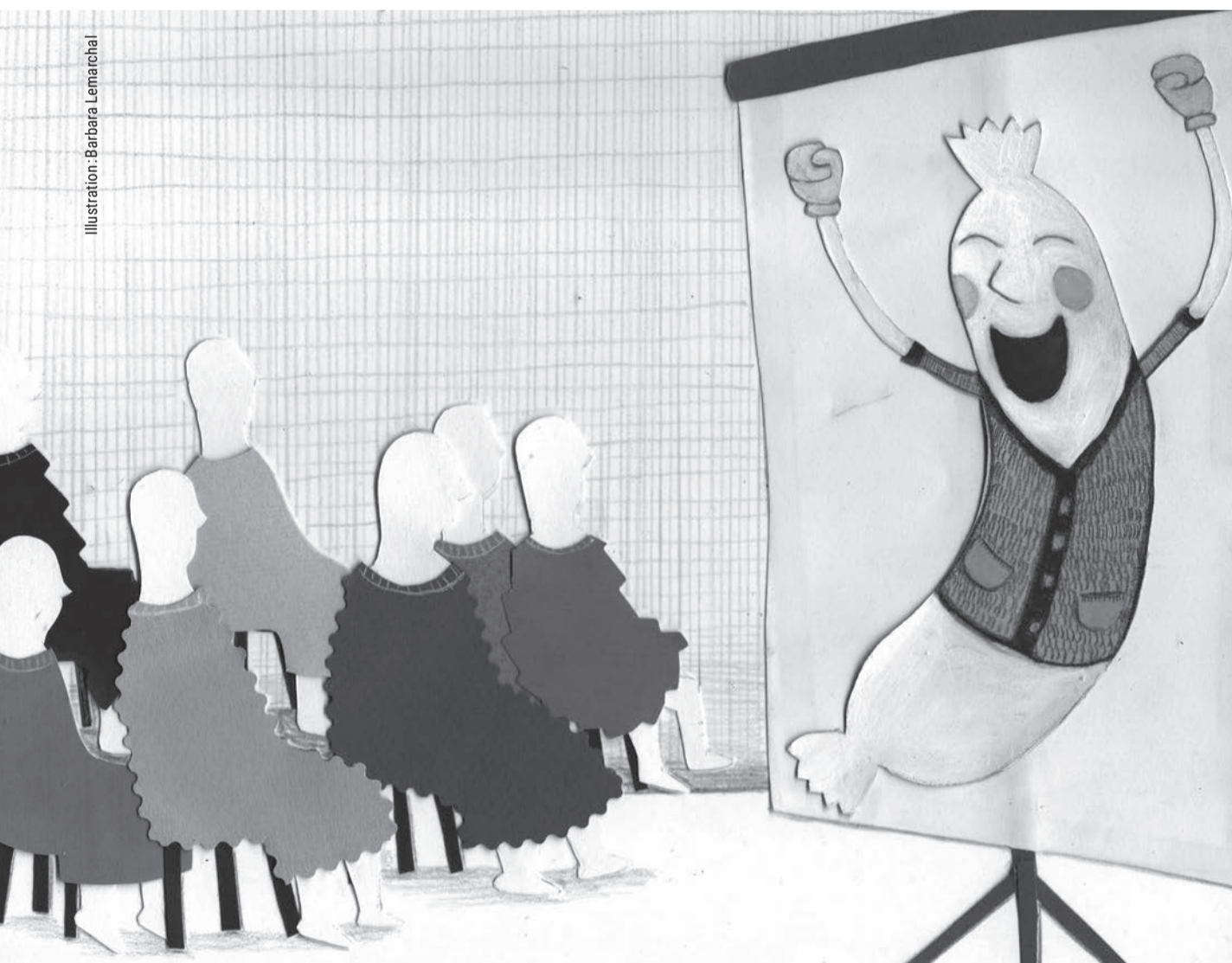


Illustration : Barbara Lemarchal

1 Maurice Blanchot, *L'espace littéraire*, NRF Gallimard, 1955, p. 241.

2 Jacques Généreux, *La Dissociété*, Seuil, 2006.

3 Jurgen Ruesch et Gregory Bateson, *Communication. The Social Matrix of Psychiatry*, New York, W. W. Norton & Company, Inc., 1951 ; Ray L. Birdwhistell, *Introduction to Kinesics*, Louisville, University of Louisville Press, 1952.

4 Cf., par exemple, Bruno Bettelheim, « Individual and Mass Behavior in Extreme Situations », in *Journal of Abnormal and Social Psychology*, 38, 1943, pp. 417-452 ; Leo Löwenthal, « Terror's Atomization of Man » *Commentary* 1, 1945/1946, pp. 1-8 ; Viktor Frankl, *Trotzdem Ja Zum Leben Sagen. Ein Psychologe erlebt das Konzentrationslager*, Wien, Deuticke, 1946 ; Primo Levi, *Se questo è un uomo*, F. De Silva, 1947.

5 Arthur Jenness, « The role of discussion in changing opinion regarding a matter of fact », in *The Journal of Abnormal and Social Psychology*, 1932, 27, 279-296 ; Muzafer Sherif, "Autokinetic effect" experience, 1935 ; Muzafer Sherif, « A study of some social factors in perception », in *Archives of Psychology*, 1935, 27, No. 187, 23-46 ; Solomon E. Asch, « Effects of group pressure upon the modification and distortion of judgment », H. Guetzkow (ed.) *Groups, leadership and men*, Pittsburgh, PA, Carnegie Press, 1951, pp. 177-190 ; Stanley Milgram, *Obedience to Authority. An Experimental View*, New York, Harper and Row, 1974 ; Philip G. Zimbardo, *The Lucifer effect. Understanding how good people turn evil*, New York, Random House, 2007. Cf. Michel Weber, *Pouvoir de la décroissance et décroissance du pouvoir. Penser le totalitarisme sanitaire*, Chromatika, 2020.

6 Guy Debord, *La Société du spectacle* [1967], in *Œuvres*, Gallimard, 2006, p. 585, citant Joseph Gabel, *La Fausse Conscience : essai sur la réification*, Éditions de Minuit, « Arguments », 1962.

7 Harold F. Searles, « The Effort to Drive the Other Person Crazy-An Element in the Aetiology and Psychotherapy of Schizophrenia », in *British Journal of Medical Psychology*, XXXII/1, 1959, pp. 1-18.

# Les jeunes : les « gueules cassées » de la crise sanitaire

*2019 : des milliers de jeunes battaient le pavé, réclamant des mesures robustes pour sortir de l'emballement climatique, qu'ils allaient subir de plein fouet. Des jeunes « plus chauds que le climat », la rage au ventre, protestant contre l'inertie étatique, organisant des grèves scolaires hebdomadaires pour qu'on les entende. Grâce à leur mobilisation, jamais la prise de conscience de l'urgence climatique n'a été aussi forte. Elle a infléchi le cours politique.*

*Hier encore, les jeunes incarnaient cette génération pleine d'espoir. Aujourd'hui, assignés à résidence, ils sont la génération sacrifiée. Les « Greta Thunberg » et autres figures de proue estudiantines ont largement été réduits au silence. Un confinement qui s'éternise depuis des mois : c'est non seulement l'interdiction de se rassembler, de s'organiser. C'est l'éteignoir, le couvercle qui étouffe insidieusement leur rage de vivre, leur désir ardent de changement. Les jeunes sont devenus les sans-voix. Ils souffrent en silence.*



Illustration : Hannah Lemahieu

**D**e mois en mois, les tours de vis se succèdent : (re)confinement, port du masque généralisé en tout lieu, instauration d'un couvre-feu, bulle de 1 personne par foyer, renchérissement des sanctions administratives, et à présent, depuis l'annonce du comité de concertation de ce 22 janvier, interdiction de voyager... Pour les secteurs Horeca, culturel et de la jeunesse notamment, chaque réunion de concertation s'apparente au supplice du pal. Strictement aucun horizon ne leur est offert. Le discours politique se calque sur celui des virologues, dans un étrange mimétisme. Sans prendre la mesure de la violence psychologique qu'ils font subir à la population, aux « non-essentiels » qui plongent dans la pauvreté, la colère ou la déprime.

## LES VIROLOGUES N'ONT PAS LE MONOPOLE DE LA SANTÉ

Que les virologues appréhendent la santé sous l'angle restrictif du virus n'a pas lieu de surprendre. C'est leur domaine d'expertise. Mais au motif qu'il faille gagner la guerre contre le Covid-19, ils en oublient que l'humain ne se réduit pas à être un « virus sur patte ». La santé est, par essence, multidimensionnelle. Une armada de professions médicales, dont les experts en santé mentale, y travaille. Toutefois, ils ne sont pas sous les feux de la rampe. Que disent-ils ? Ils tirent la sonnette d'alarme...

Dans une étude publiée le 30 novembre dernier, des professionnels en psychologie, psychanalyse, pédiatrie et pédopsychiatrie dressaient notamment un constat terrifiant des dégâts infligés par la politique sanitaire sur les enfants<sup>1</sup>. Un traumatisme qui provient d'une inversion des rôles : des adultes infantilisés par l'État et des enfants traités comme des adultes auxquels l'on supprime la joie de vivre, les loisirs, la socialisation, la tendresse. Repli sur soi, régression des apprentissages, un rapport terrorisé au corps et au vivant, de graves perturbations dans le vivre-ensemble et la socialisation. La communication, et ses subtilités non-verbales, sont mutilées par le masque, le réconfort, par le toucher, est réprimé, etc. Pour certains, l'école est désormais vécue sur un mode phobique. « Elle n'est plus le lieu de l'apprentissage de la socialisation, mais celui de l'apprentissage de la distanciation sociale. Elle n'est plus le lieu du vivre-ensemble, mais celui du marquage de la méfiance de tous contre tous »<sup>2</sup>.

Pour nos ados également, on leur supprime la projection confiante dans la vie. La démotivation, la baisse d'énergie, le décrochage scolaire les rongent, notamment ceux qui doivent faire face à des difficultés financières. Les activités sportives, artistiques et culturelles, comme gage d'émancipation, ont cédé la place aux écrans, à l'isolement social. Cloîtrés, masqués, culpabilisés, leur chambre s'est insidieusement muée en univers carcéral, où s'invite la peur.

Dans cet état de fait, le gouvernement a une lourde responsabilité. De façon symptomatique, « dangereux » est le terme choisi

par le Premier ministre Alexander De Croo, le 18 novembre dernier, pour justifier l'application de la règle « une personne par foyer » à Noël : « Nous serons encore dangereux les uns par rapport aux autres<sup>3</sup> ». Le choix des mots vaut son pesant d'or. « Dangereux » ou l'effet repousseur. L'autre est un ennemi potentiel dont chacun doit se méfier. Il s'inscrit dans la logique « Nous sommes en guerre » du président Macron. Une rhétorique qui aura permis de ressusciter la pratique de la délation, un moyen commode pour prêter bénévolement main forte à la police dans l'application des mesures coercitives.

La question est : quel conditionnement de terreur et d'impuissance souhaite-t-on imprégner dans le psychisme des enfants, qui sont de véritables éponges de nos émotions, et des ados, chez qui l'« éco-anxiété » fait déjà des ravages et pour qui le besoin de fuir le cocon familial et de se frotter au monde extérieur est vital ?

À ce sujet, les experts affirment, dans un article paru dans *The Lancet*, « Child & Adolescent health », que les interactions sociales font partie des besoins de base des enfants et des adolescents, tout comme le besoin fondamental de manger ou dormir<sup>4</sup>. Autrement dit, « des besoins essentiels », dont la privation renouvelée oblige nos jeunes à vivre durablement en apnée...

Au nom d'une prudence extrême dans la gestion du virus, on est en train d'engendrer une génération de jeunes malades psychologiquement. À ce jeu, l'autorité étatique prend le risque d'être de plus en plus vécue comme déshumanisée, robotisée, un agent de

contrôle et de surveillance, suscitant une défiance croissante de l'opinion, singulièrement auprès des jeunes stigmatisés.

Les remèdes : un changement de cap radical des médias dominants et des politiques, qui nouent des liaisons dangereuses. Ce qui passe, entre autres, par un changement narratif, en retrouvant le sens profond de la solidarité, la compassion et la bienveillance ; des valeurs qui ne se décrètent pas à coup d'arrêt ministériel.

## DÉSAMORCER LA BOMBE PSYCHIQUE

Depuis des mois, les médias officiels nous biberonnent à la peur de la mort. Ils nourrissent un discours binaire, de stigmatisation : les « complotistes », les « conspirationnistes », etc. Ils nous livrent également une pensée prédiégérée. À leurs yeux, la seule clé de lecture de la réalité qui vaille est visiblement celle véhiculée, en priorité, par les experts virologues et épidémiologistes, pour qui le gouvernement n'en fait jamais assez. Leur appel semble unidirectionnel : plus d'interdiction, plus de contrôle coercitif, au motif qu'il faut enrayer la première vague, prévenir puis contenir la deuxième, et ensuite la troisième, encore plus dangereuse, avec ses nouveaux variants !

Inaptes à voir la crise en 3D, ils ont *de facto* fait basculer nos vies dans le mode « survie ». Or, force est de rappeler qu'à côté des victimes du Covid, il y a les autres pathologies, en ce incluse la santé mentale, et enfin, l'économie. *In fine*, en s'inscrivant durablement dans le sillon de l'approche sectorielle, et forcément limitative, des virologues, les autorités politiques prennent le chemin du joueur de flûte d'Hamelin : sauver des vies en les détruisant.

## DES JEUNES STIGMATISÉS, MAIS QUI ENCAISSENT...

Ce matraquage médiatique a réussi, en un temps record, à faire basculer le concept de « liberté » dans le registre des mots « honteux », singulièrement pour les jeunes, qui en sont épris. À l'heure « covidienne », la liberté qu'ils réclament tend subitement à être associée à de l'égoïsme ou de l'individualisme forcené. Mais à qui la faute ? Le « chacun pour soi », n'est-ce pas la marque de

fabrique du néolibéralisme économique qui régit notre société ? La liberté n'est-elle pas le socle du marché unique européen, qui repose sur la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux ? Un des mantras de l'UE n'est-il pas précisément l'accroissement de la compétitivité, au moyen de la mise en concurrence ? Le « darwinisme social » n'est-il pas l'enfant légitime de l'ultra-libéralisme ? Nos jeunes ne sont-ils pas baignés dans un système éducatif qui valorise entre autres le mérite individuel, la performance ?

Certes, le principe selon lequel « la liberté de chacun s'arrête là où celle des autres commence » est d'une actualité brûlante, à l'instar de l'indispensable solidarité. Dans cet esprit, les jeunes qui enfreignent les règles sont dans leur tort. Mais peut-on raisonnablement se limiter à un discours moralisateur, culpabilisateur, répressif et punitif à leur égard, compte tenu qu'ils sont porteurs des valeurs que nous leur avons inculquées ?

Plus fondamentalement, on s'étonne de la facilité à laquelle on a pu basculer, en quelques mois, d'une société occidentale d'« enfants-rois », éprise de la pédagogie « il est interdit d'interdire », soucieuse de prohiber toute violence éducative ordinaire, au moyen de l'adoption de loi « anti-fessée », à une société « covidienne », où la maltraitance psychologique se pratique à grande échelle, avec le consentement implicite de la majorité silencieuse.

C'est que la gestion de crise prend, en effet, de plus en plus les traits d'une « thérapie de choc » : instauration de la règle « une personne par foyer » qui divise les couples et les fratries ; assimilation de l'enfant à un meurtrier s'il a embrassé spontanément ses grands-parents ; intransigeance scolaire face à l'inconfort du port du masque en continu pour la respiration ; interdiction du câlin ; interdiction de fêter la fin des examens entre amis, etc. D'une certaine façon, « s'aimer » est prohibé, hormis de façon virtuelle.... Telles sont les dérives d'un univers « hygiéniste », « aseptisé ».

La santé mentale est dans l'angle mort de la crise sanitaire. Le gouvernement est aveugle à la souffrance grandissante de la population, et singulièrement des jeunes. Or, elle est une bombe à retardement, d'autant plus que le covid-19 ne les terrasse pas seulement mentalement. Il les couvre de dettes. Pour amortir le choc de la pandémie, l'UE et ses États membres ont sorti l'artillerie lourde. Du jour au lendemain, on est passé de la rigueur budgétaire dogmatique à l'endettement public vertigineux. À charge des générations futures.

Autre épée de Damoclès. Le covid aura permis ce grand bond en avant dans l'ère numérique, dont l'impact sur l'environnement est colossal. Une dette écologique, qui s'échelonne de l'extraction des métaux rares à la gestion de millions de tonnes de déchets électriques et électroniques produites chaque année. Sans compter qu'une consommation effrénée, voire compulsive, de ses multiples applications encourage une gabegie électrique sans précédent. À ce stade, le numérique est responsable de 4% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, soit le double du transport aérien ; une empreinte carbone amenée à doubler d'ici 2025, et qui ne manquera pas d'alimenter l'«éco-anxiété» des jeunes.

La peur de la mort ne doit pas conduire à la mort de l'intelligence collective, du bon sens et de la bienveillance. Il est urgent de retrouver de l'humanité.

**Inès Trépant**, politologue et autrice d'essais sur la politique européenne.

1 « Impacts traumatiques de la politique sanitaire actuelle sur les enfants : un constat clinique alarmant » (30 novembre 2020). <https://reinfocovid.fr/wp-content/uploads/2020/12/Politique-sanitaire-enfants.pdf>

2 *Idem*, p. 11.

3 Propos du premier ministre Alexander De Croo, tenu le 18 novembre 2020. « D'ici la Noël, le coronavirus sera toujours là. Et les gens ne sont pas vaccinés. Nous serons encore dangereux les uns par rapport aux autres. Il faut oser le reconnaître ». [https://www.rtf.be/info/belgique/detail\\_coronavirus-en-belgique-nous-ne-voulons-pas-de-vague-de-noel-affirme-alexander-de-croo?id=10635002](https://www.rtf.be/info/belgique/detail_coronavirus-en-belgique-nous-ne-voulons-pas-de-vague-de-noel-affirme-alexander-de-croo?id=10635002)

4 [https://www.thelancet.com/journals/lanchi/article/PIIS2352-4642\(20\)30186-3/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanchi/article/PIIS2352-4642(20)30186-3/fulltext), cité dans l'étude précitée, p. 3.

→ suite page 10

retard et trouble de la communication verbale et non verbale, retard et bizarrerie du langage, intérêt exclusif pour certains objets (comme les écrans de nos jours), c'est-à-dire absence de comportement exploratoire ou de curiosité.

**Pour vous, la violence et la pornographie présentes sur la Toile et dans les jeux vidéo déteignent inévitablement dans les comportements IRL (in real life)...**

Un philosophe platonicien, Plotin (205-270) a dit : « Chaque être est et devient ce qu'il contemple ». Il voulait dire par là que l'identité du sujet se construit en lien avec ce qu'il désire et ce à quoi il aspire à s'unir. Plus j'aspire à la Vérité, au Beau et au Bien, plus ces concepts impacteront ma pensée, mais aussi ma vie. Inversement, plus je m'étourdis dans la consommation, dans l'excitation produite par la contemplation de l'obscène, de la démesure, plus je ressemble à ce vers quoi je tourne sans cesse mon regard. Je travaille dans un service d'urgence psychiatrique pour adolescents âgés de 12 à 18 ans. Le rythme des entrées s'est accéléré ces dernières années. En schématisant, on a d'un côté des filles (plus des deux tiers des entrées) qui viennent pour des gestes suicidaires, des scarifications à répétitions ; de l'autre, des garçons qui viennent pour des crises clastiques. Les écrans sont 9 fois sur 10 les déclencheurs de la crise (tentative de suppression du portable par les parents, cyberharcèlement via les réseaux sociaux pour les filles, tentative de sevrage des jeux vidéo par les parents pour les garçons). Quand je discute avec ces jeunes de leur environnement scolaire et familial, ils décrivent souvent des univers familiaux chaotiques, mais quand je prends le temps de regarder ce qu'ils regardent (via leur portable) à raison de 6 à 8 heures par jour — beaucoup étant déscolarisés depuis quelques mois déjà —, je suis effarée. Via le net, les enfants sont projetés brutalement dans un monde où les relations hommes/femmes

sont montrées dans des situations d'aliénation (via le porno), où la violence et la barbarie sont une fête (via les jeux vidéo ou les films d'horreur). Nul ne peut ressortir indemne de la contemplation de ces spectacles, *a fortiori* quand ils vous « occupent » 5 heures par jour.

**Cela fait longtemps que je soutiens que la fonction parentale s'affaiblit dans la modernité tardive. Si les écrans n'en sont pas les seuls responsables, ne jouent-ils pas un rôle déterminant, nonobstant ?**

Oui. Les écrans dépossèdent les parents de leur rôle. La transmission des valeurs, des idéaux, des opinions politiques et religieuses passait, il y a 20 ans encore, par les parents. Les adolescents construisaient leur identité par rapport ou contre cette culture familiale. Aujourd'hui, cette transmission ne se fait plus, tout simplement parce que le temps consacré aux écrans a grignoté sur toutes les autres activités, en particulier les activités partagées avec les parents.

**L'industrie du numérique a-t-elle tenté de vous corrompre ?**

Oui. Au début j'ai eu quelques offres de « collaboration » pour des programmes éducatifs sur tablettes, mais dans mon approche du sujet j'ai souvent fait le parallèle avec le tabac et l'alcool. J'ai décrit le rôle particulier joué par les « marchands de doute », c'est-à-dire des experts plébiscités par l'industrie du tabac ou du vin pour minimiser les effets toxiques des substances vendues. On retrouve ce type d'« experts » pour le numérique. Ils occupent 80% du temps d'antenne sur les plateaux TV ou à la radio quand une émission prétend traiter de ce sujet. Je ne vends pas le doute, j'essaie d'informer les parents et les enfants de la logique purement mercantile qui se tapit derrière le Net, dépos-

édant les parents de leur rôle d'éducateur et les enfants de leur libre arbitre.

**Jusqu'au début de l'année 2020, la thèse de la nocivité des écrans commençait à percoler dans la conscience collective. Puis l'épidémie a, hélas, apporté de l'eau au moulin des numéricolâtres adeptes du « sans contact », notamment dans l'enseignement. Des années d'effort de conscientisation sont-elles anéanties ? Quelles sont les perspectives de lutte pour renverser la tendance ?**

Vous avez raison de décrire une situation sanitaire qui accentue un mouvement de numérisation de la société déjà bien en route. Quand dans un groupe quelque chose dysfonctionne, il faut parfois attendre que ça pète pour que ça change vraiment. Avec le numérique, des signes de fatigue apparaissent : les plus fragiles, jeunes enfants et ados, sont les plus touchés ; augmentation des pathologies mentales lourdes chez le petit par manque de stimulation humaine ; troubles des apprentissages par surstimulation de l'attention réflexe ; troubles des conduites chez les ados par mimétisme des contenus audiovisuels violents et obscènes ; décrochage et absentéisme scolaire par addiction aux écrans. Les parents font de plus en plus le lien entre les symptômes de leur enfant et son lien compulsif aux écrans. Mais ils ne sont pas assez soutenus pour mettre des règles et des limites. Partout — école, santé, administration —, on isole les personnes en les sommant de se soigner, d'apprendre et de résoudre leur problème via une interface avec une machine et non plus un être humain.

**Propos recueillis virtuellement par Bernard Legros, janvier 2021.**

# « Nous sommes dirigés par des pervers »

## INTERVIEW AVEC DANY-ROBERT DUFOUR

*Dany-Robert Dufour, philosophe français, est l'auteur de nombreux ouvrages. Dans Baise ton prochain (Actes sud, 2019), il révèle une histoire souterraine du capitalisme, dont Bernard de Mandeville avait, il y a trois siècles déjà, défini les grandes lignes d'une organisation sociale dont on constate aujourd'hui la nocivité profonde. Ces enseignements sont indispensables pour nous aider à comprendre la société actuelle et la changer. L'interview a été réalisée avant la crise du Covid, crise qu'on peut lire également à la lumière des propos de Dany-Robert Dufour.*

**Kairos :** Un peu à rebours de l'idée propagée actuellement comme quoi nous serions arrivés dans une société au faite de la perfection, vous découvrez, en recherchant des textes de Mandeville, un écrit inédit qui est fondateur parce qu'il explique justement que le système est arrivé à la perfection dans sa perversité. Pouvez-vous nous expliquer en quoi ce texte est essentiel pour comprendre la société dans laquelle nous vivons ?

**Dany-Robert Dufour :** Ce texte a été écrit en 1714, à l'aube de la 1<sup>ère</sup> révolution industrielle anglaise, et c'est de là que sortira la société qu'on appellera ensuite, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, le capitalisme. Mandeville a été extrêmement lu à l'époque, avant qu'il ne soit mis sous le tapis, tout simplement parce qu'il disait les choses un peu trop crûment. Ce texte de Mandeville a été soigneusement refoulé, caché, dissimulé, jusqu'à ce qu'il soit récemment redécouvert, dans les circonstances suivantes. Il y a deux ans, un grand éditeur français a voulu rééditer directement en poche les écrits de Mandeville, et il m'a proposé ce travail d'édition et de présentation. Donc, après avoir relu tout Mandeville, j'ai choisi cinq textes : *Introduction à la fable des abeilles*, *La fable des abeilles*, *Remarques sur la fable des abeilles*, *L'essai sur la charité* et *L'essai sur les maisons closes*.

**On peut rappeler ce qu'est « La fable des abeilles », un texte également important ?**

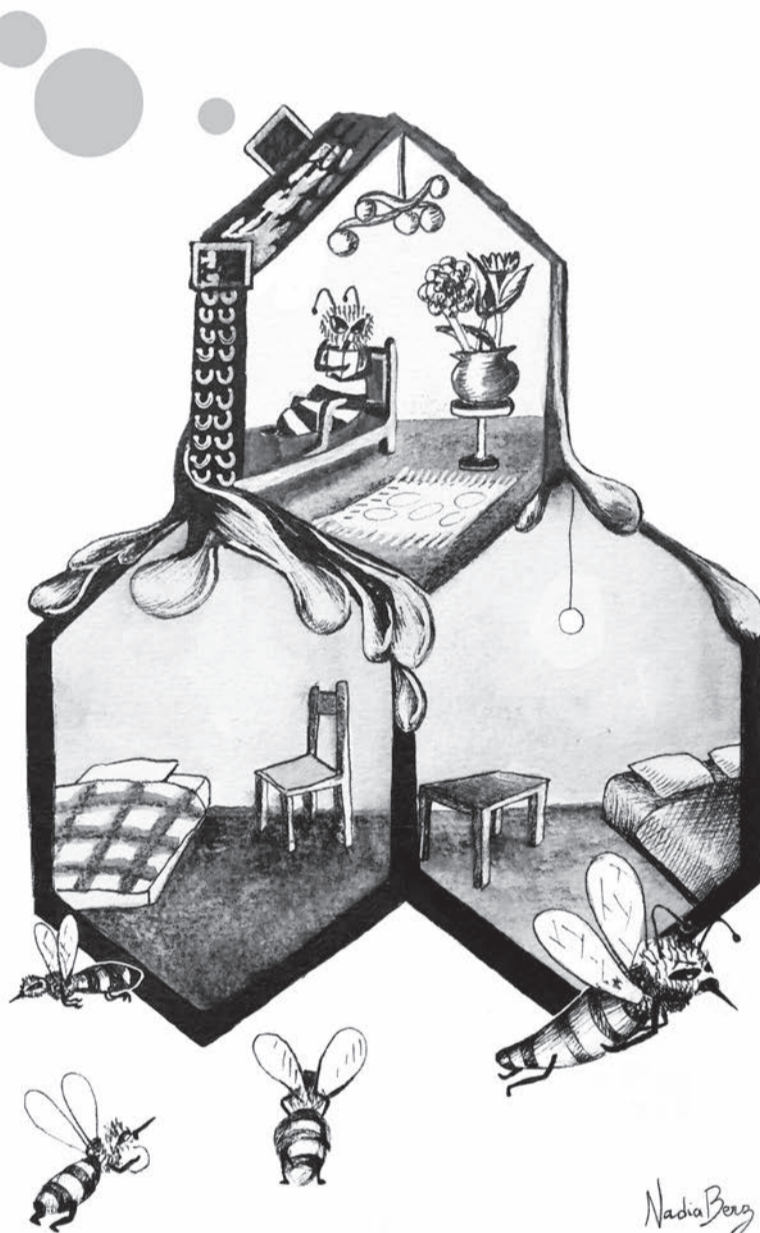
Oui, un texte-clé. Mais quand j'ai relu tout Mandeville, je suis tombé sur cet autre texte qui avait complètement disparu. Véritablement, je suis, si je puis dire, tombé de mon fauteuil [rire] tellement il était puissant ! Il a été publié pour la première fois en 1714 avec *La fable des abeilles* et s'appelle *Recherches sur les origines de la vertu morale*. Alors, commençons par *La fable des abeilles*. Elle est écrite à la façon des fables de La Fontaine, ce qui n'est pas étonnant puisque Mandeville en avait été le traducteur, en Angleterre. Il a fait des études de philosophie et de médecine à Leyde, et il est parti outre-Manche vers 1695, pour s'établir comme spécialiste des "maladies de la tête". Environ dix ans plus tard, il traduit à Londres trente fables de La Fontaine, et ce faisant apprend les techniques de versification et de scansion. C'est un suffisamment bon exercice pour qu'il se pose un jour la question : « Et moi, si j'écrivais une fable ? » Ainsi naît *La Fable des abeilles*, en deux parties. Dans la première partie, c'est une ruche, ce qui reprend le dispositif animalier de la fable. La ruche est riche parce que tous ses occupants sont un petit peu voleurs sur les bords. Ils escroquent partout dans tous les échanges, par exemple, les magistrats prélèvent quand ils jugent des affaires, une petite commission, et de commission en commission, ça s'accroît. Tout le monde est à peu près dans cette disposition, un peu larron, et cela se trouve d'ailleurs dans le titre de la fable, « les larrons devenus honnêtes ». Mais pourquoi ça fonctionne si bien ? Parce que cet argent qui s'accumule par des petits rapt, vols ici et là finissent par créer des poches d'argent qui se déversent ensuite dans la société et la fait fonctionner.

**C'est la première fois qu'on évoque la théorie du ruissellement ?**

Oui, et ça reste encore valable aujourd'hui. C'est pour ça que c'est un texte important, c'est à cette époque-là que cette théorie a été inventée.

**Il y a 300 ans...**

Oui. Donc, dans la première partie de la fable tous les vices y passent pour créer de la richesse, supposée ruisseler ensuite. Le problème c'est que les habitants de la ruche sont hantés par



la culpabilité. Ils se voient eux-mêmes vicieux et se sentent coupables. Du jour au lendemain, ils décident subitement de devenir honnêtes. C'est la deuxième partie de la fable. À ce moment-là, la ruche, qui grossissait par toutes ces petites accumulations, commence à dépérir, jusqu'à la chute finale. Voilà donc la rançon de l'honnêteté ! Morale : les vices privés font la vertu publique, la richesse publique. Lors de la deuxième édition de la fable, c'est un scandale, on accuse Mandeville d'être un esprit satanique qui promeut le vice ; on transforme son nom, Mandeville en *Man Devil*, « l'homme du diable ».

**Il dit ce qu'on ne veut pas entendre...**

Oui ! Alors, Mandeville se pose, dans la première édition, la question « comment faire passer une idée aussi sulfureuse ? ». En inventant un art de gouverner, décrit dans ce livre *Recherches sur les origines de la vertu morale*. Cet art de gouverner est infiniment plus retors que celui de Machiavel, puisqu'il ne concerne pas uniquement le Prince mais l'ensemble des conduites sociales.

**Les enseignements de cette fable ont été oubliés, et on a plutôt retenu la thèse de Max Weber qui, lui, voit dans les sociétés capitalistes l'empreinte du puritanisme...**

Pour blanchir Mandeville à la génération suivante, il y a eu Adam Smith, puis au début du XX<sup>e</sup> siècle, Max Weber, pour le faire

oublier. C'est là que Mandeville disparaît. Mais revenons à son art de gouverner. Nous sommes en 1714, après la révolution anglaise de 1689, qui avait posé les bases de la démocratie. La question que se pose Mandeville est centrale en économie politique : « Comment faire vivre les hommes ensemble, sachant qu'ils sont cupides, égoïstes, voire méchants dans la défense bec et ongles de leurs intérêts ? » Avant 1689, le joug retenait les hommes. Mais, avec l'avènement de la démocratie et l'allègement des contraintes sur les individus, ça ne marche plus. D'où la question : comment tenir désormais les hommes ? Par la ruse. Laquelle ? Réponse de Mandeville : « Pour qu'ils puissent vivre ensemble, il faudrait qu'ils modèrent leur appétence et, puisqu'ils sont cupides, il faudrait les payer ». Le problème, c'est qu'on n'a pas assez d'argent pour payer tout le monde. Il faut donc les payer avec une monnaie qui ne coûte rien, c'est-à-dire avec du vent, du bla-bla, du discours. En leur tenant un discours consistant à leur dire l'inverse de ce qu'ils sont. S'ils sont cupides, il faut leur dire : « Mon Dieu, vous êtes formidablement bien dévoués au bien public ! ». On leur sert en fait le fantasme de la vertu. Certains y croient et finissent par devenir vertueux ; ça crée une classe immense de gens qui sont tenus par leur paraître. Ils sont vicieux, égoïstes, mais ils veulent paraître vertueux et ils finissent par se tenir dans les marges de la vertu.

Cependant, il y a une petite classe avec laquelle ce stratagème ne fonctionne pas du tout, des irréductibles qui n'en font qu'à leur tête, au XVIII<sup>e</sup> siècle, on les appelle les scélé rats. Mais cette seconde classe de scélé rats est fort utile car elle sert de repoussoir vis-à-vis des vertueux. C'est ici qu'intervient le génie de Mandeville qui indique que cette partition est faite au profit d'une troisième classe, une classe invisibilisée. Elle est composée des « worst of them », les pires d'entre les hommes, ceux qui jouent sur les deux tableaux, simulant la vertu et dissimulant leurs penchants avides. Les deux classes apparentes n'existent en somme que pour que la troisième classe dirige finalement les affaires politiques et économiques, en tenant la plupart des hommes par le fantasme de la vertu, de sorte qu'on pourra leur tondre la laine sur le dos sans qu'ils ne bougent. C'est ça la politique de la ruse. Mandeville était philosophe et "psy", ce qui s'appelait alors « médecin des passions de l'âme ». Il est le premier inventeur de la théorie de l'inconscient : « Les hommes ne sont pas là où ils pensent, ce qu'ils sont, c'est avides, et ce qu'ils veulent paraître, c'est vertueux. » Deux siècles avant Freud, il postule donc que la psyché humaine est marquée par la division subjective.

**Il y a une passion de ne pas savoir chez l'homme ?**

Oui, ne pas savoir ce qu'il est. Et cela est exploité d'une façon politique.

**Ce qui est formidable c'est qu'il le met en lien avec la division en classes...**

Oui ! Mandeville crée deux classes, les scélé rats et les vertueux, ceux-ci étant les névrosés d'aujourd'hui. La troisième classe est celle des pervers, qui se servira des scélé rats comme repoussoir aux yeux des vertueux, qui dès lors se tiendront tranquilles. C'est ça l'art de gouverner mandevillien. Joliment retors, n'est-ce pas ?

**Cette troisième classe fait vraiment penser à nos politiciens...**

Ah bon ? C'est du mauvais esprit, ça ! [rire]

**C'est la capitale de l'industrie, comme on les appelle. La Belgique a été traversée par des scandales, comme celui du Samu social. L'argent qui devait aller aux plus pauvres des plus pauvres, ceux du CPAS ou les SDF, a été volé par ceux-là qui étaient censés leur redistribuer. Ces individus-là n'ont pas été en prison.**

Vous savez, il y a des personnes « vertueuses » importantes aussi en France... Vous en avez certains, par exemple, comme un PDG de Renault qui donnait du travail à tout le monde, faisait progresser le PIB de son entreprise mais n'hésitait pas à liquider partout tout ce qui n'était pas rentable, ce qui lui a permis de créer d'énormes caisses dans lesquelles il puisait pour son propre bénéfice.

**Ça n'arrête pas, en fait... Le sang contaminé...**

Oui, par exemple, le sang contaminé ou encore l'une des plus grandes entreprises d'automobiles du monde, « vertueuse », rhénane, allemande, qui truque des tests de la pollution atmosphérique tout en sachant très bien que l'air qu'on respire est responsable de quelques milliers de morts par jour dans le monde... Ajoutez ces cas les uns aux autres et vous verrez qu'il y a vraiment un principe de perversion sociale qui structure le capitalisme.

**Ce qui est fabuleux, c'est qu'on s'évertue toujours à ne pas conclure...**

Ah, mais bien sûr !

**On s'évertue à dire que ce ne sont que des accidents...**

Ce ne sont que de regrettables accidents et maintenant on va devenir vraiment vertueux...

**Je voulais vous citer Guy Debord et sa Société du spectacle. Plutôt que de scélérats, il parle de mafia. Il dit qu'on se trompe quand on oppose la mafia à l'État. Ils ne sont jamais en rivalité ! « La mafia n'est pas étrangère en ce monde, elle y est parfaitement chez elle. Au moment du spectaculaire intégré, elle règne en fait comme le modèle de toutes les entreprises commerciales ».**

Absolument, Debord a raison et je pense que cela avait été déjà établi par Mandeville comme la théorie de la troisième classe perverse, qui fonctionne comme une mafia et se dissimule comme telle, en disposant de tous les moyens d'informations. En France, 98 % de la grande presse privée appartient à sept ou huit grands groupes ! La mainmise sur l'information publique par l'État est notoire en France, surtout depuis quelques années. Donc, ils ont tous les moyens de dissimuler cette perversion.

**Comme dit Alain Accardo, ils maîtrisent la représentation du réel.**

Exactement ! Les pervers mettent en scène leurs vertus, alors que si l'on creuse un peu, on trouve quantité de fonctionnements pervers, c'est-à-dire qui visent à extraire le maximum de profits de l'ensemble de leurs actions. C'est d'ailleurs justement pour cette raison que Mandeville explique qu'il faut confier le monde aux pervers et non plus aux saints. Certes, on misait autrefois sur la bonté, la charité et la sainteté pour que la société fonctionne bien ; mais les saints coûtent cher – il faut les entretenir – et rapportent peu [rire], alors que si l'on mise tout sur les pervers, eux vont créer de l'argent qui va ensuite ruisseler. Ça ruisselle d'ailleurs tellement bien que la richesse des 1% les plus riches de la planète correspond à plus de 2 fois la richesse de 90 % de la population mondiale, soit 6,9 milliards de personnes.

**Et 8 % de personnes dans le monde possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité....**

Oui. La puissance financière s'est considérablement accrue avec le passage au capitalisme financier à partir de 1971, moment où Nixon a cessé d'indexer le dollar sur les réserves en or des États-Unis – ce qui a posé la question de la valeur du dollar. Avant, on répondait qu'un dollar donnait droit à une contrepartie précise en or. À partir du 15 juillet 1971, la valeur du dollar n'a plus été indexée sur l'or. Milton Friedman, le chef de l'École de Chicago a expliqué la nouvelle doctrine : « Pourquoi un dollar vaut un dollar ? Parce que vous croyez qu'un dollar vaut un dollar, de même que votre voisin, et que le voisin du voisin. Bref, tout le monde croit qu'un dollar vaut un dollar ». En d'autres termes, le dollar s'est mis, à partir de ce tournant du capitalisme financier, à ne se référer qu'à lui-même et sa valeur n'a plus été fondée sur quelque chose de réel (l'or), mais sur la croyance en sa valeur...

**L'argent devient une marchandise...**

La monnaie cesse en effet d'être l'étalon qui permet l'échange des marchandises, et le dollar devient alors une marchandise comme une autre, qu'on peut acheter, revendre. Ça devient un produit financier, à côté d'autres produits financiers, comme les assurances, les primes, les subprimes, etc. À partir de cette époque, les échanges bancaires sont représentés par la proportion suivante : 2% environ renvoie à l'économie réelle (entreprises, matières premières, produits finis, etc.) et 98 % correspond à une économie financière, virtuelle, fictive. Avec ses moments d'emballage, ses coups de folie comme lorsqu'on se met à vendre très cher des produits immobiliers surévalués à des gens qui n'ont pas d'argent pour les acheter, mais à qui on prête quand même grâce au système dit des subprimes, ce qui a créé une bulle qui a finalement explosé et mené à la crise de 2008. C'est un système mafieux total, une fable des abeilles multipliée par mille. Alors, comment cela a été possible ? C'est là où on retrouve le nom de Mandeville. Il a été désigné comme le Master Mind par Friedrich Hayek, fondateur en 1947 de la Société du Mont-Pèlerin, avec, à ses côtés, Milton Friedman et trente éminents économistes, financiers, etc., dont huit ont eu ensuite le prix Nobel, comme Gary Becker. Ces apôtres du Marché total ont créé plus tard l'école de Chicago qui a fini par prendre le pouvoir sur les keynésiens, partisans d'une régulation du Marché, à partir des années 1970, et plus encore avec l'élection de Margaret Thatcher en 1979 et de Ronald Reagan en 1980. À partir de là, on est entré dans ce joyeux monde du capitalisme financier qui est en train, on le voit maintenant, de détruire le monde, tout simplement.

**Vous dites que tous les pervers ne sont pas capitalistes et que tous les capitalistes ne sont pas pervers, mais que pour être un bon capitaliste, il vaut mieux être pervers et savoir utiliser les trois caractéristiques de l'argent.**

Oui, bien sûr.

**Argent qui peut être dissimulé dans les paradis fiscaux. Alain Deneault dit que la première chose, quand il y a des problèmes, est de s'arrêter et dire : « Tout ça, ou en tout cas énormément, est dû à la fuite fiscale, mais on n'y touche pas, on continue ». C'est une première caractéristique, se dire qu'on peut avoir plein de pognon, le cacher et toujours paraître vertueux. L'argent permet de tout acheter, mais aussi permet le plus de jouissance.**

Bien sûr. La première qualité de l'argent est que vous pouvez le dissimuler, par exemple dans les paradis fiscaux – ce qui vous permet de paraître vertueux. La deuxième est qu'il vous permet de tout acheter. Par exemple, vous pouvez vous acheter autant d'amis que vous voulez sur Internet par des like ou, si vous êtes président des États-Unis, vous pouvez vous acheter l'amour en vous payant une top model dont vous faites votre épouse, etc. On est donc entrés dans un monde où l'argent permet d'acheter tout, l'amitié, l'amour..., tout, y compris toutes les jouissances. Quant à la troisième qualité de l'argent, elle est relative au fétichisme de l'argent devenu l'objet magique de nos sociétés. L'argent a la faculté magique de s'auto-engendrer. Je résume : l'argent est devenu le grand fétiche puisqu'il peut être dissimulé et permettre de paraître vertueux quand on ne l'est pas, qu'il permet de tout acheter et surtout, qu'il peut s'auto-engendrer en faisant que l'argent produise de l'argent.

**On parlera après de l'absence de révolte, mais je voudrais citer Mandeville : « Dans une nation libre où il n'est plus permis d'avoir des esclaves, les plus sûres richesses consistent à pouvoir disposer d'une multitude de pauvres laborieux. Sans ces sortes de gens, on ne jouirait d'aucun plaisir et on n'estimerait point ce qu'un pays produit. Pour rendre la société heureuse et pour que les particuliers soient à leurs aises, lors même qu'ils n'ont pas de grands biens, il faut qu'un grand nombre de ses membres soient ignorants aussi bien que pauvres ». C'est fabuleux, il dit ça au début du XVIII<sup>e</sup> siècle !**

C'est la grande qualité de Mandeville, il dit tout quand les autres dissimulent.

**Et on continue aussi à faire semblant de lutter contre la pauvreté. Chaque année, Oxfam publie un rapport sur le sujet...**

Cela relève de la politique sacrificielle. Pour qu'un certain nombre soit heureux – nombre d'ailleurs de plus en plus faible –, il faut qu'un certain nombre – lui de plus en plus grand – soit sacrifié. Voilà. Mandeville a inspiré les utilitaristes Bentham et John Stuart Mill, qui calculaient le rapport des peines et des plaisirs. Il faut que certains soient à la peine pour que d'autres aient des plaisirs. C'est cynique et sidérant !

**Il faut rappeler quand même une différence entre les pervers et les scélérats. Les scélérats, on peut les montrer du doigt, et donc on crée deux groupes, eux les méchants et nous les**

**bons ! Nous nous distribuons entre nous des légions d'honneur. Sarkozy l'avait donnée à notre cher Didier Reynders en plein Kazakhgate ! À côté de ça, on met en prison un voleur de... tartines ! Ceux qui sont les plus victimes du système gardent encore en eux des valeurs, une éthique ancrés dans l'inconscient collectif qui postule qu'on se trouve encore dans une société bonne qui ne nous volerait pas...**

L'intelligence retorse de Mandeville est d'avoir compris avant tout le monde quelque chose à la subjectivité humaine et d'avoir su l'exploiter. Il a globalement compris ce qu'était un névrosé (qui fonctionne au phantasme de la vertu) et ce qu'était un pervers (qui simule la vertu et dissimule le vice d'avidité) et d'avoir su transformer tout ça en un système politique qui est en place depuis trois siècles... Et c'est pour ça que ce texte de Mandeville est si important. Alors pourquoi Mandeville est-il mal compris ? Parce que notre système de savoir est soumis à une division académique des connaissances. Vous avez des spécialistes de l'économie politique, de l'économie marchande, de l'économie psychique, de l'économie discursive... Chacun est enfermé dans sa spécialité. Or, la logique de Mandeville mobilise toutes ces économies : son économie politique résulte d'un trait venu de l'économie psychique, les hommes sont égoïstes et cupides. Pour qu'ils vivent ensemble il faut les payer : on est dans l'économie marchande. Mais comme on n'a pas assez d'argent on les paie en parole : on est dans l'économie discursive. Qui sait encore jongler avec tous ces domaines ? Plus personne ! Donc on ne comprend rien au texte de Mandeville, alors qu'il dit tout ! Cela témoigne aussi de notre incapacité à pouvoir lire des faits sociaux totaux, comme disait Marcel Mauss. Nous les découpons en autant de rondelles que nos sciences humaines et sociales savent rendre intelligibles. Mais dès qu'il s'agit de recoller les rondelles, eh bien y'a plus personne ! Et donc c'est là que j'ai essayé de placer mon travail. C'est comme ça que j'ai finalement réussi à lire ce texte qui donne un éclairage fantastique sur les origines et le destin du capitalisme.

**Il doit y avoir aussi chez les intellectuels une volonté de ne pas savoir, non ?**

Probablement. Mais bien servie par la division des savoirs.

**Ce qui est essentiel aussi est cette absence de liaison entre économie psychique, marchande, division en classes de la société, qui a empêché une critique radicale du capitalisme.**

Bien sûr !

**Et donc on ne trouve plus beaucoup actuellement de critiques profondes. Par exemple, les luttes climatiques, qui semblent amener un consensus énorme, me posent quand même certaines questions, notamment cette habitude de quémander au politique des réponses, des changements... alors que je considère cela comme une perte de temps. Par rapport justement à ce lien avec Mandeville, vous devriez être d'accord qu'on ne peut quasiment plus rien attendre d'eux et que le changement viendra d'ailleurs ?**

Oui bien sûr.

**Néanmoins, ils continuent et la plupart des gens continuent à y croire...**

Oui. Cette question que vous posez est la plus grave à laquelle nous sommes soumis parce qu'elle renvoie tout simplement à la pérennité du monde. Par rapport à ça, on ne pourra répondre à cette question que si on résout celle de la souveraineté. Qui est le Souverain ? Aujourd'hui, c'est la troisième classe invisibilisée qui dirige tout, ces 1%, voire 0,1% dont on parlait. Si le Souverain, c'est ceux-là, alors il y'a rien à en attendre, elle continuera en mobilisant des mécanismes de dissimulation qu'elle sait utiliser depuis trois siècles. Le Souverain, ce devrait être celui qui est conscient des dangers que court ce monde.

**Les perspectives sont assez sombres, même si on veut y croire, mais à un moment donné, vous parlez dans l'ouvrage des luttes et des révolutions qui n'ont malgré tout jamais abouti. Seules les révolutions bourgeoises ont réussi en Occident. Vous dites : « Toutes les révolutions dans les pays industrialisés ont échoué. La troisième classe tire toujours les ficelles, ce qui, en dernier ressort ne peut s'expliquer que par un défaut de mobilisation, de persévérance des honnêtes gens. Normal, ce sont de braves névrosés, comme tels plus ou moins pusillanimes. »**

Eh bien oui...

**C'est ce qu'on découvre actuellement, et c'est effarant que les gens ne bougent pas plus. Même les luttes climatiques, maintenant, sont en train de s'éteindre. Elles sont évidemment instrumentalisées par les multinationales qui veulent un Green New**

Deal, qui veulent mettre des milliards dans la transition...

Un capitalisme vert...

Un capitalisme vert... Donc que fait-on ? Parce que déjà le fait de poser cette question, c'est ne pas agir. Mais on se demande si ce qui est en train d'être fait actuellement est en rupture réelle avec le système ou ne continue qu'à accompagner le système... Je trouve notamment que dans le phénomène de l'icône Greta Thunberg, il y a certaines taches aveugles, des points essentiels qui semblent être absents, notamment cette question de la transition énergétique et des peuples du sud... Un ouvrage très intéressant vient de sortir, de Stephan Lessenich, qui dit « À côté de nous le déluge » et qui explique qu'en fait la catastrophe climatique, si on veut la voir, il suffit d'aller au sud, qu'elle y est déjà depuis longtemps, à la fois catastrophe climatique et sociale. Greta en parle très peu et on sait que la transition énergétique va demander des ponctions, des extractions dans le sud qui vont être monumentales. Je voudrais citer Guillaume Pitron (La guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique, Les liens qui libèrent) : « En voulant nous émanciper des énergies fossiles, en basculant d'un ordre ancien vers un monde nouveau, nous sombres en réalité dans une nouvelle dépendance, plus forte encore. Nous pensions nous affranchir des pénuries, des tensions et des crises créées par notre appétit de pétrole et de charbon, nous sommes en train de leur substituer un monde nouveau de pénuries, de tensions et de crises inédites ». Vous affirmez que le passage des énergies fossiles aux énergies renouvelables est faisable et qu'on sait désormais remplacer les matières extraites du sous-sol par les matières issues du soleil. L'énergie solaire sous toutes ses formes, directe ou indirecte, pourrait rapidement se substituer aux énergies extractives fossiles, charbon, pétrole, gaz fossile et fissile. Est-ce que vous ne pensez pas que c'est peut-être une histoire qu'on aime se raconter et qu'une des seules solutions, c'est une réduction drastique de nos consommations et de notre production, ce que personne n'a envie d'entendre...

C'est une question extrêmement importante. Je renvoie à ce qu'on a dit juste auparavant : on ne résoudra pas cette question sans résoudre la question de la souveraineté. Ceux qui devraient devenir souverains sont ceux qui pourraient rompre l'enchantement actuel. Ça me semble la seule solution pour obvier au pire, c'est-à-dire la destruction du monde. Si donc ceux-ci deviennent souverains, alors je pense qu'ils devront être suffisamment avisés pour puiser dans les techniques incroyables inventées par le capitalisme en vue de gagner toujours plus. Parmi lesquelles on trouve certes les plus destructrices, mais parmi aussi d'autres qui pourraient être éco-compatibles. Discriminons donc en terme technique celles qu'il faut favoriser et celles qu'il faut absolument arrêter. Il va falloir examiner ces différentes techniques. Par exemple, actuellement, le complexe militaro-industriel-nucléaire a choisi, pour résoudre les problèmes d'énergie, de construire un EPR qui s'avère quasiment impossible à construire car plus on l'édifie, plus on s'aperçoit qu'il contient des défauts graves qu'il faut sans cesse réparer, etc. Ça fait 10 ans que cela dure et les budgets ont été dépassés de façon colossale. Mais on oublie qu'on sait techniquement produire, par exemple, de l'hydrogène. À partir de quoi ? Pas à partir de l'hydrolyse de l'eau puisque cela nécessiterait une quantité d'électricité venue du nucléaire, ce qui nous ferait retourner à la question précédente. Mais on sait désormais produire de l'hydrogène à partir de la biomasse qui ne coûte rien, qui est une ressource infinie d'énergie car on produit sans cesse des déchets organiques. Il se construit en ce moment une petite unité à Strasbourg, extrêmement intéressante, elle va produire 650 litres d'hydrogène par jour au prix de l'essence détaxée. C'est le projet Hynoca qui se fonde sur un procédé de production d'hydrogène décarboné grâce à des petites quantités de biomasse. Alors est-ce qu'on va choisir de construire le mastodonte EPR ou quantité de petites entreprises qui pourraient être gérées de manière associative, mutualiste, en commun, à partir de la biomasse ? Non, on n'a pas choisi cette voie, on a choisi le projet militaro-industriel nucléaire ! Voilà pourquoi je dis qu'il y a des techniques comme celles-ci qu'il faut absolument examiner et on ne pourra le faire que si la question de la souveraineté est résolue.

Il faut un autre paradigme, alors ?

Oui, mais pour qu'il y ait un autre paradigme, il faut un autre Souverain. Comme le Souverain actuel émane de la 3<sup>e</sup> classe, il penche du côté du nucléaire et du pouvoir exorbitant que cette technique donne. Si le Souverain se fondait sur le Peuple, un Peuple aujourd'hui en quête de sa propre survie, il aurait pour tâche de faire les bons choix industriels. Il ne suffirait pas, à cet égard, de garder tout l'ancien appareil industriel et de décider de baisser la croissance de quelques points, voire même de passer à une croissance négative. Car ce ne serait là que des choix quantitatifs. Or, même avec 5% de croissance en moins, le nucléaire resterait aussi menaçant. Il faut donc aller vers des choix qualitatifs. Privilégiant les techniques éco-compatibles. Comme par



Nadia Berg

Illustration: Nadia Berg

exemple, celles de la biomasse et des autres énergies renouvelables contre le nucléaire. Car, choisir, après évaluation, des modes de production et de gestion comme le projet Hynoca de Strasbourg et l'implanter, par exemple, dans toutes les communes de plus de 10.000 habitants, contre l'EPR, c'est aussi pouvoir aller vers des formes associatives et locales qui pourraient amener des changements considérables dans les modes de fonctionnement de notre société. Nous sommes là au cœur de la question énergétique et cela implique des questions politiques. On pourrait dire la même chose à propos de l'agriculture. Elle implique soit des monocultures avec des champs de plusieurs kilomètres de long qui supposent des tracteurs et du pétrole, des semences modifiées, du glyphosate et tout ce que vous voulez, soit la permaculture, qui a des rendements supérieurs à la monoculture et qui permet d'éliminer le pétrole, les tracteurs, les semences trafiquées, le glyphosate, etc. Ça aussi, ce sont des choix industriels. Donc il y aura des choix à faire et, je le répète, cela dépend de qui sera le Souverain — c'est pour moi un motif d'espoir dans ce monde si mal barré. Et puis, je me réjouis aussi qu'on puisse piquer des techniques au capitalisme qui s'est caractérisé par un extraordinaire génie inventif motivé, il est vrai, par un "produire toujours plus", mais dont on peut détourner ou recycler certaines pour produire non pas plus mais beaucoup mieux.

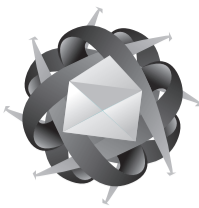
Pour récupérer cette souveraineté, je ne vois pas bien comment on peut le faire sans avoir une information libre.

Cette question politique énorme tient en trois lignes dans mon texte et je ne la résous pas. Dans les conditions actuelles de la désinformation, on ne voit pas comment cela pourrait arriver. Sauf par ce que vous êtes en train de faire. Parce que vous faites de la contre-information, de sorte qu'il se crée beaucoup de groupes et de blogs intelligents sur Internet... Espérons qu'à terme la balance basculera de ce côté-là. Car le sentiment de catastrophe croît dans le monde. En réalité, ce n'est pas le sentiment de catastrophe, c'est la réalité de la catastrophe qui se fait de plus en plus sentir, elle vient par des signes qui atteignent déjà le cœur de nos écosystèmes et qui montrent que la pérennité du vivant sur terre est en danger. Le rapport de la mégastude coordonnée par le Pr. Barnosky et publié en 2012 dans la revue *Nature* montre que, entre 2025 et 2045, un à un les principaux écosystèmes de la planète risquent de basculer par effet de seuil. Quand la catastrophe arrive, on finit par ne plus croire aux récits aliénants puisqu'on voit que le "toujours plus" du capitalisme se transforme en risque effectif de tout perdre. D'une certaine façon, la catastrophe en cours peut être notre alliée pour espérer que se lèvent assez de forces pour créer les conditions d'une alternative sérieuse.

Merci Dany-Robert Dufour

Merci à vous.

Propos recueillis par Alexandre Penasse



Je viens de recevoir votre journal. Je le dévore à pleins yeux. Je vous félicite. Je le trouve de très grande qualité. Je ferai prochainement un petit versement-don car je m'imagine bien le besoin que vous avez pour travailler et présenter autant de sujets de la manière que vous le faites.

Je me pose cette question : mis à part Vincent Lindon et Bouli Lanners, au début de la crise covid-19, pourquoi n'entendons-nous pas la voix des artistes pour dénoncer tous les scandales politico-scientifiques? On les entend pleurer, à juste titre d'ailleurs comme d'autres secteurs, pour leur mise en quarantaine et le manque à gagner qui suit. Mais pour le reste...fouiiii! Du vent! Bouli Lanners s'est très vite excusé de la démarche critique qu'il avait eue.

À propos de Frank Vandenbroucke, je ne comprends pas comment on peut se foutre ainsi de la gueule des Belges en imposant à la vitrine politique cet homme qui a trempé dans le scandale Agusta à la fin des années 1980. Devant la commission d'enquêtes, quand on lui a demandé à l'époque ce qu'il avait fait de l'argent reçu au SP-PS de la société italienne, il avait dit devant toute la Belgique qu'il n'avait pas su quoi en faire et que donc il l'avait brûlé! Si être belge en Belgique, c'est nous prendre ainsi, alors moi j'ai fini d'être belge depuis longtemps. D'ailleurs ça fait longtemps que je ne vais plus voter!

Votre article sur les « questions à poser » démontre bien que rien n'a changé. La gestion du covid-19 est désastreuse, monstrueuse de mensonges et manipulations. RTL-TVi, la RTBF et les autres médias mainstream se permettent d'essayer de nous manipuler. Honteux! Je m'en suis plaint en envoyant plein de mails à ces différents médias. Jamais eu de réponses!

Pour ma part je suis artiste musicien guitariste et professeur, et je dénonce toute cette situation. Bravo pour l'interview de Pascal Sacré. Voix du juste.

Pierre-Paul

Bonjour Pierre-Paul,

Merci de ce retour, ça fait toujours bien plaisir. Oui, le silence est bruyant. Ils ont peur de perdre des contrats, d'être mal vu. Dans l'anti-nucléaire, Bouli avait déjà dû diminuer la voile dans la contestation, les critiques étant nombreuses. Ils n'iront pas jusqu'au bout tant qu'ils n'accepteront pas qu'ils perdront quelques avantages provisoires dans leur combat. Mais il en vaut la peine, car sans celui-là, ils perdront de toutes façons tout un jour...

Bien cordialement

J'ai été très intéressé par l'entretien vidéo de Dany-Robert Dufour, et sans avoir son érudition, je partage son point de vue sur la société actuelle et ses dirigeants. Par contre à ce jour l'idée de notre souveraineté énergétique avec l'hydrogène obtenu par la biomasse est une vue de l'esprit. En France, en Allemagne et dans beaucoup d'autres pays, cette énergie est déjà très (trop) utilisée, avec la méthanisation qui occupe une partie des terres agricoles utiles, et ces technologies entraînent indirectement la déforestation. Quant à l'EPR, la Chine en a deux en fonctionnement, c'est une technologie qui fonctionne. L'échec de ceux de Flamanville et de Norvège est dû à nos pertes de technologies métallurgiques basiques. (sur la cuve et ses soudures). Ne rêvons pas, votre journal se dit anti-productiviste, je le suis, mais en limitant mes consommations diverses.

Bonne continuation.

Michel

RIBAMBELLE D'ENCOURAGEMENTS

Chers Amies et Amis de Kairos,

Juste pour vous dire, en passant, combien j'apprécie votre revue. Une vraie bouffée d'intelligence et une ressource pour lever la tête en ces temps difficile d'endoctrinement sanitaire (et de généralisation de la crétinerie médiatique).

Ne perdez jamais courage, beaucoup de personnes pensent comme moi mais ne le disent pas forcément.

Belle fin d'année 2020 et inspiration pour 2021

Philippe

Continuez votre excellente rédaction, vos interviews originaux et vos belles enquêtes! Même si on n'est pas toujours d'accord entre nous (et même avec soi-même), avec votre journal, au moins, on apprend de nouvelles choses.

Paul

Très content de m'abonner chez vous, j'aime les journalistes qui disent la vérité.

Franck Duvivier

Merci pour votre travail !!

C'est vraiment important ce que vous faites et je vous suis et soutiens.

Gabbas Giada

Merci et félicitations pour vos articles et votre combat pour la liberté de la presse.

Olivier

MILLE MERCI DE LA RÉDACTION!

PRESSE LIBRE: "ESSENTIEL"

Je tiens ainsi à soutenir votre média libre et vos journalistes dans leur travail quotidien pour que l'on puisse avoir des informations non détournée ni modifiée mais juste la vérité.

Sans les journalistes indépendants nous serions dans un monde de la pensée unique. Grâce à vous une partie de la population peut se réveiller. Vous êtes essentiel pour notre démocratie.

Les médias traditionnels ne parlent que très peu des sujets suivants: Le Groupe Bilderberg, La fondation Bertelsmann, La commission Trilatérale, Alors même que 98% des banques nationales des pays sont gouvernées par la famille Rothschild et aujourd'hui ils veulent nous vacciner alors même que la Fondation Bill et Melinda Gates se cachent derrière tout ça. Ce sont des criminels. Les peuples de chaque nation doivent se révolter car c'est un combat mondial et c'est ensemble que nous devons nous indigner.

En vous remerciant encore

Jérémy

Merci pour votre engagement.

Envie de faire bouger les lignes... comment prendre contact?

Alain

LES INTOUCHABLES

Je tiens une fois de plus à souligner les excellents articles de votre journal. Je puis moi-même vous confirmer toute une série de dysfonctionnements graves au sein de la Justice belge et plus particulièrement à Bruxelles. Il est tout à fait exact que nous avons à faire à une « justice de classe » et que toute une série de personnes « sont intouchables ». Je peux vous confirmer que les renseignements de M. Nicolas ULLENS au sujet « des protections de la justice » sont tout à fait corrects, pour en avoir fait l'expérience moi-même en tant que partie civile (...)

Cœur de lion ( pseudo)

Contactez-nous sur info@kairospresse.be.

Nous avons du retard dans les réponses, mais bientôt l'équipe de Kairos s'aggrandit!



Pour sûr, ce n'est pas un bouquin facile... Une langue complexe, avec des emprunts à l'argot des quartiers populaires ou au langage de l'hyper-technicité branchée, cela exige une gymnastique intellectuelle de tous les instants. Mais ce n'est encore rien : des codes graphiques permettent au lecteur attentif (être correcteur d'épreuves, ça aide...) de savoir qui parle (le récit est à voix multiples et saute de l'une à l'autre sans guère prévenir (mais je vous file déjà des indices, là). Ceux qui n'ont pas la curiosité de connaître les diverses sous-cultures qui peuplent notre monde tout aussi complexe que le style de Damasio auront peut-être du mal à tout saisir de certaines subtilités. Ceux qui sont trop paresseux pour faire l'effort de conquérir l'herméneutique de l'auteur (sans hermétisme impénétrable) seront peut-être tentés d'abandonner la lecture d'un fort volume de 705 pages. Ce serait très dommage, car Damasio réussit avec *Les furtifs* à écrire l'œuvre de fiction (science-) qui dépeint (en accentuant légèrement les horribles défauts actuels, dénoncés par les décroissants) le monde terrifiant vers lequel nous mènent les tendances lourdes de la technocratie, de la privatisation généralisée (même des villes entières), de la marchandisation de tout... Ce décor, qui fera la joie (et la peur) de tous ceux que révolte la perspective de voir la société livrée encore plus

à la pub et aux multinationales, soutient un récit haletant, un suspense à la hauteur de la peinture d'un monde à la dérive. De plus, Damasio, auteur engagé, parvient à nous faire détester (et craindre) le techno-capitalisme, la brutalité des puissants armés des moyens technologiques de surveillance généralisée, mais aussi à aimer les résistants, si courageux dans cet océan de barbarie transhumaine. Il a bien fait de prendre 15 ans après le grand succès de *La horde du contrevent* pour mûrir ce chef-d'œuvre. Déjà couronné par plusieurs prix (élu meilleur livre 2019 par le magazine *Lire*), *Les Furtifs* ne plaira pas à tout le monde, loin de là. À moins que je ne me trompe grave, ce roman va devenir un livre culte, référence pour ceux qui auront compris, peut-être au travers de la prose d'un poète jongleur de mots, trop habile pour certains, quel enfer on nous prépare par la disgrâce des technologies de contrôle total.

Alain Damasio, *Les furtifs*, La Volte, 2019, 705 pages. A. A.



C'était un temps où des journalistes se moquaient de la fausse « objectivité » toujours au service du pouvoir, un temps où ils trouvaient important d'être aux côtés du peuple qui se battait, faisait grève, se faisait massacrer pour défendre ses droits, un temps où ils prenaient le risque de déplaire aux puissants, et se retrouvaient plus souvent qu'à leur tour en prison pour « outrage à l'armée » quand ils dénonçaient les répressions,

les va-t-en-guerre coloniaux, quand ils incitaient les conscrits, hommes du peuple, à se révolter, et les défendaient contre l'arbitraire des gradés de la haute société. C'était au début du XX<sup>ème</sup> siècle, cette époque que l'on dit si belle...

Premier sur la liste de ces journalistes dérangeants, et aussi sur celle des « principaux révolutionnaires de Paris » dressée en 1911 par les services de la Sûreté,

Miguel Almeréyda, né Eugène Bonaventure Vigo, père du futur cinéaste Jean Vigo, a connu la prison dès ses 16 ans. Anarchiste, socialiste révolutionnaire puis blanquiste, on le retrouve au cœur de toutes les mobilisations sociales et politiques de cette période. Maniant la titraillie comme de la dynamite, il fait de *La Guerre sociale* le journal subversif le plus lu de son temps et l'un des plus saisis par le gouvernement. À tel point que le quartier politique de la prison de la Santé se transforme assez souvent en annexe de la salle de rédaction de *La Guerre Sociale*, rédacteurs, illustrateurs et gérants condamnés souvent à des peines de prison ferme et de lourdes amendes.

« Révolutionnaire et Dandy » est un livre passionnant et instructif. Anne Steiner, historienne, spécialiste de l'anarchisme et des luttes sociales de la Belle époque retrace avec virtuosité les trois grandes phases de la vie courte et intense (1883-1917) de Miguel Almeréyda : l'enfance et les années de formation, le polémiste et militant de la guerre sociale, puis l'évolution vers le réformisme et la mort dans des conditions encore non élucidées.

Ce volume des Éditions L'Echappée fait partie de la collection *Dans le feu de l'action* qui publie des rééditions d'ouvrages épuisés, des traductions et la publication de textes inédits consacrés à des groupes importants ou minuscules qui ont marqué l'histoire révolutionnaire de notre temps. Des lectures qui donnent du punch en ces temps ramollis...

Anne Steiner, *Révolutionnaire et Dandy*, Éditions L'Echappée, 2020, 304 pages. Annie Thonon



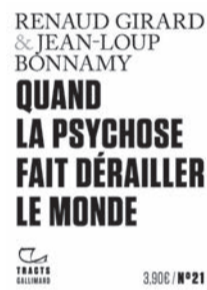
## VU, LU, ENTENDU



Née en 2015 avec Pablo Servigne et Raphaël Stevens, la collapsologie paie la rançon de son succès en s'attirant des critiques de valeur inégale, parmi lesquelles se distingue celle du philosophe Renaud Garcia. Proche du mouvement anti-industriel et de l'anarchie, il se revendique aussi de l'écologie politique traditionnelle, menacée par le discours « inconsistant », dépolitisé, anhistorique des collapsologues, et encore « prisonnier du présentisme » dont il voit un symptôme en l'icône Greta Thunberg. Il nous invite à reconsidérer la logique de dévoration capitaliste et industrielle des humains et de la nature, au lieu de parler « simplement » d'effondrement, de promouvoir la voie du survivalisme, de recourir incesamment à la science et paradoxalement aux « récits » pour (tenter de) convaincre, et enfin de se réfugier dans le spiritualisme, le nominalisme et le culte de la Terre-Mère Gaïa. À ceux-ci, l'auteur réserve ses meilleures flèches, éreintant l'écopsychologie de Joanna Macy, l'appel à l'artificialisation intégrale de la vie de Bruno Latour, la théorie Gaïa de James Lovelock voyant dans une cybernétique enfin pleinement conscientisée le remède à l'effondrement, le folklore anti-Lumières de la « sorcière » Starhawk, les stages spirituels pour se reconnecter à la Terre et y dissoudre son individualité, affronter le deuil, gérer ses émotions, etc. En guise de viatique, R. Garcia propose de « réintroduire la triple critique du système technicien, de l'abstraction capitaliste et du rêve machinal de devenir maître de la vie ». Il livre aussi de belles réflexions sur le pouvoir ressourçant de la nostalgie et du souvenir, en citant Walter Benjamin. On appréciera en outre les nombreuses références à la science-fiction (John Brunner, Roy Scranton, J. G. Ballard, Ray Bradbury, Robert Shekley, etc.), et aussi à Kropotkine, Orwell, Weil et Camus.

**Renaud Garcia, La collapsologie ou l'écologie mutilée, L'Échappée, 2020, 157 pages.**

B.L.



Pour les gens disposant d'un temps de lecture limité, il existe cette intéressante collection Tracts Gallimard dont les volumes font le tour d'une question d'actualité en quelques dizaines de pages. Le n° 21 est consacré à la psychose collective qui s'est emparée de l'Occident en 2020. Sans nier la réalité épidémiologique, les auteurs remettent du sens commun. Fallait-il en arriver « là » pour affronter une maladie peu létale, « la grippe saisonnière tu[ant] plus d'enfants que la Covid-19 » ? Tout « ça » pour qu'au bout du compte on réalise qu'en 2020 « la mortalité mondiale n'augmentera pas du fait de la Covid-19 » ? Depuis l'Occupation, nous n'avions plus connu une telle atteinte aux libertés publiques, à travers des mesures autoritaires et de surcroît inefficaces, dont le confinement généralisé ; l'émotion, la peur et l'angoisse, gonflées par les médias, ont escamoté la raison et la lucidité ; des habitudes et rituels anthropologiques ancrés et mémoriaux, comme les mariages et – plus grave – les funérailles, ont été empêchés ; les seniors ont été abandonnés dans leurs maisons de retraite, y mourant en masse ; enfin, une bonne partie des commerces indépendants ont été anesthésiés. Girard et Bonnamy avancent une explication à ce délire : en Occident, depuis 75 ans, la paix retrouvée et durable, la généralisation du confort, les progrès de la médecine et le recul des épidémies, la surabondance matérielle et alimentaire ont fini par affaiblir les corps et les âmes. Il suffit maintenant d'un rien pour affoler les électeurs-consommateurs qui, en retour, exigent de leurs gouvernants l'application stricte d'un principe de précaution devenu fou. Une autre stratégie aurait été de miser sur la prévention, mais là c'est une autre paire de manches, cela appelle des décisions politiques lucides, courageuses, aux effets à long terme...

**Renaud Girard & Jean-Loup Bonnamy, Quand la psychose fait dérailler le monde, Tract Gallimard, n° 21, 2020, 41 pages.**

B.L.



Dans la galaxie écologiste, rares sont ceux qui ignorent ce qu'est le courant primitiviste (dit aussi anarcho-primitiviste). Une thèse le sous-tend, selon laquelle les groupes humains du pléistocène auraient vécu dans des conditions écologiques, politiques et sociales optimales dans l'histoire de l'humanité, conditions qui auraient été anéanties à partir de la « révolution néolithique » avec son agriculture et sa domestication, véritable commencement des malheurs de l'homme devenant civilisé. Toujours dans la foulée du thème de l'effondrement (cf. son précédent essai *Après le capitalisme* en 2017), le philosophe québécois Pierre Madelin critique ce récit en se basant sur les travaux des principaux auteurs primitivistes James C. Scott, Paul Shepard et Pierre Clastre, et en apportant des éléments scientifiques qui le contredisent : la guerre, l'esclavage et la violence primaire existaient dans les communautés de chasseurs-cueilleurs, ainsi que des disettes et même des famines, les femmes y étaient dominées, la nature parfois maltraitée (même si le mode de vie préhistorique était de loin le plus vertueux d'un point de vue strictement écocentré). Contrairement aux primitivistes, l'auteur voit les prémices de la structuration hiérarchique et des inégalités dans deux phénomènes. Primo, dans le stockage des récoltes (et

non dans la don

la réification de certains êtres humains ou non numains. La défense de la nature sauvage dans la modernité a aussi son côté sombre : l'exclusion de populations autochtones de leurs territoires ancestraux au profit de l'exploitation touristique. Pour l'auteur, la *wilderness* est indispensable à l'équilibre psychique de l'être humain, lui permettant de renouer avec sa part sauvage et d'y trouver refuge en cas de persécution, le cas échéant. Il faut « accepter et reconnaître comme inaliénable le droit de tout un chacun à la retraite et à la désertion, temporaire ou définitive ». Entre naturalisme et constructivisme, il n'y a pas lieu de choisir, conclut Madelin.

**Pierre Madelin, Faut-il en finir avec la civilisation ? Primitivisme et effondrement, Écosociété, 2020, 180 pages.**

B.L.



Entre journal de bord et étude anthropologique, Michel Agier, enseignant à l'EHESS, propose « une réflexion en train de se faire sur un événement en train d'avoir lieu ». L'événement politico-sanitaire de la covid relève d'un « fait social total dans une société du risque mondiale » qui a été ressenti et vécu différemment selon les individus, mêlant sentiments de résistance, de mélancolie et/ou d'espérance. Une nouvelle politique du corps en est née, qui ne sera pas réversible et dont on ne sait pas encore jusqu'où elle pourra nous mener. « Aujourd'hui, c'est le corps qui fait frontière puisque c'est lui qui est contaminé, ou non ». Le changement culturel a été rapide et multiforme : le port du masque, largement accepté, ne doit pas devenir une nouvelle norme, car la respiration est un droit politique (cf. Achille Mbembé) ; la distanciation physique proscrit les embrassades et autres câlins, ce dont l'auteur se réjouit dans le cas de l'abrapço au Brésil, une habitude chargée de condescendance sociale. Mais qu'en dirait-il en Europe où ces pratiques ne revêtent pas nécessairement cette signification ? L'incertitude – qui, soulignons-le, préexistait à la survenue de l'épidémie – est liée à la peur existentielle, et même cosmique, que nous ressentons tous à des degrés divers face au virus. Plutôt que de nous en remettre à l'État, nous pourrions réapprendre à la gérer d'une manière populaire avec le rituel des épouvantails que l'auteur a retrouvé dans les traditions du Moyen-Âge, via l'œuvre de l'historien Mikhaïl Bakhtine, et de nos jours dans les mouvements culturels afro-colombiens qu'il connaît pour les avoir étudiés *in vivo*. De la lecture de ce livre balançant entre optimisme et désillusion, on ressort avec un sentiment lui-même mitigé.

**Michel Agier, Vivre avec des épouvantails. Le monde, les corps, la peur, Premier Parallèle, 2020, 147 pages.**

B.L.



Phonegate est le récit du combat réel mené depuis des années, jour après jour, semaine après semaine, mois après mois et sans relâche par le docteur Arazi. Accompagné par un grand nombre de journalistes, de scientifiques, d'avocats ou tout simplement de citoyens investis, il lutte contre un empire puissant : celui de la téléphonie mobile. Entre l'opacité des informations, l'immobilité des institutions et la soumission des médias, il nous dépeint, de 2016 à 2020, les événements de sa vie relatifs au scandale du Phonegate. Toutefois, le mot scandale, synonyme de bruit, semble peu adéquat... car qui a entendu parler du Phonegate ? Le Phonegate, c'est le mensonge des industriels du smartphone face à leurs consommateurs. Depuis des années, les êtres humains détenteurs d'un téléphone portable sont surexposés sans le savoir (même si beaucoup s'en doutent) à des ondes pouvant être dangereuses pour leur santé. Au cours du livre, nous apprenons que les tests supposés vérifier la non-dangerosité de ces ondes ont été menés dans des conditions ne traduisant pas la réelle utilisation des téléphones, par des agences pêtées de conflits d'intérêts, et sans aucune transparence depuis toujours. Les informations sont faussées. Les utilisateurs, trompés. Dans le contexte de l'arrivée de la 5G, l'apparition de nombreux cas d'électrohypersensibilité et l'augmentation du nombre de certains cancers du cerveau, c'est pourtant une question de santé publique de la plus haute importance. Malheureusement, c'est une chape de plomb qui pèse sur le travail des partisans du docteur Arazi. Ils avancent dans l'ombre, leurs tentatives pour faire connaître la vérité étant sans cesse étouffées sous le poids des industriels. Un vrai chemin de croix. Ainsi, 4 ans après le lancement de l'alerte, presque rien n'a changé. Les constructeurs de smartphones continuent sciemment de tromper les gens, tout en s'en mettant plein les poches. L'Europe reste sans rien dire, étant même prête à lancer la 5G et ce en ignorant tout principe de précaution. Cependant, d'abord en France puis à l'international, le combat d'Arazi continue et prend de l'ampleur. Face au monde entier ou presque, ils luttent corps et âme pour faire enfin bouger les choses. Le récit se termine au début de l'année 2020. Affaire à suivre ! Morale de l'histoire : ne gardez pas votre téléphone contre vous et regardez-le avec plus de suspicion. Il vous cache des choses. Une lecture facile, agréable et édifiante en bien des points.

**Phonegate, Marc Arazi, Massot, 2020, 410 pages.**

**Pour en savoir plus : [www.phonegatealert.com](http://www.phonegatealert.com)**

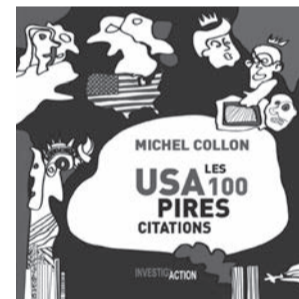
**Alice Magos**



La cohérence et la vitalité de la pensée de Raoul Vaneigem sont spectaculaires, au sens courant du terme, sans jeu de mots situationniste. Plus de cinquante ans après son *Traité de savoir-vivre* à l'usage des jeunes générations, source d'inspiration de l'esprit libertaire de Mai 68, Vaneigem reste fidèle au projet initial. Pour lui, « vivre sans temps mort et jouir sans entraves » est plus que jamais d'actualité. Il voit dans le mouvement des Gilets jaunes un jalon essentiel, voire décisif, des grands mouvements de libération populaires, telles la Révolution de 1789 et la Commune de Paris. Son nouveau livre leur est dédié. Avec lyrisme, l'auteur prophétise la fin de la période historique inaugurée par le passage d'une société de cueillette à une économie agraire et marchande : « dix mille ans de civilisation mortifère, ça suffit ! ». Il salue toutes les insurrections de la vie quotidienne contre une civilisation qui réduit l'espèce humaine, tout comme la nature, à un objet marchand. Outre les Gilets jaunes, il voit dans l'expérience zapatiste du Chiapas, dans celle du Rojava kurde, et dans toutes « les zones libres, affranchies de l'oppression étatique et marchande » autant de manifestations du souffle de vie et de liberté contre le règne de l'argent, de l'État et de la réification mortifères. Ce manifeste court, dense et joyeux se lit d'une traite. Chantant l'intelligence sensible du vivant, la solidarité « a-cratique », la démocratie directe, le féminisme et l'écologie antiproductiviste, il loue les pouvoirs de l'imagination, du rire, de la fête et de la poésie subversive du quotidien. Cerise sur le gâteau, l'auteur tient à préciser que, son texte achevé au début de 2020, a été revu en juillet dernier « en raison d'une épidémie révélatrice du délabrement et du malaise de notre civilisation » qui lui inspire l'un de ses nombreux aphorismes donnant d'une force intellectuelle et poétique : « L'État et les multinationales n'ont pour eux que la pesanteur imbécile du pouvoir qui s'effondre. Nous avons la légèreté et l'intelligence de la vie qui renaît ». L'optimisme communicatif du toujours vert Vaneigem est une raison de plus pour lire ce texte vigoureux, porteur du vent libertaire du bel aujourd'hui.

**Raoul Vaneigem, La Liberté enfin s'éveille au souffle de la vie, Le Cherche Midi, 2020, 159 pages.**

**François Massoulié**



histoire est écrite par les vainqueurs. Ne serait-ce pas le cas que nous apprendrions dans les salles de classes, les universités, les journaux, comment nos pays modernes ont pillé, détruit, spolié pour accroître leur puissance ; et nous entendrions librement les mots du pouvoir qui se disent dans les arcanes de celui-ci. Cette mise en surface, le recueil des 100 pires citations USA la réalise parfaitement. Publié en 2018, en prendre connaissance aiderait certains à penser les événements récents aux USA. De Harry Truman, responsable des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, à Kurt Tidd, commandant de la 4ème flotte US en charge du contrôle de l'Amérique latine, les citations de ces personnalités américaines se déclinent, dévoilant la réalité crue derrière les mensonges et la com' qui la masquent. On découvre ainsi derrière le rideau de fumée, des criminels en puissance, des sujets avides de matières premières indifférents aux torts qu'ils causent, des maîtres de guerre commandant des armées qui détruisent au service de l'empire. Ce sont, à ce titre, de véritables psychopathes. Pourtant, la plupart des citoyens demeurent encore ignorants et ne peuvent penser le présent sous faute de connaître le passé. Ils ne voient pas qui ils ont devant eux quand, spectateurs, ils assistent aux discours d'un Biden, Obama, Clinton... À l'heure où la qualification de complotiste devient le raccourci préféré de la caste politico-médiatique pour empêcher de penser et débattre, soyons assurés que leur rappeler ces 100 citations conduirait systématiquement les chiens de garde – de Pavlov –, conditionnés à saliver à la vue de ces ignominies – qui remettraient en cause leur vision idyllique de ce monde où ils pensent vivre –, à la réponse réflexe de « conspirationniste ! ». Une preuve de plus qu'il faut lire ce petit ouvrage.

**USA – Les 100 pires citations, Michel Collon, Investig'Action, 255 pages.**

A.P.

# Barnum

C'est avec d'énormes difficultés que je suis parvenu à réprimer un large sourire et, même, un violent accès de fou rire, en prenant connaissance, minute après minute, des réactions venant de partout à propos de «l'invasion du Capitole» en ce début d'année. Le très honorable Jean-Luc Mélenchon – pour lequel, autant le dire, j'éprouve une chaude sympathie – à l'instar de quelques autres parmi les observateurs de tous ordres, aura été de ceux qui voyaient dans l'intrusion des quelques centaines d'olibrius dans le lieu sacré où étaient rassemblés les membres du Congrès, une tentative de putsch d'une nébuleuse d'extrême droite made in USA. Pour ce que je peux en connaître, il me semble tout de même que, pour qu'il puisse y avoir une intention de fomenter un coup d'État, on doit pouvoir compter sur le soutien voire la participation des forces armées et la mise en mouvement de groupes rigoureusement formés et organisés, avec des consignes et des objectifs clairement définis.

À l'évidence, on était loin du compte et les nombreuses photos et vidéos publiées par la suite ont bien montré qu'on était là dans la plus parfaite improvisation et que, manifestement, les gens qui déambulaient dans les escaliers, couloirs et bureaux de l'illustre bâtiment, semblaient plutôt bien s'amuser du désordre qu'ils provoquaient. Certes, il y a quelques morts à déplorer, certains de ceux qui participaient à l'assaut n'étaient sans doute pas animés des meilleures intentions, certes, encore, il se trouvait là des gens ouvertement favorables à tel ou tel mouvement aux relents peu reluisants, mais enfin, il ne s'agissait que d'une cohorte hétéroclite de gens de toutes sortes : des petits gros, des grands maigres, des mères de famille, des visages et des dégaines comme on en croise tous les jours – enfin, quand il nous est permis de mettre le nez dehors – par chez nous. Oui, bien sûr, cher chroniqueur, direz-vous, mais il y en avait qui étaient armés ! Oui, je vous le concède ; mais aux States on peut se balader en rue avec un colt à la ceinture et faire ses courses

en compagnie de sa Kalachnikov, c'est une vieille tradition chez nos lointains cousins et ils y sont attachés. « Mais il y a eu des coups de feu ! », ajouterez-vous ; oui, mais il est difficile de savoir d'où ils venaient, certains policiers, dans l'enceinte même du Capitole ont semble-t-il ouvert le feu pour contenir l'invasion de l'hémicycle par une poignée de têtes brûlées et, au reste, on aura noté le peu de résistance opposé par la police du coin lors du début de l'invasion des lieux. Bref, pour ma part, je ne partage pas l'opinion de celles et ceux qui voient dans cet épisode burlesque une tentative de prise de pouvoir ou une conspiration universelle qui voudrait imposer partout un ordre de nature fasciste. Bien sûr, tout ce qui précède n'engage que moi, d'aucunes et d'aucuns ne seront peut-être pas d'accord avec mes propos, mais qu'importe, je persiste et je signe.

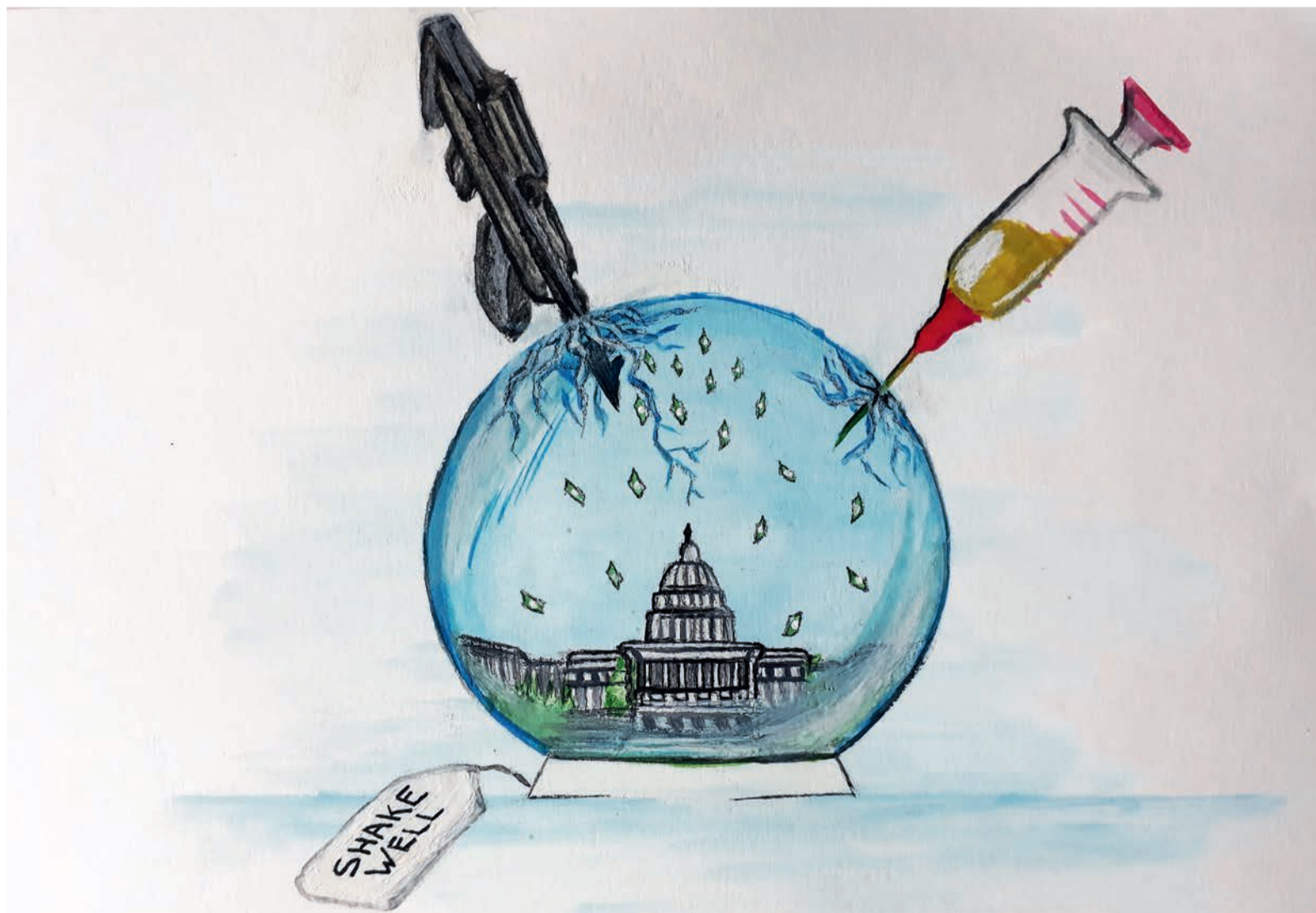
Au reste, ne soyons pas dupes : le néo-fascisme – ou, si l'on préfère, sa variante soft – à la figure d'un jeune homme d'état en complet veston, plutôt bien élevé, souriant, affable, issu des Hautes Écoles de la République, un temps proche d'un ex-Président social-démocrate dont l'ennemi était la finance; il n'a eu nul besoin des armes ni de l'émeute pour arriver à ses fins : il a été élu *démocratiquement* par des citoyens libres d'un choix (qui n'en était pas un, on s'en souviendra) ; et il a le soutien d'une large majorité à l'Assemblée nationale. La liste est longue des lois, décrets, mesures de toutes sortes qui, petit à petit, et l'air de ne pas y toucher, ont très sévèrement et *durablement* mis à mal les libertés individuelles au pays des Droits de l'Homme et du Citoyen. Il n'a donc pas fallu mobiliser je ne sais quels groupes factieux ni sections d'assaut de sinistre mémoire pour museler les esprits et ignorer superbement toute forme d'opposition à une politique *strictement* hyperlibérale où l'on voit – ici et tout comme ailleurs – la richesse scandaleuse de quelques-uns mise à l'abri des prétentions des pauvres à plus de justice. L'on verra peut-être, sous peu, des cortèges de centaines de milliers de crève-la-faim envahir les boulevards et les rues de Paris et de

province réclamant du pain pour eux et leurs enfants. Qui osera dire qu'on leur jette des brioches ?

Pour ce qu'il en est de par chez nous, inutile d'épiloguer sur la dramatique et peu enviable situation en rapport avec cette sinistre et tenace pandémie qui voit notre pays peu glorieusement placé en haut d'un podium où se comptent les décès provoqués par un virus dont le visage – si j'ose dire – change de jour en jour, mettant en difficulté celles et ceux qui tentent, par mille moyens, de trouver remède à une maladie pernicieuse et insaisissable. Bien sûr, il y a, il y aura *LE* vaccin ; enfin, *UN* ou *DES* vaccins qui devraient, si les choses ne se passent pas trop mal, éradiquer le virus... mais rien n'est moins sûr, à cet égard ; une suspicion grandissante se fait jour tant chez certains scientifiques que dans l'opinion dont une large portion manifeste ses doutes quant aux vertus miraculeuses d'un vaccin, choisi et acheté par centaines de millions par la communauté européenne et distribué partout sans les *garanties absolues* de son efficacité. Enfin, le fier navire du progrès se voit bien bousculé dans ses prétentions à rendre ce monde un peu moins invivable par le truchement d'un Marché qui devrait – qui aurait dû – résoudre tous les problèmes qui se posent à notre espèce et à ce qui lui tient lieu de domicile. Car, il faut le dire et le dire encore – cette pandémie finira bien par être éradiquée, il y faudra sans doute du temps – mais se profile à un horizon de plus en plus proche la question du réchauffement et des bouleversements climatiques et, là, on voit bien que les *responsables* de tous bords sont loin de manifester un enthousiasme délirant à l'idée qu'il serait peut-être temps de se troussez les manches et mettre en branle une universelle entreprise susceptible, *a minima*, de sauver ce qui peut encore l'être.

Jean-Pierre L. Collignon

Illustration: Alice Magos



\* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,  
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : [www.kairopresse.be/abonnement](http://www.kairopresse.be/abonnement)

(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros, 24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

